

Introduction

Au début des années 1960, Julius Evola (1899-1974) estimait avoir écrit ses livres les plus importants, Révolte contre le monde moderne, Les hommes parmi les ruines et Chevaucher le tigre, et a composé Le chemin du cinabre comme une rétrospective de l'ensemble de son œuvre. Il a décidé de présenter son point de vue sur le fascisme italien et, plus tard, sur le national-socialisme allemand, les mouvements politiques du XXe siècle qu'il connaissait le mieux de par son expérience personnelle. Le premier ouvrage est publié en 1964 sous le titre Fascisme : Essai d'une analyse critique du point de vue de la droite et réimprimé avec des notes supplémentaires en 1970 sous le titre Le fascisme vu par la droite.

Evola a eu une carrière variée. Dans sa jeunesse, il a été le principal poète et peintre dadaïste italien (1916-1922). Il est ensuite devenu le principal représentant italien de l'ésotérisme intellectuellement rigoureux de René Guénon (1886-1951). Il jouit d'une réputation internationale pour ses livres sur la magie, l'alchimie et les traditions religieuses orientales, gagnant le respect d'érudits aussi importants que Mircea Eliade et Giuseppe Tucci. De son vivant, un seul de ses nombreux ouvrages, La Doctrine de l'éveil, une interprétation du bouddhisme primitif datant de 1943, a été publié en traduction anglaise (1951). En 1983, Inner Traditions International a publié La Métaphysique du sexe (1958), qu'il a réédité sous le titre Eros et les mystères de l'amour en 1992, la même année où il a publié son livre de 1949 sur le tantra, Le yoga du pouvoir.

En Europe, Evola est connu non seulement comme un ésotériste, mais aussi comme un penseur de droite brillant et incisif. Au cours des années 1980, ses livres traditionalistes et politiques ont été traduits en français. Ses livres et articles ont été traduits en allemand depuis les années 1930. La discussion sur la politique d'Evola a atteint l'Amérique du Nord plus lentement. Dans les années 1980, les politologues Thomas Sheehan, Franco Ferraresi et Richard Drake l'ont présenté de manière peu sympathique, le rendant responsable du terrorisme néofasciste. En 1990, la revue ésotérique Gnosis a publié des articles sur Evola par Robin Waterfield et l'ésotériste italien Elémire Zolla. L'essai de Jay Kinney, rédacteur en chef de Gnosis, est consacré au "fascisme" d'Evola. Il semble ne pas avoir lu les livres d'Evola, quelle que soit la langue, qualifie La métaphysique du sexe de " seul livre d'Evola traduit en anglais " et conclut que " l'ésotérisme d'Evola semble être bien en dehors des principaux courants de la tradition occidentale ". Il reste à voir si ses vertus hermétiques peuvent être dissociées de ses péchés politiques. En attendant, il constitue un argument convaincant en faveur de la séparation de l'Église et de l'État ésotérique".

Evola n'a jamais été membre du parti fasciste et, pendant les deux décennies où Mussolini a gouverné l'Italie, il a publié des critiques de plusieurs initiatives fascistes distinctives, notamment le Concordat avec le Vatican, la violence des durs fascistes (gli squadristi) et le rapprochement des fascistes avec les vues nationales-socialistes sur la race. Son opposition au Concordat ne convainc pas Mussolini, qui est cependant suffisamment impressionné par la critique d'Evola du " racisme scientifique " pour donner son imprimatur à une traduction allemande d'un de ses livres sur la race, Synthèse de la doctrine de la race. La critique d'Evola à l'égard des squadristi attire leur attention indésirable, jusqu'à ce qu'il reçoive la protection de Roberto Farinacci, le patron fasciste de Crémone. Il a été rédacteur de la page d'opinion du journal de Farinacci, Il Regime Fascista, de 1934 à

1943. Le harcèlement physique a cessé, mais au début de la Seconde Guerre mondiale, lorsqu'il tente de reprendre sa commission d'officier dans l'armée italienne qu'il avait reçue pendant la Grande Guerre, son refus de se battre en duel avec un journaliste est utilisé comme motif pour rejeter sa demande.

L'originalité d'Evola réside dans son traditionalisme approfondi et constant, à commencer par le titre spirituel de ce livre. Certains Italiens défendaient le fascisme, ses œuvres et ses méthodes depuis la marche sur Rome en octobre 1922 jusqu'à la démission de Mussolini le 25 juillet 1943 - il Ventennio, ou "les vingt ans". Leur devise était "Il Duce ha sempre ragione !" (Le Duce a toujours raison !). D'autres, des gauchistes engagés et des compromis moins engagés, niaient toute vertu au gouvernement italien de l'époque. Dans *Le fascisme vu de droite*, Evola souligne l'absurdité des deux positions et procède à une analyse critique du fascisme sur la base des principes qu'il avait exposés et défendus dans *Révolte contre le monde moderne* et dans d'autres livres et brochures. Evola s'intéresse aux principes du fascisme. Il insiste sur le fait que les défaillances humaines et les accidents historiques (ce qu'Evola appelle "le contingent") ne doivent pas être retenus contre les hommes ou les mouvements, à moins qu'il ne soit démontré qu'ils sont les conséquences de principes erronés.

Evola cherche les principes du fascisme dans les principaux discours et initiatives de Mussolini, ainsi que dans l'article sur "La doctrine du fascisme" de l'*Enciclopedia Italiana*. (Ce dernier était officiellement l'œuvre de Mussolini, mais est généralement attribué au principal philosophe et réformateur de l'éducation du régime, Giovanni Gentile).

Evola trouve que les principes du fascisme étaient souvent bons. Le régime était bon dans son principe mais a échoué pendant la crise de la Seconde Guerre mondiale parce que les Italiens avaient été démoralisés par deux générations de propagande libérale et radicale depuis l'unification de l'Italie, le Risorgimento. (Pour la gauche, le Risorgimento était l'expulsion de la domination étrangère et papale de l'Italie par un peuple italien réveillé, dirigé par de grands radicaux républicains comme Garibaldi et Mazzini. Les conservateurs pensent que Victor Emmanuel (Vittorio Emanuele), le roi du Piémont, et son conseiller politiquement astucieux, Cavour, ont utilisé Garibaldi et Mazzini pour renverser les régimes traditionnels de l'Italie, qui ont été remplacés par la fausse monarchie constitutionnelle du Piémont - car politiquement incohérente).

Evola explique les principes d'une vraie droite. Un État central fort crée une nation et son peuple, et non l'inverse. Au centre moral et politique des meilleurs États se trouve un roi (rex), qui peut toutefois - et c'est ce qu'il a fait sous le fascisme - choisir un chef (dux) pour administrer l'État. Un leadership central fort n'altère pas et, en fait, encourage la subsidiarité ou le fédéralisme, où la plupart des décisions et des activités politiques se produisent à des niveaux inférieurs appropriés. La subsidiarité n'implique pas la démocratie, le royaume ou le domaine de la quantité (Règne de la Quantité de René Guénon). Au contraire, le fascisme a établi une Chambre des corporations où les domaines, les professions et les vocations du pays étaient représentés sur la base de l'importance et des réalisations, et non du nombre pur.

Dans un État traditionnel, l'économie est subordonnée à la politique. Mussolini a nié l'existence de l'homo oeconomicus. Evola n'est pas d'accord. Malheureusement, chez certaines personnes, l'économique domine le politique, l'éthique et le religieux. Cet état psychologique est une maladie mentale, la daimonia dell'economia (possession démoniaque par l'économie). Un état sain est comme un homme sain. L'homme libre est un individu unifié et cohérent qui n'est pas dominé par le monde extérieur, physique, mais

il est aussi différencié, avec une hiérarchie correcte de l'esprit, de l'âme et du corps à l'intérieur. La politique économique de l'État doit viser l'autarcie, la satisfaction de ses propres besoins et de ses sains désirs, sans dépendre du libre-échange avec d'autres pays ou du capitalisme financier. Tout comme un être humain en bonne santé évite de manger et de boire de manière excessive ou malsaine et fait de l'exercice de manière appropriée, une nation en bonne santé privilégie l'indépendance, la coopération et un moral quasi militaire plutôt qu'une prospérité et un consumérisme purement économiques, d'une part, ou une planification économique centralisée et totalement contrôlée, d'autre part. Le fascisme avait ces objectifs et visait à produire ce type d'être humain lorsque la guerre a coupé court à ses initiatives avant qu'elles ne puissent porter leurs fruits. Le courage et la résolution des Italiens qui ont soutenu la République sociale italienne dans le nord de l'Italie après le 25 juillet 1943, bien que ses principes fussent déficients, ont montré que le fascisme fonctionnait, mais qu'on ne lui avait pas laissé assez de temps pour réussir.

Comme dans *Le Chemin du Cinabre*, Evola consacre plusieurs pages à expliquer son point de vue sur la race en relation avec le fascisme. Le soutien le plus fort de Mussolini à Evola est venu en relation avec ce sujet, qui est devenu un problème après la conquête de l'Éthiopie par l'Italie en 1936. Influencée par l'Allemagne nazie, l'Italie a adopté des lois raciales en 1938. Evola écrivait déjà sur des vues raciales cohérentes avec une vision traditionnelle de l'humanité et en opposition avec ce qu'il considérait comme le réductionnisme biologique et le matérialisme de la pensée raciale nazie. Ses écrits ont rendu furieux Guido Landra, rédacteur en chef du journal *La Difesa della Razza* (Défense de la race) et d'autres racistes scientifiques, en particulier l'article d'Evola intitulé "L'erreur du racisme scientifique". Cependant, Mussolini a fait l'éloge de l'essai d'Evola de 1935 intitulé "Race et culture" et a permis que la Synthèse de la doctrine de la race d'Evola soit traduite en allemand sous le titre de *Compendium de la doctrine raciale fasciste* pour représenter la position officielle du fascisme.

Evola accepte la division traditionnelle de l'homme en corps, âme et esprit, et soutient qu'il existe des races des trois. 'Si, chez un cheval ou un chat "pur sang", l'élément biologique constitue l'élément central et que, par conséquent, les considérations raciales peuvent légitimement se limiter à lui, ce n'est certainement pas le cas de l'homme, ou du moins de tout homme digne de ce nom. [...] Par conséquent, le traitement racial de l'homme ne peut pas s'arrêter au seul niveau biologique". Tout comme l'État crée le peuple et la nation, l'esprit façonne les races du corps et de l'âme. Evola a écrit une histoire de la pensée raciale depuis l'Antiquité classique jusqu'aux années 1930, *The Blood Myth : The Genesis of Racism* Il a soutenu qu'en plus du racisme scientifique tel que pratiqué par le comte de Gobineau, Houston Stewart Chamberlain, Alfred Rosenberg et Landra, il existait une tradition qui appréciait les éléments extra- ou super-biologiques et dont les adhérents comprenaient Montaigne, Herder, Fichte, Gustave Le Bon et l'ami d'Evola, Ludwig Ferdinand Clauss, un biologiste de l'Université de Berlin.

La critique d'Evola de l'État à parti unique comme préservant toujours l'idée d'un gouvernement de *partitocrazia*, la règle par les partis, fait écho à une plainte italienne commune sur les partis étant plus importants que les citoyens qu'ils sont censés représenter. Cette critique a été influente. À l'époque d'Evola, le successeur du parti fasciste s'appelait le Mouvement social italien (MSI), et non un parti. En Italie, les gauchistes utilisent encore le mot parti. Le Parti communiste italien (CPI) a changé de nom (deux fois) et s'appelle désormais le Parti démocratique (PD) (de 1993 à 2007, il s'appelait le Parti démocratique de la gauche, PDS). Les organisations de droite préfèrent des noms comme Alliance nationale, Ligue du Nord et même un nom inspiré de l'équipe

de football Forza Italia ! D'autre part, le poète américain Ezra Pound, qui a vécu en Italie sous le fascisme, admirait l'État à parti unique du fascisme et affirmait que l'Amérique avait prospéré sous le régime du parti unique au cours des quarante premières années du XIXe siècle. Jefferson a gouverné pendant vingt-quatre ans dans un état de parti unique de facto. Quincy Adams n'a PAS représenté un retour au fédéralisme et le parti unique (jeffersonien) a perduré pendant les douze années de Jackson-Van Buren”.

Evola approuvait l'engagement fasciste en faveur de l'autarcie économique sur le principe, mais il y avait des conséquences pratiques, qu'il a pu considérer comme "contingentes". Lorsque Mussolini arrive au pouvoir en 1922, l'Italie possède un riche patrimoine culturel, mais financièrement et politiquement, elle est ce que nous appelons aujourd'hui un "pays du tiers monde". Dans les années 1930, l'Italie avait une présence européenne. Mussolini a veillé à l'assèchement des marais Pontins autour de Rome, qui étaient une source de malaria depuis l'Antiquité. ("Les marais italiens/ sont en attente depuis l'époque de Tibère", écrit Pound dans le Canto 38.61.). Des agriculteurs travaillèrent les terres récupérées et des villages et petites villes y furent construits. Ce projet et d'autres similaires ont permis de restaurer des millions d'hectares de terres arables. Ils faisaient partie des "guerres" de Mussolini pour la lire, le blé, la vie à la campagne et la population qui visaient à donner à l'Italie un plus grand contrôle sur son destin. Les effets positifs sur le moral de la population dépassent le succès économique, qui n'est cependant pas négligeable. De 1925 à 1935, la production de céréales augmente considérablement et les importations de céréales étrangères diminuent de 75 %. L'écrasante dette nationale a été renégociée, passant de prêts à court terme à des prêts à long terme. Le service de la dette intérieure passe de 28 milliards de liras par an à 6 milliards. Evola méprise la campagne démographique, et il est facile de sourire de certains de ses aspects. Les officiers militaires, par exemple, étaient encouragés à saluer les femmes enceintes avec le salut fasciste. D'un autre côté, encourager les soldats et les civils à se considérer comme faisant partie d'une vie nationale commune n'est peut-être pas ridicule.

Outre les initiatives rurales, il y avait également des projets de travaux publics. À Rome, des métros et de nouvelles routes menant au Colisée et au Vatican ont été construits pour désengorger la circulation. (Les deux lignes de métro de Rome construites sous le fascisme sont toujours les seules en activité). Un grand complexe sportif, le Foro Mussolini, a été construit pour les Jeux olympiques de 1940 (qui ont été annulés à cause de la guerre). Il abrite toujours le stade de football et le site de l'Open de tennis italien. Le système ferroviaire a été électrifié et des gares ont été construites dans les principales villes. Non seulement les trains circulent à l'heure, mais leur temps de trajet est considérablement réduit. (Le temps de trajet de Rome à Syracuse a été réduit de moitié.) Là encore, la question du moral était aussi importante que les résultats mesurables. Les Italiens ont le sentiment que des choses se passent dans des domaines de leur vie nationale où rien n'avait été accompli "depuis l'époque de Tibère".

Le fascisme avait également un aspect culturel. En restaurant l'ancien fasces romain, le fascisme proclamait les anciennes traditions de l'Italie. Il parraine des projets archéologiques visant à découvrir le passé romain, des temples républicains de Largo Argentina à Rome aux fouilles d'Ostie et de Libye. La grande Ara Pacis de l'empereur Auguste a été récupérée sous les rues du centre-ville de Rome et, après des négociations avec le Vatican pour les parties qui y étaient conservées, elle a été restaurée et exposée près du Tibre, où on peut encore la voir. Mais ce n'est pas seulement l'art ancien que le fascisme encourage. Il y avait une industrie cinématographique nationale à Cinecittà, en dehors de Rome (que l'on peut rejoindre par le nouveau système de métro). Des écrivains

et des artistes comme Pirandello, D'Annunzio et Marinetti étaient honorés. Le grand passé de l'Italie est lié à un présent et un avenir créatifs.

Sous Mussolini, l'Italie devient une puissance européenne. En 1896, l'armée d'Abyssinie (Éthiopie) bat sèchement l'armée italienne à la bataille d'Adowa (Adwa). Il s'agissait d'un combat équitable entre deux pays également sous-développés. Lorsque l'Italie envahit l'Éthiopie en 1936, le monde entier proteste contre l'inégalité des forces qui s'affrontent. Cette inégalité s'était développée au cours des années depuis 1922. Auparavant, en 1934, Mussolini avait fait échouer la première tentative d'Hitler de conquérir l'Autriche.

Evola a pu considérer ces facteurs comme contingents, mais ils découlent de principes qu'il approuvait. Il était moins enthousiaste à propos de ce qui était généralement considéré comme la réalisation intérieure la plus impressionnante de Mussolini, le Concordat entre l'Église catholique et le gouvernement italien signé en 1929, qui mettait fin à deux générations d'hostilité entre l'Église et le Royaume d'Italie.

Evola croyait que le transcendant était essentiel pour un véritable renouveau, mais il ne se tournait pas vers l'Église catholique pour en prendre la direction. Dans *Les hommes parmi les ruines*, alors que la position officielle de l'Église était encore fortement anticommuniste, il a prédit que l'Église se déplacerait vers la gauche, et il a répété son analyse dans la deuxième édition de 1967.

[Après l'époque de De Maistre, Bonald, Donoso Cortés et du Syllabus, le catholicisme se caractérise par des manœuvres politiques [...] Inévitablement, les sympathies de l'Église doivent graviter vers un système politique démocratique-libéral. En outre, le catholicisme a longtemps épousé la théorie du "droit naturel", qui ne s'accorde guère avec le droit positif et différencié sur lequel peut se construire un État fort et hiérarchisé. [Des catholiques militants comme Maritain avaient repris la formule de Bergson selon laquelle "la démocratie est essentiellement évangélique" ; ils s'efforçaient de démontrer que l'impulsion démocratique apparaît dans l'histoire comme une manifestation temporelle de l'authentique esprit chrétien et catholique [...] Les condamnations catégoriques du modernisme et du progressisme appartiennent désormais au passé. [Quand les catholiques d'aujourd'hui rejettent les "résidus médiévaux" de leur tradition ; quand Vatican II et ses applications ont poussé à des formes débilitantes de "mise à jour" ; quand les papes soutiennent les Nations Unies (une organisation hybride ridicule et illégitime) pratiquement comme la préfiguration d'un futur écoumène chrétien - cela ne laisse aucun doute sur la direction dans laquelle l'Église est entraînée. Tout bien considéré, la capacité du catholicisme à fournir un soutien adéquat à un mouvement révolutionnaire-conservateur et traditionaliste doit être résolument niée.

Son analyse de 1967 mentionne Vatican II, mais la position d'Evola sur l'Église catholique remonte aux années 1920, lorsque, après ses débuts dans le dadaïsme, il développe une philosophie fondée sur les traditions de l'Inde, de l'Extrême-Orient et de la Rome antique sous l'influence d'Arturo Reghini (1878-1946). Reghini fait découvrir à Evola les idées de Guénon sur la Tradition et sa propre réflexion sur l'"impérialisme païen" romain comme alternative aux idéaux démocratiques et à la réalité ploutocratique du XXe siècle. Travaillant avec un idéologue fasciste de premier plan, Giuseppe Bottai (1895-1959), Evola a écrit une série d'articles dans la *Critica Fascista* de Bottai en 1926-27, faisant l'éloge de l'Empire romain comme une synthèse du sacré et du royal, un système aristocratique et hiérarchique sous la direction d'un véritable chef. Evola rejetait l'Église catholique comme source de religion et de moralité indépendante de l'État, car il

considérait que ses prétentions universalistes étaient compatibles avec l'égalitarisme et l'humanitarisme libéraux et tendaient vers ceux-ci, malgré sa rhétorique anti-communiste.

Les articles d'Evola connurent un succès de scandale national et il les développa dans un livre, *Imperialismo Pagano* (1928), qui provoqua un débat houleux impliquant de nombreux fascistes et catholiques, dont Giovanni Battista Montini (1897-1978), qui, lorsque Evola publia la deuxième édition des *Hommes parmi les ruines* en 1967, était devenu le pape libéral Paul VI. Pendant ce temps, Mussolini négociait avec le pape Pie XI (1857-1939) une réconciliation dans laquelle l'Église donnerait sa bénédiction à son régime en échange de la protection de ses biens et de sa reconnaissance officielle comme religion de l'Italie. L'Italie avait été unifiée par la conquête piémontaise de la Rome papale en 1870 et les papes n'avaient jamais reconnu le nouveau régime. Ainsi, Evola écrit en 1928 : " Tout Italien et tout fasciste doit se souvenir que le roi d'Italie est toujours considéré comme un usurpateur par le Vatican " La signature des accords du Latran, le 11 février 1929, remédie à cette situation et met fin au débat. Même Reghini et Bottai se sont retournés contre Evola.

Evola regretta plus tard le ton de sa polémique, mais il souligna également que le fait que ce débat ait eu lieu donnait directement tort aux affirmations extrêmes sur le prétendu manque de liberté d'expression dans l'Italie fasciste. Evola a été justifié sur le point principal. L'Église catholique accepte la démocratie libérale et la défend même comme le seul régime légitime. L'université de Notre Dame n'est pas la seule université catholique à posséder un centre Jacques Maritain, mais aucune université catholique américaine ne possède un centre portant le nom de Joseph de Maistre, Louis de Bonald ou Juan Donoso Cortés. Le pape Pie IX a été béatifié pour avoir proclamé la doctrine de l'Immaculée Conception, et non pour son *Syllabus Errorum*, qui dénonçait l'idée de s'accommoder du libéralisme et de la civilisation moderne.

Ceux qui veulent éloigner Evola du fascisme mettent en avant le débat sur l'impérialisme païen. Il existe des anecdotes sur la crainte d'Evola par Mussolini, mais les preuves documentaires vont dans le sens contraire. Les entretiens d'Yvon de Begnac avec Mussolini, publiés en 1990, rapportent que Mussolini a toujours parlé d'Evola avec respect. Le Duce a fait les commentaires suivants au sujet du débat sur l'impérialisme païen :

Malgré ce que l'on pense généralement, je n'ai pas du tout été irrité par les déclarations du docteur Julius Evola faites quelques mois avant la conciliation sur la modification des relations entre le Saint-Siège et l'Italie. De toute façon, l'attitude du docteur Evola ne concernait pas directement les relations entre l'Italie et le Saint-Siège, mais ce qui lui semblait être l'irréconciliabilité à long terme de la tradition romaine et de la tradition catholique. Puisqu'il identifiait le fascisme à la tradition romaine, il n'avait d'autre choix que de considérer comme son adversaire toute vision historique d'un ordre universaliste.

Il est clair que Mussolini respectait Evola et s'intéressait à ses idées. Lorsqu'il a été sauvé par Otto Skorzeny en 1943 et amené au quartier général militaire d'Hitler, connu sous le nom de la Tanière du loup (*Wolfsschanze*), Evola faisait partie d'un groupe restreint d'Italiens à y être invité. (La maîtrise de l'allemand par Evola a peut-être été un facteur dans cette décision).

L'intérêt et l'implication d'Evola dans la politique ont souvent été un point de friction avec les traditionalistes religieux de tous bords. Le monde véritable et le but final d'une vie spirituelle accomplie est le monde métaphysique, spirituel, qui se trouve au-delà du monde

physique, matériel. Pourquoi Evola, qui était un maître de la doctrine spirituelle, s'est-il tant intéressé à la politique contemporaine ? Pour René Guénon, par exemple, l'accomplissement spirituel est un processus de retrait passif du chaos du monde matériel, pour échapper à l'implication dans le monde moderne jusqu'à son effondrement final dans le chaos. Alors, et seulement alors, une nouvelle caste de brahmanes aura un rôle à jouer pour restaurer un âge d'or sur la base de leur connaissance de la Tradition. Guénon et Evola étaient d'accord sur de nombreuses questions importantes. Pour Evola, cependant, l'implication active dans le monde est une voie viable vers la réalisation spirituelle. La voie du guerrier, celle de la caste des kshatriya, n'est pas inférieure à celle des brahmanes. Dans le meilleur État traditionnel, le roi incarnait les traits à la fois du brahmane et du kshatriya, du prêtre et du guerrier. C'est ce qui ressort clairement de l'exposé d'Evola dans *La révolte contre le monde moderne* (1934), ainsi que de ses premiers *Essais sur l'idéalisme magique* (1925). La question a été rendue confuse par la différence chronologique importante entre la publication des premières éditions de *Des hommes parmi les ruines* en 1953 et de *Chevaucher le tigre* en 1961. Comme le montrent les lettres d'Evola, il a écrit *La Chevauchée du Tigre* en premier, et il voulait que les deux ouvrages soient compris ensemble. Je compare la relation entre *La Chevauchée du Tigre* et *Les Hommes parmi les ruines* à celle de l'*Éthique* d'Aristote et de sa *Politique*. Pour les deux auteurs, les deux œuvres ne se contredisent pas, mais se complètent.

Le fascisme vu de la droite est le modèle d'un traditionalisme qui n'est pas seulement spirituel et extraterrestre, mais qui imprègne tous les aspects de la vie. Le traditionalisme d'Evola était actif dans la méditation et l'initiation, mais aussi dans la politique et l'alpinisme. Sa vision du passé qu'il avait vécu était engagée et fondée sur des principes, mais aussi désintéressée, au sens premier de ce mot. Une telle vision du passé était peut-être difficile à apprécier lors de la première publication du livre, mais plus de deux générations après l'époque du fascisme et de Mussolini, il ne devrait pas être exagéré d'attendre de nous que nous entrions dans l'esprit d'Evola. Nous ne sommes pas obligés d'accepter tous les jugements et pouvons nous opposer vigoureusement à certains. En fin de compte, la tentative d'Evola de combiner un engagement désintéressé envers les principes avec une implication active dans le monde fournit un modèle de traditionalisme qui restera valable.

E. CHRISTIAN KOPFF

Dans les pages qui suivent, nous nous proposons d'entreprendre un examen du fascisme du point de vue de la droite. Cet examen, toutefois, se limitera à l'aspect général du fascisme et, au fond, se fera sur le plan des principes. Pour cela, il est nécessaire avant tout d'indiquer ce que nous entendons par droite, même si cette tâche ne sera pas facile, car il n'est pas possible de fournir au lecteur général des points de référence qui aient un rapport direct avec la réalité contemporaine, ni même avec l'histoire italienne plus récente, c'est-à-dire l'histoire de l'Italie depuis son unification en tant que nation.

Sur le premier point, nous devons dire qu'il n'existe pas aujourd'hui en Italie une droite digne de ce nom, une droite en tant que force politique unifiée, organisée et dotée d'une doctrine précise. Ce qu'on appelle actuellement la droite dans les luttes politiques se définit moins par un contenu positif que par une opposition générique aux formes les plus extrêmes de subversion et de révolution sociale qui gravitent autour du marxisme et du communisme. La droite italienne comprend des tendances diverses et même contradictoires. Un signe significatif de la confusion des idées et de l'étroitesse des horizons actuels est établi par le fait qu'en Italie, aujourd'hui, les libéraux et de nombreux autres partisans de la démocratie peuvent être considérés comme des hommes de droite, une situation qui aurait consterné les représentants d'une véritable droite traditionnelle, car lorsqu'une telle droite existait, le libéralisme et la démocratie étaient notoirement et justement considérés comme des courants de subversion révolutionnaire, plus ou moins comme le radicalisme, le marxisme et le communisme apparaissent aujourd'hui aux yeux des partis dits d'ordre[40].

Ce qu'on appelle la droite dans l'Italie d'aujourd'hui comprend divers monarchistes, et surtout les tendances d'orientation "nationaliste" qui s'attachent à maintenir des liens idéologiques avec le régime précédent, c'est-à-dire le fascisme. Ce qui a fait défaut jusqu'à présent à ces tendances, c'est la différenciation nécessaire qui pourrait leur permettre d'apparaître comme les représentants d'une droite authentique. Cette conviction est le résultat de réflexions que nous allons développer et qui sont consacrées à la distinction des contenus idéologiques du fascisme. Faire ces distinctions aurait dû représenter pour ce mouvement une tâche théorique et pratique essentielle, qui a été au contraire négligée.

Faut-il vraiment rappeler l'absurdité de l'identification d'une quelconque droite politique avec la droite économique ? Les polémiques marxistes visent notoirement et frauduleusement à cette identification. Pour les marxistes, il n'y a aucune différence entre la droite et la bourgeoisie capitaliste, ou conservatrice et "réactionnaire", qui entend défendre ses intérêts et ses privilèges. Dans nos écrits politiques, nous ne nous sommes jamais lassés de dénoncer cette confusion insidieuse et l'irresponsabilité de ceux qui, en favorisant un tant soit peu cette confusion, offrent des armes à l'ennemi. Entre la vraie droite et la droite économique, non seulement il n'y a pas d'identité commune, mais au contraire, il y a une antithèse claire. C'est l'un des points qui seront soulignés dans les présentes pages, lorsque nous nous référerons aux rapports entre politique et économie que le fascisme a tenté de définir et, qui plus est, de dériver de toute véritable doctrine traditionnelle de l'État.

Quant à l'histoire de l'Italie, nous avons déjà dit à son propos que, malheureusement, il y a très peu de choses que l'on peut rassembler pour définir le vrai point de vue de la droite. En effet, comme tout le monde le sait, l'Italie s'est unifiée en tant que nation avant tout sous la bannière des idéologies qui dérivent de la Révolution du

Troisième État[41] et des "principes immortels" de 1789[42]. [Ces idéologies ne jouent pas simplement un rôle instrumental et secondaire dans les mouvements du Risorgimento[43], mais ont été transplantées et ont prospéré dans l'Italie unie du XIXe et du début du XXe siècle. Cette Italie a été très loin de présenter la structure politique d'un nouvel État fort et bien articulé, entré tardivement parmi les grandes monarchies européennes.

Cette "petite Italie" était une terre de démocratie parlementaire et de monarchie domestiquée, où les mouvements subversifs, en exploitant la détresse sociale et les conséquences d'une administration inepte, réussissaient à provoquer des agitations souvent violentes et sanglantes. Il existait, il est vrai, la soi-disant "droite historique", mais elle se tenait à peine debout et n'avait pas le courage nécessaire pour atteindre les racines des maux auxquels elle aurait dû s'opposer, même si, à l'époque de Di Rudini[44] et de Crispi[45], elle était capable de faire preuve d'un certain caractère résolu face à ces maux. En tout cas, elle était fondamentalement une expression de la bourgeoisie. Contrairement à la droite des autres nations, elle ne représentait pas une aristocratie en tant que classe politique représentant une vieille tradition. Le minuscule vestige d'aristocratie piémontaise[46] qu'elle avait à offrir en ce sens s'est presque complètement évaporé lorsqu'elle est passée du royaume du Piémont à la nation italienne. Plus que dans le domaine de la politique intérieure et de l'élaboration d'une doctrine générale de l'État, la droite historique a obtenu des succès notables dans le domaine de la politique extérieure, où son couronnement a été la mise en place de la Triple Alliance[47]. S'il s'était développé dans tous ses postulats logiques, ce lien heureux aurait pu retirer l'Italie de l'orbite des idéologies d'origine française et révolutionnaire et l'orienter dans la direction de celles qui étaient, dans une bonne mesure, conservées dans les États traditionnels d'Europe centrale. Cette évolution aurait pu provoquer un redimensionnement des idées politiques fondamentales, mais elle a complètement raté son coup. Par conséquent, la droite historique ne nous a laissé aucun héritage idéologique précis et s'est transformée en un libéralisme modéré. Lorsque la Triple Alliance prit fin et que l'Italie intervint dans la Première Guerre mondiale aux côtés de l'Entente cordiale[48] qui défendait, outre ses intérêts matériels, la cause de la démocratie (malgré la présence dans l'Entente de la Russie autocratique, vouée à payer un prix tragique pour sa politique coupable), l'Italie revint presque entièrement à la direction qu'elle avait choisie pendant le Risorgimento, en lien étroit avec les idéologies et les mouvements révolutionnaires internationaux de 1848-1849. [En outre, l'excuse nationaliste pour l'interventionnisme était vouée à se révéler une illusion, si l'on considère uniquement le climat politique et social de l'Italie "victorieuse", où les forces antinationales ont eu, pendant toute leur durée, presque carte blanche et où aucune révolution ou récupération par le haut, aucune constitution d'un véritable droit en termes juridiques, n'a eu lieu avant l'arrivée du fascisme. Dans un tel climat, quelle était la signification possible de ce que l'Italie avait gagné en termes de paiement territorial partiel des revendications irrédentistes ?

Notre référence à la droite italienne historique, née dans un régime parlementaire, nous amène à une clarification. À proprement parler, en ce qui concerne ce que nous avons en vue et qui constituera notre point de référence, le terme "droite" est inapproprié. En effet, il présuppose une dualité. Concrètement, la droite se définit dans le cadre du régime démocratique des partis parlementaires, en opposition à une "gauche", et donc dans un cadre assez différent du cadre traditionnel des régimes précédents. Dans ces régimes, il était possible d'avoir, tout au plus, un système de type anglais dans sa forme originale pré-victorienne, c'est-à-dire avec un parti qui représente le gouvernement (qui est, dans un certain sens, la droite) et une opposition, qui n'est toutefois pas comprise comme une opposition idéologique ou de principe, ni comme une opposition au système. Il s'agit plutôt

d'une opposition à l'intérieur du système (ou de la structure) qui a pour fonction de rectifier ou d'intégrer la critique, sans bien entendu

remettre en question l'idée de l'État, qui est en quelque sorte transcendant et inviolable. Une telle opposition "fonctionnelle", fortement limitée dans un contexte organique et toujours loyaliste, n'a rien à voir avec une opposition qui peut motiver l'un ou l'autre des nombreux partis, chacun dépendant de lui-même et visant la conquête du pouvoir et de l'État, sinon la fondation d'un anti-État, comme ce fut le cas du Parti républicain[51] dans le passé et comme c'est le cas du Parti communiste aujourd'hui.

C'est ainsi qu'il faut concevoir la droite prise dans son meilleur sens, c'est-à-dire comme politique et non économique, et non comme quelque chose de lié à une phase déjà régressive, une phase marquée par l'avènement de la démocratie parlementaire avec le régime de nombreux partis. Dans cette phase, la droite se présente factuellement comme l'antithèse des différentes gauches, presque en concurrence avec elles sur le même plan. En principe, cependant, la droite représente, ou devrait représenter, une exigence supérieure. Elle doit être le réceptacle et l'affirmation de valeurs directement liées à l'idée de l'État véritable : des valeurs qui, en un certain sens, sont centrales et supérieures à toute opposition pratique, en vertu de la supériorité inhérente au concept même d'autorité ou de souveraineté pris dans son sens le plus complet.

Ces indications conduisent déjà à la définition de notre point de référence, à travers lequel il sera permis de parler, en général, de la grande tradition politique européenne, sans penser à un régime particulier comme modèle, mais plutôt à quelques idées de base qui, de manière différente mais cohérente, ont été à la base de différents États et n'ont jamais été fondamentalement remises en question. Par une amnésie trop inhabituelle pour être considérée comme naturelle et qui devrait être expliquée (dans le meilleur des cas, c'est-à-dire en dehors des falsifications et des suggestions trompeuses d'un certain type d'historiographie) comme l'effet pathologique d'événements traumatiques profonds, nos contemporains semblent ne plus avoir une idée vivante et adéquate du monde auquel on a coutume d'appliquer l'étiquette délavée d'"ancien régime". À cet égard, il est évident que nous ne sommes pas en présence de principes directifs, mais de certaines incarnations de ces principes toujours sujets à l'usure, à la dénaturation et à l'épuisement, et qui ont de toute façon une certaine conditionnalité plus ou moins irréductible. Mais la contingence, la longévité plus ou moins grande de formes semblables, qui sont naturellement, à un moment donné, situées dans le passé, ne pèse pas et ne doit pas peser contre la validité des principes. Telle est la pierre de touche de tout examen qui vise à recueillir l'essentiel et évite de devenir l'objet d'une confusion historiciste.

Nous pouvons donc clore ces considérations préliminaires en disant que, dans l'idéal, le concept de droit véritable, ce que nous entendons par droit, devrait être défini en fonction des forces et des traditions qui ont agi formativement sur un groupe de nations, et parfois aussi sur des unifications supranationales, avant la Révolution française, avant l'avènement du tiers état et du monde des masses, et avant la culture bourgeoise et industrielle, avec toutes ses conséquences et ses jeux, qui consistent en des actions et des réactions concordantes qui ont conduit au chaos contemporain et à tout ce qui menace de détruire le peu qui reste encore de la culture européenne et du prestige européen.

Ne nous demandez pas d'être plus précis, car cela reviendrait à demander l'exposé systématique d'une doctrine générale de l'État. Le lecteur peut se référer en partie à notre livre intitulé Des hommes parmi les ruines. Une plus grande précision, cependant,

apparaîtra au fur et à mesure de l'examen des différents sujets que nous aborderons au fur et à mesure.

II

Le "néo-fascisme" est le nom donné aujourd'hui, tant par les démocrates que par les communistes, aux forces "nationales" qui, en Italie, s'opposent le plus résolument aux deux courants. Dans la mesure où ces forces acceptent cette appellation sans réserve, il se crée une situation pleine d'erreurs et qui se prête, dangereusement, au jeu de l'ennemi. Au passage, nous devons l'acceptation de cette appellation au discours, évidemment péjoratif, des "nostalgiques" et de la "nostalgie". Le fascisme a subi un processus de ce que l'on peut appeler une mythologisation. L'attitude de la plupart des gens à son égard revêt un caractère émotionnel et irrationnel, au lieu d'un caractère critique et intellectuel. C'est particulièrement vrai pour ceux qui maintiennent une fidélité idéologique à l'Italie d'hier. Ils ont fait de Mussolini et du fascisme les objets d'un "mythe" et ils gardent l'œil sur une réalité historiquement conditionnée et sur l'homme qui en était le centre, au lieu de s'intéresser à des idées politiques qui devraient être prises au sérieux en elles-mêmes et pour elles-mêmes, indépendamment de ces accidents historiques, afin de pouvoir conserver à jamais leur valeur normative par rapport à un système politique clairement défini.

Dans le cas qui nous occupe, la mythologisation a naturellement eu pour contrepartie l'idéalisation, c'est-à-dire la mise en valeur des seuls côtés positifs du régime fasciste, en ignorant intentionnellement ou inconsciemment les côtés négatifs. Le même procédé est pratiqué en sens inverse par les forces anti-nationales pour une mythologisation ayant au contraire pour contrepartie le dénigrement systématique, la construction d'un mythe du fascisme dans lequel seuls les côtés les plus problématiques sont tendanciellement soulignés afin de le discréditer tout entier ou de le faire détester.

Dans le second cas, il est bien connu que la mauvaise foi et la passion partisane sont manifestement à la base d'une autre procédure et d'un style d'argumentation dépourvu de toute légitimité. Ils prétendent, en effet, établir un lien de causalité entre ce qui concerne exclusivement les péripéties et les conséquences d'une guerre perdue et la valeur intrinsèque de la doctrine fasciste. Pour toute pensée rigoureuse, ce genre de lien est absolument arbitraire. Nous devons affirmer que la valeur éventuelle du fascisme en tant que doctrine (en dehors d'une politique internationale donnée) est aussi peu préjugée par les résultats d'une guerre perdue qu'elle le serait par une guerre qui, au contraire, aurait été gagnée. Les deux plans du principe et de la contingence historique sont absolument distincts, n'en déplaise au dogme historiciste *Weltgeschichte ist Weltgericht*[52], slogan favori des hommes qui manquent de colonne vertébrale.

Au-delà de toute partialité, ceux qui, à la différence des "nostalgiques" de la nouvelle génération, ont vécu la période fasciste, et ont donc une expérience directe du système et de ses hommes, savent et reconnaissent que tout n'était pas en ordre dans le fascisme. Tant que le fascisme existait et pouvait être considéré comme un mouvement réparateur en cours, dont les possibilités n'étaient pas encore épuisées et cristallisées, il était juste de ne pas porter la critique au-delà d'un certain point. Ceux qui, comme nous, tout en défendant un ordre d'idées qui ne coïncidait qu'en partie avec le fascisme (ou le national-socialisme allemand), ne condamnaient pas ces mouvements (tout en étant bien conscients de leurs aspects problématiques ou déviants), le faisaient en comptant précisément sur d'autres développements possibles - à favoriser avec enthousiasme par tous les moyens - qui auraient rectifié ou éliminé ces problèmes.

Aujourd'hui, alors que le fascisme se dresse derrière nous comme une réalité de l'histoire passée, notre attitude ne peut être la même. Au lieu de l'idéalisation propre au "mythe",

nous devons séparer le positif du négatif, non seulement à des fins théoriques, mais aussi pour donner une orientation pratique à une éventuelle lutte politique. C'est pourquoi il n'est pas juste d'accepter l'épithète de "fasciste" ou de "néo-fasciste" tout court[53]. Nous devrions nous appeler fascistes (si nous décidons de le faire) par rapport à ce qui était positif dans le fascisme, mais pas fascistes par rapport à ce qui n'était pas positif dans le fascisme.

Le lecteur ne doit pas oublier qu'en dehors des éléments positifs et négatifs du caractère du fascisme que nous venons de mentionner, un mouvement susceptible de se développer contenait plusieurs tendances différentes, et que seul l'avenir aurait pu nous dire lesquelles auraient prévalu, si la défaite militaire et l'effondrement interne de la nation n'avaient pas tout paralysé. En Italie - et en Allemagne aussi - l'unité nationale n'excluait pas des tensions importantes au sein du système. Nous ne faisons pas allusion ici aux simples tendances idéologiques représentées par tel ou tel groupe. De telles tendances étaient, pour la plupart, de peu d'importance, et nous les ignorerons dans le présent examen. Nous avons plutôt affaire à des éléments qui concernent la structure du système et du régime fasciste, pris concrètement, dans sa réalité gouvernementale et, en général, institutionnelle. C'est la deuxième raison, plus importante, de la nécessité de dépasser la mythologisation et de ne pas prendre le fascisme de manière indifférenciée. Si l'on pense aux deux fascismes, la forme classique des "Vingt ans" de 1922 à 1943 [54] et le fascisme de la République sociale italienne (1943-1945) [55], qui étaient effectivement unis par une continuité de loyauté et de volonté de combattre, mais qui sont, en revanche, sensiblement différents en tant que doctrines politiques, en partie à cause de l'influence fatale des circonstances, on verra encore plus clairement combien les problèmes de discrimination et de "mythe" conduisent à des conclusions dangereuses qui empêchent un alignement décisif et cohérent.

À ce propos, il convient de souligner la nécessité d'élargir les horizons et de prendre de la distance. La réalité d'aujourd'hui est que, tandis qu'un groupe considère le fascisme comme une simple "parenthèse" et une aberration dans notre histoire plus récente, d'autres ressemblent à des gens qui sont nés aujourd'hui et croient que rien n'a existé avant hier. Ces deux attitudes sont inadéquates, et nous devons nous opposer énergiquement à quiconque prétend que le choix doit se faire entre le fascisme et l'anti-fascisme dans une tentative d'épuiser toutes les possibilités et discussions politiques. Une conséquence de cette simple polarité est, par exemple, que personne ne peut être anti-démocratique sans être automatiquement "fasciste" - ou communiste. Ce cercle fermé est absurde et, à cet égard, nous devons revenir à nos considérations initiales, en dénonçant la perspective myope qu'il implique.

Même en cherchant des éléments positifs dans le fascisme, il y a une différence essentielle entre deux positions différentes. D'une part, il y a ceux qui prennent le fascisme comme seul et unique point de référence, et qui font commencer et finir leur propre horizon politique, historique et doctrinal avec le fascisme (ainsi que des mouvements analogues dans d'autres pays - le national-socialisme allemand, le rexisme belge[56], les débuts de la Phalange espagnole[57], le régime de Salazar au Portugal[58] et la Garde de fer roumaine[59] ; ce n'est que l'autre jour que l'on pouvait parler de "révolution mondiale" comme d'un mouvement général d'opposition à la révolution prolétarienne). D'autre part, il y a ceux qui considèrent ce qui était présent dans ces mouvements en termes de formes particulières plus ou moins imparfaites et adaptées aux circonstances, mais dans lesquelles se manifestaient et agissaient des idées et des principes de cette tradition antérieure dont nous avons parlé. (Dans ces idées et ces principes, nous devons reconnaître un caractère de "normalité" et de cohérence). Ces personnes ramènent les

aspects originaux de ces mouvements, qui sont "révolutionnaires" au sens strict, dans le domaine du secondaire et du contingent. En bref, il s'agit de reconnecter le fascisme partout où c'est possible avec la grande tradition politique européenne, et d'en séparer ce qui n'a existé en lui que par compromis, des possibilités divergentes et absolument déviantes, et des phénomènes qui souffraient en partie des mêmes maux que ceux contre lesquels il réagissait et qu'il tentait de combattre.

[NOTE : Il existe une vaste littérature sur le fascisme, avec une variété correspondante d'interprétations, mais on ne peut y trouver un seul ouvrage qui suive ce point de vue. Quand elle n'est pas partisane, elle a un caractère sociologique, "historiciste" ou socio-économique. Les catégories qu'elle emploie sont celles d'une mentalité "moderne" qui, en tant que telle, ignore les principes qui sont à la base de notre discrimination et la signification même d'un véritable droit. L'examen le plus complet et le plus récent se trouve probablement dans le livre de Renzo De Felice, *Le interpretazioni del fascismo* (Laterza : Bari, 1969)[60] Nous ne comprenons pas comment l'auteur peut affirmer (p. 6) [61] que le présent ouvrage, qu'il cite (dans sa première édition), n'a rien opposé aux interprétations actuelles, qu'il appelle "classiques", du fascisme. Le point de vue que nous suivons, qui n'est pas une simple interprétation, mais qui est essentiellement discriminant et normatif, constitue une différence fondamentale. De Felice a d'ailleurs déclaré qu'il "ne s'attarde pas sur tous les aspects de la réalité fasciste, et encore moins sur l'aspect directement idéologique", alors que c'est précisément cet aspect "idéologique" (que nous préférons appeler doctrinal) que nous considérons comme essentiel et dont nous tenons le plus grand compte].

Aujourd'hui, alors que nous n'avons pas sous les yeux la réalité concrète du fascisme dans sa situation historique spécifique et difficile, tout cela est certainement possible, et indique également la seule voie qui est pratiquement offerte aux forces "nationales", étant donné que la "nostalgie" et la mythologisation sont de peu d'utilité, et puisqu'il est impossible de faire revivre Mussolini ou d'en faire un nouveau sur mesure. La situation actuelle est différente des circonstances qui ont rendu le fascisme possible dans son aspect historique.

Dans les termes que j'ai indiqués, il n'est pas difficile de découvrir la possible signification supérieure assumée par cette discrimination - qui est évidemment aussi une intégration - du fascisme (et son intégration dans l'héritage traditionnel). Au-delà de toute confusion et de toute faiblesse, elle offre une pierre de touche pour des vocations possibles. Un grand esprit du XIXe siècle, Donoso Cortès [62], parlait des temps qui s'annonçaient pour l'Europe, et qui furent annoncés par les premiers soulèvements révolutionnaires et socialistes, comme des temps "de négations absolues et d'affirmations souveraines". Malgré les profondeurs dans lesquelles nous nous trouvons, il est encore possible d'avoir ce sentiment aujourd'hui.

Quant à la matière du bref examen que nous allons entreprendre, elle se limitera à ce qui est devenu la réalité structurelle et institutionnelle, le régime et la praxis concrète issus des diverses forces qui ont nourri le mouvement fasciste au regard des principes que l'on peut recueillir de tout cela, directement ou indirectement. Puisque le centre de cristallisation de ces forces était Mussolini, nous nous référerons aux positions de Mussolini pour comprendre la doctrine fasciste, qui sont définies par la logique interne du mouvement dont il était le chef, car, comme on le sait, à la différence du communisme et, en partie, du national-socialisme, le fascisme n'avait pas une doctrine exactement formulée et univoque qui précédait l'action et la "révolution". (Mussolini lui-même reconnaissait : "Dans le fascisme, l'action a précédé la doctrine")[63] Comme nous l'avons

dit, nous laisserons de côté les tendances idéologiques souvent discordantes qui sont restées telles quelles et qui, après la conquête du pouvoir, ont appartenu à des petits groupes particuliers auxquels, dans l'ensemble, on a laissé une liberté d'expression assez large, probablement parce que leur influence était, en pratique, presque inexistante.

III

La signification fondamentale que le fascisme a progressivement prise au fur et à mesure qu'il se définissait et triomphait est, de notre point de vue, celle d'une réaction, issue des forces des anciens combattants et des nationalistes rentrés au pays, en réponse à une crise qui était essentiellement une crise de l'idée même de l'État, de l'autorité et du pouvoir centralisé en Italie.

Dans la période qui suit immédiatement la Première Guerre mondiale, l'Italie se présente comme un État laïque, où l'influence de la franc-maçonnerie est considérable, avec un gouvernement démocratique libéral faible et médiocre et une monarchie sans pouvoir réel ; en d'autres termes, constitutionnel et parlementaire, un État qui, dans l'ensemble, manque d'un "mythe" au sens positif, c'est-à-dire d'une idée supérieure animatrice et formatrice qui aurait pu en faire quelque chose de plus qu'une simple structure d'administration publique. Il devenait de plus en plus évident qu'une nation dans ces conditions n'était pas en mesure d'affronter les graves problèmes imposés par les forces mises en mouvement par la guerre et l'après-guerre, ni de combattre les attrait sociaux révolutionnaires diffusés dans les masses et le prolétariat par les militants de gauche.

Ainsi, le mérite du fascisme est, avant tout, d'avoir fait revivre en Italie l'idée de l'État et d'avoir créé les bases d'un gouvernement actif, en affirmant le principe pur de l'autorité et de la souveraineté politique. C'était, pour ainsi dire, le point positif de l'issue du mouvement qui se définissait progressivement et se libérait de ses principales composantes originelles : un mouvement révolutionnaire d'anciens combattants, un nationalisme générique et aussi un syndicalisme ouvrier semi-sorélien.

Selon ce point de vue, on pourrait parler d'une sorte de renversement et de déplacement " vectoriel " de l'élan de l'interventionnisme italien, le mouvement d'entrée dans la Première Guerre mondiale. En effet, sur le plan idéologique, l'interventionnisme, comme nous l'avons souligné, consistait à faire entrer l'Italie dans le camp de la démocratie mondiale, qui avait uni ses forces pour s'opposer aux Puissances centrales[65], et se rattachait, sous divers aspects, à l'esprit du Risorgimento, le mouvement politique qui a uni l'Italie, et donc aux idées de 1848. Existentiellement, cependant, l'interventionnisme avait sa propre signification révolutionnaire autonome, et la guerre fut l'occasion du réveil de forces intolérantes à l'Italie bourgeoise, des forces comme le mouvement des anciens combattants qui a nourri le fascisme. En refusant le retour à la "normalité" dans ce climat, ces forces changent de pôle idéologique et s'orientent vers la droite, vers l'idéal de l'État hiérarchique et de la "nation militaire". Les tendances socialistes et purement insurrectionnelles (pour ne pas dire républicaines) de la période précédant la Marche sur Rome sont rapidement éliminées. Cet aspect "existentiel" du fascisme, il faut le mettre dans la bonne lumière pour l'évaluer. Quant à l'autre aspect, c'est la raison pour laquelle Mussolini, une fois au pouvoir, pouvait prédire la montée de nouvelles hiérarchies et parler d'un nouveau "siècle d'autorité, un siècle de droite, un siècle de fascisme"[66]. [Lorsqu'il affirmait (en 1926) : "Nous représentons un nouveau principe dans le monde [d'aujourd'hui], nous représentons l'antithèse pure, catégorique, définitive du monde de la démocratie, de la ploutocratie, de la franc-maçonnerie, du monde qui s'en tient encore aux principes fondamentaux de 1789"[67], il soulignait la dynamique "contre-révolutionnaire" comme l'un des aspects les plus essentiels assumés par son mouvement.

Structurellement, dans une certaine mesure, on pourrait donc appliquer au fascisme la même désignation de potentielle "révolution conservatrice"[68] que celle utilisée pour les tendances apparues en Allemagne après la Première Guerre mondiale et avant la montée

de l'hitlérisme, et qui partageaient également une composante significative d'anciens combattants. Toutefois, le conservatisme doit ici être limité à certains principes politiques (principes dont l'idéologie de la Révolution française représentait la négation), et non à une réalité factuelle préexistante, car nous avons vu que dans l'Italie antérieure, pré-fasciste, il n'y avait rien qui puisse donner un contenu supérieur et positif au conservatisme. Il y avait très peu de choses qui méritaient d'être "conservées". Contrairement au mouvement allemand parallèle que nous venons d'évoquer, le fascisme, à divers égards, a dû pratiquement partir de zéro en Italie. Ce fait explique aussi, à défaut de les justifier, certains de ses aspects problématiques.

Du point de vue des principes, toute idéologie socialiste et démocratique était dépassée dans la doctrine politique fasciste. L'État est reconnu comme possédant la prééminence sur le peuple et la nation, c'est-à-dire la dignité d'une seule puissance supérieure grâce à laquelle la nation acquiert une réelle conscience de soi, possède une forme et une volonté et participe à un ordre surnaturel. Mussolini pouvait affirmer (1924) : "Sans l'État, il n'y a pas de nation. Il n'y a que des agrégations humaines soumises à toutes les désintégrations que l'histoire peut leur infliger"[69], et "La nation n'engendre pas l'État [...] Au contraire, la nation est créée par l'État, qui donne au peuple [...] la volonté, et donc une existence effective"[70]. 70] La formule " Le peuple est le corps de l'État et l'État est l'esprit du peuple " (1934), si elle est correctement interprétée, nous ramène à l'idée classique d'une relation dynamique et créative entre la " forme " et la " matière " (corps). L'État est la "forme" conçue comme une force organisatrice et animatrice, selon l'interprétation donnée à la "matière" et à la "forme" dans la philosophie traditionnelle, à commencer par Aristote.

Cette conception rejette donc la conception creuse d'un État censé se limiter à protéger les "libertés négatives" des citoyens en tant que simples individus empiriques, "garantissant un certain bien-être et une vie commune relativement paisible", reflétant ou suivant passivement les forces de la réalité sociale et économique qui sont conçues comme son fondement. C'est aussi le contraire de l'idée d'une pure bureaucratie de "l'administration publique", selon l'image gonflée de ce que peuvent être la forme et l'esprit de toute société individualiste à finalité purement utilitaire.

Lorsque le fascisme affirme le trinôme "autorité, ordre et justice" à côté de cette conception de base, il est indéniable que le fascisme renouvelle la tradition qui a formé chaque grand État européen. Nous savons donc que le fascisme a rappelé, ou a essayé de rappeler, l'idée romaine comme intégration suprême et spécifique du "mythe" du nouvel organisme politique, "fort et organique". Pour Mussolini, la tradition romaine n'était pas censée être de la rhétorique et du clinquant, mais une "idée de force" et aussi un idéal pour la formation du nouveau type d'homme qui devait avoir le pouvoir entre ses mains. Rome est notre point de départ et notre point de référence, c'est notre symbole ou, si vous préférez, notre mythe" (1922)[71]. [Cette déclaration témoigne d'un choix précis de l'objectif, mais aussi d'une grande audace. C'était comme construire un pont sur un hiatus de plusieurs siècles, pour reprendre contact avec le seul héritage vraiment valable de toute l'histoire qui s'est déroulée sur le sol italien. Une certaine continuité positive ne s'est toutefois établie que dans une mesure limitée en ce qui concerne la signification de l'État et de l'autorité (*imperium*, au sens classique du terme) et aussi en ce qui concerne une éthique virile et un style de rigueur et de discipline que le fascisme proposait aux Italiens. Dans le fascisme officiel, cependant, il n'y avait pas de place pour l'approfondissement des autres dimensions du symbole romain - dimensions symboliques au sens propre, d'une vision du monde - et la clarification du caractère romain auquel il fallait se référer. Les éléments qui auraient pu entreprendre cette tâche étaient inexistantes ou n'ont pas été utilisés.

[NOTE : Pour cette clarification, il aurait été nécessaire d'affronter également le problème des relations entre ce qui était classiquement romain et le christianisme (et le catholicisme), ce que Mussolini a toujours évité par prudence politique. (Un de nos écrits de l'époque,[72] qui posait le problème de façon extrême, n'a pas trouvé d'écho au bon endroit). Sur l'autre point, concernant les autres dimensions du symbole romain, il est significatif que le mieux que le régime ait pu faire ait été de soutenir le soi-disant Institut d'études romaines[73], dont les activités se limitaient aux exercices philologiques, archéologiques et savants médiocres, sans aucune direction d'efficacité politique, éthique ou spirituelle, à tel point que cet Institut existe encore aujourd'hui, dans l'Italie démocratique antifasciste, sous la forme identique d'hier].

IV

Dans les lignes essentielles de sa doctrine de l'Etat, dont nous venons de parler, le message du fascisme doit être considéré, du point de vue de la droite, comme absolument positif. Nous nous trouvons en plein dans l'orbite d'une pensée politique saine et traditionnelle, et c'est à partir de ce point que la polémique partisane contre le fascisme, qui est un dénigrement unilatéral, doit être clairement rejetée. Il y a cependant un autre aspect de la question. D'une part, il est bon de préciser ce qu'auraient dû être les implications ultimes de la doctrine, qu'il aurait fallu accentuer pour lui assurer un caractère clair. D'autre part, il est nécessaire d'indiquer les points sur lesquels les principales déviations se manifestent dans le système fasciste et dans sa praxis.

En ce qui concerne le premier point, nous nous bornerons à souligner que le principe de la prééminence de l'Etat sur tout ce qui est simplement peuple et nation doit s'articuler davantage à travers l'opposition idéale entre Etat et "société". Sous le terme de "société" sont réunis toutes les valeurs, intérêts et dispositions qui entrent dans le côté physique et végétatif de la communauté et des individus qui la composent. En réalité, il existe une antithèse fondamentale de doctrine entre les systèmes politiques qui se concentrent sur l'idée d'État et ceux qui se concentrent sur l'idée de "société" (l'État de type "social"). Le second type de système comprend les diverses théories fondées sur le concept de droits naturels, la théorie des contrats à base utilitaire et la démocratie, avec les développements qui y sont liés, de la démocratie libérale aux soi-disant "démocraties populaires", c'est-à-dire marxistes et communistes.

Ce dualisme est lié à la définition du niveau politique en tant que tel, en termes de "transcendance", pour ainsi dire. C'est là que se pose la question du contenu "héroïque" ou militaire, du service en tant qu'honneur et loyauté au sens supérieur, qui peut exister en référence à l'État, ou du moins à certains aspects de l'existence. Nous avons affaire à une certaine haute tension idéale qui nous amène non seulement au-delà des valeurs hédonistes (celles du simple bien-être matériel), mais aussi eudémonistes (c'est-à-dire incluant le bien-être spirituel). Il est indéniable que le fascisme s'est efforcé de mettre en valeur cette dimension de la réalité politique (qu'il faut distinguer de la dimension purement "sociale"), ainsi que l'aspiration à une existence anti-bourgeoise, combative et même dangereuse (le fameux "vivre dangereusement"[74], emprunté par Mussolini à Nietzsche : tout ceci est un écho de la composante existentielle que les vétérans de la guerre mondiale ont apportée au mouvement fasciste). Il y a aussi l'exigence d'intégration de l'homme par le biais d'une "relation immanente à une loi supérieure, dotée d'une volonté objective qui transcende l'individu et l'élève à l'appartenance consciente à une société spirituelle"[75].

On peut porter plusieurs jugements sur les formes concrètes avec lesquelles le fascisme a essayé de répondre à cette exigence pour se considérer comme le représentant parfait de la doctrine de l'Etat dont nous venons de parler. Reconnaître le caractère superficiel et artificiel des diverses initiatives et coutumes de l'Italie fasciste ne doit pas servir de prétexte pour négliger un problème qui est d'une importance fondamentale non moins aujourd'hui qu'hier. Il s'agit essentiellement du problème de la confrontation avec une impulsion d'"autotranscendance" qui peut être réprimée et réduite au silence, mais jamais complètement éliminée, sauf dans le cas extrême de la dégradation systématique des personnes jusqu'à l'état bovin.

Les "révolutions nationalistes" d'hier ont tenté de fournir un centre politique pour cristalliser cette pulsion (c'est encore l'action que nous avons mentionnée de la "forme" sur la

"matière"), pour empêcher son emballement et son apparition ou son éclatement dans des formes destructrices. En effet, personne ne peut ignorer la crise profonde de la "rationalisation" de l'existence tentée par la culture bourgeoise, étant donné les nombreux exemples de l'émergence de l'irrationnel ou de l'"élémentaire" (dans le sens du caractère élémentaire d'une force de la nature) à travers les fissures de cette culture à tous les niveaux.

Aujourd'hui, avec le retour de cette obsession de la "rationalisation", on a tendance à servir un idéal non pas politique mais "social", qui appartient au confort physique, et à marginaliser et discréditer tout ce qui est fait de tension existentielle, d'héroïsme et de force galvanisante d'un mythe. Mais il a été souligné à juste titre qu'une crise profonde est inévitable au moment où la prospérité et le confort deviendront finalement ennuyeux. Les premiers signes de cette crise sont déjà visibles. Ils consistent en toutes ces formes de révoltes aveugles, anarchiques et destructrices embrassées par une jeunesse qui, précisément dans les nations les plus prospères, constate l'absurdité et le non-sens d'une existence socialisée, rationalisée, matérialiste et dominée par la soi-disant "culture de consommation". Dans ces révoltes, cette impulsion élémentaire ne trouve aucun objet et, laissée à elle-même, devient barbare.

Dans les sociétés traditionnelles, il a toujours existé une certaine liturgie ou mystique du pouvoir et de la souveraineté qui faisait partie intégrante du système, et qui apportait une solution au problème que nous avons abordé. Il n'y a donc pas lieu d'accuser lourdement les initiatives du fascisme et sa volonté de maintenir un climat général de haute tension. Nous devrions plutôt reconnaître la limite au-delà de laquelle il n'y a que de l'autoparodie ou du manque de sincérité dans un système limité par l'incongruité entre les principes et les intentions, d'une part, et une substance humaine donnée, d'autre part.

À proprement parler, nous sommes confrontés dans ce contexte à un problème que nous ne pouvons qu'effleurer dans la présente enquête. Nous nous référons à l'accusation selon laquelle un système politique du type de celui qui nous occupe usurpe une signification religieuse, qu'il détourne la capacité humaine de croyance et de sacrifice de soi et, en général, son pouvoir d'autotranscendance de son objet légitime, qui serait précisément la religion, pour la diriger vers des substituts séculiers. Il est clair que, dans la mesure où cette objection a du poids, elle part d'un dualisme substantiel et insurmontable entre le monde de l'État et le monde spirituel, le monde du sacré. Il est donc nécessaire de voir clairement ce qu'un tel dualisme implique. Il implique, d'une part, de désacraliser et de réduire au matériel tout ce qui est politique, pouvoir et autorité et, d'autre part, de nier la réalité de tout ce qui est spirituel et sacré. C'est aussi la conséquence naturelle du commandement "Donnez à César"[76]. Toutes les tentatives de la théologie politique pour couvrir le fossé qu'elle a créé ne mènent qu'à des compromis. D'autre part, il faut reconnaître que ce schisme n'était pas connu dans toute une série d'organismes politiques traditionnels en Europe et ailleurs. Dans les États traditionnels, l'une ou l'autre forme de consécration du pouvoir et de l'autorité constituait le point d'appui et la légitimation de l'ensemble du système. Si l'autorité et la souveraineté ne possèdent pas en principe une sorte de chrisme spirituel[77], elles ne méritent même pas d'être appelées par ces noms, et tout le système de l'État véritable s'avère dépourvu de tout centre gravitationnel solide pour tout ce qui ne peut être réduit à un simple système administratif et "social" au lieu de contribuer au climat de haute tension dont nous avons parlé.

La situation générale de l'époque et l'importance du catholicisme en tant que force sociale en Italie devaient empêcher le fascisme d'affronter directement le grave problème du

christianisme ultime de l'État, bien qu'il eût dû être amené à l'affronter, entre autres, par les implications naturelles d'une véritable renaissance courageuse de l'idée romaine.

naturelles d'une véritable et courageuse renaissance de l'idée romaine. Ainsi, en fait, elle continua à osciller de part et d'autre. D'une part, Mussolini a revendiqué à plusieurs reprises pour le fascisme une valeur "religieuse", mais, d'autre part, il n'a pas précisé ce que devait être ce caractère religieux, dans la mesure où il était associé à l'idée politique et donc différent d'une dévotion commune et informe visant ce qui est au-dessus de ce monde. Il annonce que "l'État n'a pas de théologie, mais il a une morale". Cette affirmation est elle aussi ambiguë, car toute morale, pour avoir une justification profonde et un caractère intrinsèquement normatif, pour ne pas être une simple commodité de la vie commune, doit avoir une base "transcendante", par laquelle elle nous amène à un plan qui n'est pas différent du plan religieux, où la "théologie" reçoit elle aussi sa forme. Ainsi, surtout lorsqu'il s'agit de l'éducation et de la formation de la nouvelle génération, il est naturel qu'il y ait souvent des conflits entre le fascisme et les représentants de la religion dominante, qui entendent monopoliser tout ce qui a un caractère proprement spirituel en s'appuyant sur les dispositions du Concordat de 1929[78].

D'autre part, il est suffisamment clair que, si l'on n'affronte pas ce problème, il n'est pas possible de rejeter complètement certaines interprétations des mouvements de type "fasciste" qui les considèrent comme un régime de substitution dans un monde désacralisé, dans le contexte de cultes modernes sécularisés et "païens". De cette façon, même des éléments comme la lutte et l'héroïsme, la loyauté et le sacrifice, le mépris de la mort, etc. peuvent prendre un caractère irrationnel, naturaliste, tragique et sombre (Keyserling[79] a parlé d'une coloration tellurique de la "révolution mondiale"), quand manque ce point de référence supérieur et, d'une certaine façon, transfigurant, dont on dit qu'il appartient nécessairement à un niveau qui transcende le domaine de la simple éthique.

Passant à un autre sujet, le syncrétisme, nous devons faire remarquer que, si dans la doctrine fasciste on a suffisamment insisté sur l'opposition que nous avons mentionnée entre ce qui est politique et ce qui est "social", une opposition analogue n'a pas été formulée spécifiquement à l'égard d'un nationalisme qui fait appel aux simples sentiments de patrie et de peuple, qui est associé à un "traditionalisme" qui, en raison du caractère de l'histoire antérieure de l'Italie, ne pouvait avoir rien de commun avec la Tradition comprise dans un sens plus élevé[80], mais était associé à un conservatisme médiocre de type bourgeois : priggé, superficiellement catholique et conformiste. Le courant nationaliste part de tels points de référence et tente de s'organiser en militants politiques (les "chemises bleues")[81] contre les mouvements subversifs en Italie. Leur adhésion au mouvement fasciste a contribué à un certain brouillage de l'idée politique fasciste. Bien entendu, on ne peut négliger le caractère conditionnel auquel est soumise la politique, puisqu'elle est "l'art du possible". Dans la période récente, le pathos de la "patrie" et l'appel aux sentiments "nationaux" dans la lutte contre les courants de gauche ont été l'un des rares moyens utiles restants. Ainsi, dans l'Italie contemporaine, la position "nationaliste" est souvent synonyme de "position de droite". Du point de vue des principes, cependant, nous avons ici une confusion analogue à celle que nous avons déjà observée pour laquelle le libéralisme, longtemps bête noire[82] des hommes de droite, peut aujourd'hui être considéré comme une position de droite.

Historiquement, le lien entre les mouvements "nationalistes" et les mouvements révolutionnaires fondés sur les principes de 1789 est indéniable, même sans remonter à la période lointaine où l'érosion de la culture féodale et impériale médiévale en Europe a

provoqué la naissance et l'émancipation des "nations", même en tant qu'États nationaux monarchiques. Du point de vue de la doctrine, il est très important de comprendre le caractère naturaliste et, d'une certaine manière, pré-politique que présentent les sentiments de patrie et de nation (un caractère pré-politique et naturaliste semblable à celui du sentiment de famille), par rapport surtout à ce qui unit plutôt les hommes sur le plan politique sur la base d'une idée et d'un symbole de souveraineté.

idée et d'un symbole de souveraineté. En tout cas, tout pathos patriotique aura toujours quelque chose de collectivisant. Il rappelle ce qu'on a appelé "la condition de la foule". Nous reviendrons sur ce point. Pour l'instant, nous croyons légitime de dire qu'il y a eu confusion sur la signification que le mythe de la nation en général avait dans le fascisme, qui s'accompagnait des slogans correspondants et d'extensions proches du populisme (en dehors de ce qui peut être attribué à l'intégration du parti nationaliste antérieur, que nous venons de mentionner). Si le syncrétisme de tout cela avec la doctrine, que nous avons clairement formulée et expliquée dans son sens traditionnel, de la prééminence de l'État par rapport à la nation peut être considéré comme une caractéristique du fascisme en tant que réalité factuelle, cela ne change rien au fait que, selon la pensée de la droite pure, il y a un hybridisme dans ce mélange, et que ses composantes doivent être distinguées et rapportées à deux mondes idéologiques bien distincts.

Compte tenu de la mentalité de la plupart des gens, on ne saurait trop insister sur cette clarification concernant la valeur du concept de patrie et de nation, dans le but de purifier l'idéal de l'État véritable. Cependant, il est peut-être utile d'observer à quel point il serait facile d'abuser de l'appel à la patrie et à la nation en utilisant une rhétorique impudente et grandiloquente pour les fins les plus honteuses. Nous le voyons aujourd'hui dans le patriotisme affiché en Italie à des fins tactiques et électorales, même par des partis politiques qui, dans leur essence, tendent non seulement à s'opposer à l'État mais aussi à nier le contenu supérieur que peut éventuellement recueillir un nationalisme purifié et digne. Après tout, en Russie, ils peuvent parler de la "patrie soviétique" et hier, dans la guerre des Soviets contre l'Allemagne, ils ont pu faire appel au patriotisme des "camarades". C'est une véritable absurdité, si l'on considère les choses du point de vue de la pure idéologie communiste. Enfin, nous pouvons remarquer que, malgré les syncrétismes que nous avons indiqués, l'idée de la réalité transcendante de l'État n'a pas manqué d'être relevée comme une caractéristique du fascisme, qui le différenciait des mouvements similaires. Par exemple, elle a souvent été ressentie comme son élément distinctif, "romain", par rapport à l'idéologie nationale-socialiste dans laquelle l'accent était plutôt mis (du moins en doctrine) sur le peuple-race et la soi-disant Volksgemeinschaft[83].

[NOTE : Nous nous souvenons à ce sujet d'une conversation que nous avons eue à Bucarest en 1938 avec Corneliu Codreanu[84], le chef de la Garde de Fer roumaine, l'une des figures les plus brillantes et les plus idéalistes des mouvements "nationalistes" de la période précédente. Pour indiquer les différences entre le fascisme, le national-socialisme et son propre mouvement, Codreanu se référait aux trois principes d'un organisme humain : sa forme, sa force vitale et son esprit. Il dit par analogie qu'un mouvement de résurgence politique, sans négliger les deux autres, peut faire appel surtout à l'un d'eux, dans l'organisme plus vaste correspondant à la nation. Pour lui, le fascisme avait concentré son intérêt sur l'élément "forme", comme la doctrine romaine de l'État. Le national-socialisme soulignait la force vitale par ses références à la "race" et au Volk[85]. Codreanu lui-même voulait partir de l'esprit et donner une couleur religieuse, ou plutôt mystique, à son mouvement[86].

Quant aux dangers que présente le système fasciste du point de vue non pas d'une démocratie libérale informe, mais d'une véritable droite, le plus grave est peut-être son prétendu totalitarisme.

Le principe d'une autorité centrale incontestable devient "sclérosé" et dégénère lorsqu'il est affirmé par un système qui contrôle tout, régenté tout et intervient sur tout selon la formule notée : "Tout dans l'État, rien hors de l'État, rien contre l'État"[86].

inclusion, une formule comme celle-ci ne peut être valable que dans le contexte du stalinisme de type soviétique, étant donné ses prémisses matérialistes, collectivistes et mécanistes ; pas pour un système de type traditionnel basé sur les valeurs spirituelles, la reconnaissance de la signification de la personne et le principe hiérarchique. Ce n'est que dans une polémique politique qu'il est possible d'imaginer un dénominateur commun entre le totalitarisme de droite et le totalitarisme de gauche, ce qui est une véritable absurdité.

L'État traditionnel est organique, mais pas totalitaire. Il est différencié et articulé, et admet des zones d'autonomie partielle. Il coordonne les forces et les fait participer à une unité supérieure, tout en reconnaissant leur liberté. C'est justement parce qu'elle est forte qu'elle n'a pas besoin de recourir à la centralisation mécanique, qui n'est nécessaire que lorsqu'il s'agit de contenir une masse informe et atomique d'individus et de volontés, dont le désordre ne peut cependant jamais être vraiment éliminé, mais seulement temporairement contenu. Pour reprendre une heureuse expression de Walter Heinrich [87], le véritable État est omnia potens, et non pas omnia faciens [88] ; c'est-à-dire qu'il garde au centre un pouvoir absolu dont il peut et doit user sans obstacle dans les cas de nécessité et les décisions ultimes, en faisant fi du fétichisme du prétendu " État de droit ". Mais elle ne se mêle pas de tout, elle ne se substitue pas à tout, elle ne vise pas à un enrégimentement de la société à la manière d'une caserne (au sens négatif du terme), ni à un conformisme niveleur au lieu d'une reconnaissance et d'une loyauté libres. Elle ne procède pas par des interventions impertinentes et obtuses de la sphère publique et de l'"État" dans la sphère privée. L'image traditionnelle est celle d'une gravitation naturelle de parties et d'unités partielles autour d'un centre qui commande sans contraindre, et agit par prestige avec une autorité qui peut, certes, recourir à la force, mais s'en abstient autant que possible. La preuve de la force effective d'un Etat se trouve dans la mesure de la marge qu'il peut concéder à une décentralisation partielle et rationnelle. L'ingérence systématique de l'État ne peut être un principe que dans le socialisme de l'État technocratique et matérialiste.

[NOTE : En guise d'observation complémentaire, on peut dire que toute décentralisation doit agir de manière désagrégative lorsqu'il y a un manque de pouvoir politique central. C'est pourquoi le régionalisme (où la région a sa propre constitution), base du régime démocratique actuel en Italie - un régime faible, éphémère et creux - est une simple erreur, un signe clair d'aveuglement politique. En outre, nous devons noter que le caractère d'unité organique ne peut être reconnu à la "région" italienne. Il s'agit d'une structure purement administrative dépourvue des liens et des traditions formatrices qui caractérisaient, par exemple, les différents Länder allemands [89] Les régions italiennes sont autant de segments de la masse nationale, d'abord rendue informe par la démocratie [90].

Par opposition au socialisme, la tâche essentielle de l'État véritable est de créer un climat général donné, et en un certain sens immatériel, en fonction de ce qui a été constaté dans tous les régimes précédents. C'est la condition nécessaire d'un système dans lequel la liberté est toujours le facteur fondamental, qui peut prendre forme de manière quasi spontanée, et qui peut fonctionner de manière correcte avec un minimum d'interventions

rectificatives. À cet égard, il existe une antithèse significative sur le plan économique entre le modèle nord-américain, où le gouvernement fédéral a dû promulguer une loi antitrust stricte pour lutter contre les formes de piraterie et de despotisme économique cynique qui ont surgi dans le climat de "liberté" et de libre-échange et, d'autre part, le modèle de l'Allemagne de l'Ouest contemporaine où, en raison d'un climat différent, qui doit être considéré comme un héritage résiduel des régimes antérieurs et lié à certaines dispositions raciales, la liberté économique est réalisée dans un sens essentiellement positif et constructif, sans que l'État n'intervienne pour centraliser ou contrôler le marché. [90]

Lorsque le fascisme présente un caractère "totalitaire", il faut y voir une déviation de ses exigences les plus profondes et les plus valables. En effet, Mussolini pouvait parler de l'État comme d'un "système de hiérarchies" - des hiérarchies qui "doivent avoir une âme" et culminer dans une élite, un idéal évidemment différent de l'idéal totalitaire. Puisque nous avons parlé de l'économie - mais nous y reviendrons - Mussolini a désavoué la tendance dite "pan-corporatiste" qui avait vraiment un caractère totalitaire. La Charte fasciste du travail reconnaissait ouvertement l'importance de l'initiative privée. En outre, nous pourrions nous référer au symbole même des fasces[91] des lecteurs[92], dont les chemises noires ont repris le nom du mouvement de révolution antidémocratique et antimarxiste et qui, selon la phrase de Mussolini, devait signifier "unité, volonté et discipline". En fait, les fasces sont composés de branches distinctes unies autour d'un axe central qui, selon un symbolisme archaïque commun à de nombreuses traditions anciennes, exprime le pouvoir d'en haut, le principe pur de l'imperium. Il présente donc l'unité et, en même temps, la multiplicité, unies organiquement et en synergie, en correspondance visible avec les idées que nous avons mentionnées ci-dessus.

D'autre part, l'actuel État démocratique italien a montré qu'il peut être, sous des prétextes "sociaux", beaucoup plus envahissant dans la vie privée et capable d'étendre le pouvoir de l'État que le régime qui l'a précédé - je veux dire le fascisme. Le monde de l'État véritable peut être critiqué à juste titre dans le domaine de l'État dit "éthique". Nous avons reconnu un caractère positif à la conception de l'État en tant que principe ou puissance supérieure qui donne forme à la nation. Nous avons parlé un peu plus haut de la tâche de créer un climat général donné. L'une des principales aspirations du fascisme était aussi d'être le principe d'un nouveau mode de vie. À l'État démocratique libéral agnostique, "un matelas que les gens utilisent à tour de rôle", Mussolini oppose un État "qui transforme nécessairement le peuple" - et il ajoute, "même dans son aspect physique"[93].

Dans tout cela, il y avait le danger et la tentation de procédures directes et mécaniques, précisément du type "totalitaire". En fait, l'essence de ce dont nous parlons doit être envisagée en termes analogues à ce que l'on appelle en chimie l'action catalytique et qui, en Extrême-Orient, est désigné, ce qui n'est paradoxal qu'en apparence, par l'expression "agir sans agir", c'est-à-dire agir par le biais d'une influence spirituelle, et non par des mesures extrinsèques et invasives. Quiconque a une sensibilité suffisante doit remarquer l'opposition entre cette idée et la direction qui appartient à l'État éthique tel qu'il est conçu par une certaine philosophie, représentée essentiellement par Giovanni Gentile[94] : dans cette direction, le climat d'un État descend au niveau du climat d'une école secondaire ou d'une maison de redressement, et son type de dirigeant descend au niveau d'un pédagogue officieux et présomptueux. Ainsi, même si elles se réfèrent à un domaine particulier, ces paroles viennent de Mussolini lui-même : "Ne pensez pas que l'État, tel que nous le concevons et le voulons, doive prendre le citoyen par la main comme un père prend la main de son fils dans la sienne pour le conduire". Les rapports qui existent entre le souverain et ses sujets, et aussi entre les chefs et les suiveurs sur le plan des hommes

et des guerriers, rapports fondés sur la libre adhésion et le respect réciproque, avec la non-ingérence dans ce qui n'est que personnel et qui sort de ce qui est exigé objectivement par les fins de l'action commune, donnent un autre exemple d'action opposée et positive.

Tout ce qui, dans le fascisme, avait le caractère de l'État agissant comme un maître d'école exerçant une pression, non pas sur le plan politique et objectif, mais sur le plan de la vie morale personnelle, comme l'un des aspects du "totalitarisme", doit être classé parmi les déviations du système. Parmi toutes ces déviations, un exemple typique est la soi-disant "campagne pronataliste" fasciste[95], odieuse même si elle ne reposait pas sur un principe absurde, comme celui qui disait "le nombre est le pouvoir", principe contredit par toute l'histoire connue.

principe contredit par toute l'histoire que nous connaissons, puisque le "nombre" a toujours été soumis par de petits groupes dominants. Les empires ont été créés par ces groupes, et non par un débordement démographique de masses de dépossédés et de parias inondant les terres des riches sans autre droit que leur pauvreté et leur incontinence procréative. En dehors d'un même malentendu sur le sens du mot "nombre", il est évident qu'une campagne démographique en Italie, dont la population était déjà excessive, aurait été plus absurde que dans toute autre nation. En général, les préjugés unis à l'irresponsabilité font obstacle à la reconnaissance d'un point dont on ne soulignera jamais assez énergiquement l'importance, à savoir que l'accroissement naturel et effrayant de la population générale est un des facteurs les plus fondamentaux de la crise et de l'instabilité sociale des temps modernes. Lorsque des mesures énergiques venant d'en haut apparaissent vraiment nécessaires pour le bien commun afin de limiter ce mal pandémique, et non de l'exacerber (comme dans le cas de la campagne démographique fasciste), elles doivent bien sûr être prises.

Associé à ce même aspect de "l'état éthique" dans le fascisme, c'est-à-dire le côté pseudo-pédagogique, il y avait souvent une préoccupation pour la "petite moralité" au lieu d'une préoccupation pour la "grande moralité", surtout en ce qui concerne la vie sexuelle, avec des mesures publiques pertinentes pour réprimer et inhiber le sexe. Cette préoccupation était largement due à la composante bourgeoise du fascisme, et dans son moralisme, le fascisme - il faut le reconnaître - n'était pas très différent d'un régime puritain de type démocrate-chrétien[96]. Mais l'ethos au sens antique est quelque chose d'assez différent de la moralité telle que la conçoit la morale bourgeoise. Une culture "guerrière" - et l'ambition du fascisme était précisément d'être le début de ce type de culture italienne - n'est jamais une culture "moraliste", ou mieux, pour utiliser le terme de Vilfredo Pareto[97], une culture de "vertu"[98] ; ici aussi, la liberté de la personne doit être respectée, et nous devons viser une haute tension idéale, et non une quelconque "moralisation".

Ces réflexions s'éloignent déjà du champ des présentes considérations. Ce qui importe en général, c'est l'idée d'une action par le prestige et l'appel à des formes particulières de sensibilité, de vocation et d'intérêt des individus, idée qui devrait faire partie d'un véritable État et de ses dirigeants. Si cet appel ne trouve pas d'écho, peu de ce qui importe vraiment peut être atteint d'une autre manière. Un peuple et une nation ne feront que flotter ou seront réduits à une masse malléable entre les mains de démagogues rompus à l'art d'agir sur les strates pré-personnelles et les plus primitives de l'être humain.

Pendant que nous discutons de ces questions de manière critique, puisque la question du concept de liberté s'est posée, il sera bon d'ajouter une brève réflexion supplémentaire sur

le sens que peut avoir la liberté dans un État fondé non pas sur le contrat social, mais sur la volonté humaine, comme a voulu l'être l'État fasciste.

Platon a dit quelque chose que nous avons déjà cité en d'autres occasions, à savoir qu'il est bon que celui qui n'a pas de souverain à l'intérieur en ait un à l'extérieur. Cette intuition nous amène à distinguer une liberté positive de la liberté purement négative, c'est-à-dire extérieure, dont peut jouir également celui qui, bien que libre par rapport aux autres, n'est pas libre par rapport à lui-même, c'est-à-dire par rapport à la partie naturaliste de son propre être. Il faut ajouter à cela la distinction bien connue entre être libre de quelque chose et être libre pour quelque chose (pour une tâche ou une fonction donnée). Dans l'un de nos récents ouvrages[99], nous avons indiqué que la cause principale de la crise existentielle de l'homme contemporain était précisément l'obtention d'une liberté "négative", dont on ne sait finalement que faire, vu le manque de sens et l'absurdité de la société moderne. En vérité, la personnalité et la liberté ne peuvent être conçues que sur la base de la libération de l'individu, dans une certaine mesure, des liens naturalistes, biologiques et primitivement individualistes qui caractérisent les formes préétatiques et prépolitiques dans un sens purement social, utilitaire et contractuel. Il est alors possible de

concevoir que l'État véritable, celui qui se caractérise par la "transcendance" du niveau politique dont nous avons parlé, offre un environnement propice au développement de la personnalité et de la vraie liberté au sens de la *virtus*[100], selon la conception classique. Avec son climat de haute tension, il lance un appel continu à l'individu pour qu'il se porte au-delà de lui-même, au-delà de la simple vie végétative. Tout dépend évidemment de la nécessité de donner des repères appropriés et justes pour favoriser cette impulsion, afin que l'effet soit réellement "anagogique", c'est-à-dire tirant vers le haut. (Pour cela, disons-le en passant, il est absolument inadéquat d'offrir comme point de référence un "bien commun" abstrait qui reflète, sous une forme magnifiée, le même "bien individuel" conçu en termes matériels). Une fois éliminée l'erreur du "totalitarisme", il importe donc de rejeter de la manière la plus claire l'accusation selon laquelle un système politique fondé sur l'autorité est, par principe, incompatible avec les valeurs de la personne et étouffe la liberté. La liberté qui est vécue comme négative n'est qu'une liberté insipide, informe, petite et fondamentalement sans intérêt, et tous les arguments en faveur d'un "nouvel humanisme" proposés par des intellectuels et des littérateurs sans centre sont futiles face à cette vérité fondamentale.

Pour éviter tout malentendu, et pour revenir à ce que nous avons mentionné un peu plus haut sur l'art des démagogues, il est cependant nécessaire de reconnaître explicitement qu'à côté de la possibilité "anagogique", il y a la possibilité "catagogique" (vers le bas). Il existe, en effet, la possibilité pour l'individu de se "transcender", de s'échapper de lui-même en subordonnant ses propres liens et ses intérêts plus immédiats, dans une direction non pas ascendante, mais plutôt descendante. C'est ce qui se passe dans les "états de masse", dans les mouvements collectivisants et démagogiques à base excitable et sub-rationnelle, qui peuvent aussi donner à l'individu la sensation illusoire et momentanée d'une vie exaltée et intense, également conditionnée par la sensation, par la régression, par la réduction de la personnalité et de la vraie liberté. Les cas ne manquent pas où il est difficile de distinguer une possibilité de l'autre, les deux phénomènes pouvant même se présenter comme mélangés. Mais ce que nous avons dit fournit des points de repère clairs qui permettent d'éviter les tentatives tendancieuses d'attribuer une validité aux arguments contre le système politique que nous essayons d'identifier au moyen d'éléments positifs et traditionnels (même lorsque ces éléments restent dans la phase des demandes et des aspirations), puisque ces arguments ne peuvent être valables que contre un système d'un type complètement différent. Nous avons déjà parlé de l'absurdité

de poser des parallèles en parlant du totalitarisme de gauche. Pour utiliser correctement le terme de totalitarisme, la différence substantielle pourrait être brièvement exprimée en disant que le totalitarisme de droite est "anagogique", tandis que celui de gauche est "catagogique", et que c'est seulement parce que les deux sont également opposés au régime limité et creux de l'individu bourgeois qu'un esprit myope pourrait penser qu'ils ont quelque chose en commun.

V

Nous pouvons raisonnablement affirmer qu'un véritable Droit sans la monarchie finit par être privé de son centre de gravité naturel et de sa cristallisation, car dans presque tous les États traditionnels, le principal point de référence pour réaliser le principe indépendant et stable de l'autorité politique pure a été la couronne. [NOTE : Sur le sens et la fonction de la monarchie, comparer notre essai portant ce titre[101] dans *La monarchia nello Stato moderno* de Karl Loewenstein[102]]. Si c'était le lieu approprié, nous pourrions démontrer ce point avec une série de considérations historiques. Cet éclairage est particulièrement valable pour le passé récent, car les régimes qui, bien que présentant dans une certaine mesure un caractère traditionnel régulier, n'avaient pas de structure monarchique ou un type de direction parallèle, devaient leur caractère traditionnel à des situations appartenant à un passé lointain. Ainsi, les républiques aristocratiques et oligarchiques qui existaient à d'autres époques seraient inconcevables dans le climat des sociétés d'époque plus récente, où elles finiraient par être immédiatement dénaturées.

Revenant donc à ce que nous disions au début sur la situation dans laquelle se forme généralement une droite, nous pouvons dire que sa fonction principale devrait correspondre dans une certaine mesure à celle du système qui était auparavant caractérisé par une loyauté particulière envers la couronne, puisque la garde de l'idée d'État et d'autorité revenait à la couronne, même dans le contexte d'une monarchie constitutionnelle avec un système représentatif de type moderne ("constitutionnalisme autoritaire").

Il convient donc, pour notre propos, d'entreprendre un examen rapide des relations qui existaient entre le fascisme et la monarchie.

Le fascisme des Vingt Ans, de 1922 à 1943, était monarchique. Sur la signification et la dignité de la monarchie, il existe des déclarations explicites et sans ambiguïté de Mussolini qui permettent d'établir un lien entre le principe monarchique et la nouvelle dignité revendiquée pour l'État par le fascisme, ainsi qu'entre le fascisme et le principe de stabilité et de continuité par lequel Mussolini désignait tantôt l'État, tantôt, de façon plus vague et mythologique, la "souche". Pour le citer, Mussolini définit la monarchie en termes de "synthèse suprême des valeurs nationales" et d'"élément fondamental de l'unité nationale". Les tendances républicaines (largement en sympathie avec les tendances socialistes) étaient présentes dans le fascisme avant la Marche sur Rome d'octobre 1922. Si l'élimination de ces tendances doit être considérée comme un aspect essentiel du processus de purification, de dignification et de "romanisation" du fascisme, il faut concevoir le retour au républicanisme du second fascisme, le fascisme de la République de Salò, qui préférait se proclamer "social", presque en termes de ces régressions dues à des traumatismes que l'on observe souvent en psychopathologie. Le ressentiment légitime de Mussolini et les facteurs humains, contingents et dramatiques qui ont agi dans ces circonstances peuvent également être reconnus de manière adéquate, mais ils ne peuvent pas montrer en d'autres termes la nature du phénomène, si nous nous en tenons au niveau des valeurs politiques et institutionnelles pures. Par conséquent, de notre point de vue, il n'y a rien à tirer, à cet égard, du fascisme de la République sociale italienne.

À l'origine, Mussolini n'a pas "pris" le pouvoir, mais l'a reçu du roi, et sous le couvert institutionnel conformiste de lui confier le gouvernement, il y a eu l'équivalent d'une sorte d'investiture tout à fait légale. En raison de ces développements successifs, pour le fascisme des Vingt Ans, il était possible de parler d'une sorte d'investiture légale.

ans, il était possible de parler de "dyarchie", c'est-à-dire de la coexistence de la monarchie avec une dictature. La prééminence du second terme a permis aux ennemis actuels du régime passé de parler simplement de "dictature fasciste", annulant pratiquement l'autre terme, c'est-à-dire le rôle de la monarchie, presque comme s'il était sans importance.

Des critiques animées par un esprit différent ont été adressées au système de la "dyarchie". D'une part, il y a ceux qui ont cru voir dans le respect accordé à la monarchie une erreur ou un défaut dans la force révolutionnaire du mouvement de Mussolini (en négligeant toutefois d'indiquer précisément quel devait être le véritable résultat de ce mouvement). La vérité est plutôt que s'il y avait eu une véritable monarchie en Italie, une monarchie en tant que pouvoir engagé à intervenir énergiquement dans chaque situation de crise et d'effondrement de l'État, et non comme simple symbole de souveraineté, le fascisme ne serait jamais apparu ; il n'y aurait pas eu de "révolution". La situation critique dans laquelle se trouvait la nation avant la marche sur Rome aurait été surmontée exclusivement et rapidement par une "révolution d'en haut" (avec une éventuelle suspension des charges constitutionnelles), qui est la seule révolution admissible dans un régime traditionnel, et par une réorganisation successive des structures qui s'étaient révélées inefficaces. Comme ce n'était pas le cas en Italie, d'autres voies ont dû être suivies. On peut dire que le souverain a fait accomplir à Mussolini et au fascisme, dans certaines limites, la "révolution par le haut", peut-être parce qu'il pensait ainsi préserver le principe de "neutralité", de "régner sans gouverner", qui avait été formulé pour le monarque dans la dernière période du constitutionnalisme libéral[103].

En termes de doctrine pure, on ne peut pas dire que la situation dyarchique qui en a résulté était nécessairement un compromis et quelque chose d'hybride. La dyarchie peut aussi avoir un chrisme traditionnel basé sur des précédents précis. Un exemple typique à cet égard est la dictature telle qu'elle a été conçue à l'origine dans la Rome antique, non pas comme une institution "révolutionnaire" mais comme une institution envisagée par le système d'ordre légitime et préexistant, essentiellement destinée à l'intégrer en cas de nécessité afin de faire durer une situation d'urgence ou l'opportunité offerte par une concentration et une activation particulières des forces existantes. En outre, diverses constitutions traditionnelles, et pas seulement en Europe, ont connu des dualités analogues à celle du rex[104] et dux,[105] ou du rex et heretigo ou imperator[106] (surtout dans le sens militaire du second terme). Le premier terme incarne le principe pur, sacré et intangible de la souveraineté et de l'autorité, le second se présente comme quelqu'un qui, en des temps tempétueux, ou en vue de tâches ou d'entreprises spéciales, a reçu des pouvoirs extraordinaires dans une situation exposée, pouvoirs qui ne conviennent pas au rex, en raison du caractère de sa fonction supérieure. À la différence du rex, la fonction de dictateur exigeait la qualité d'une personnalité spécialement dotée, car elle ne pouvait tirer son autorité d'une fonction purement symbolique, d'office[107], au caractère pour ainsi dire "olympien"[108].

À une époque moins lointaine, des personnages particuliers comme Richelieu[109], Metternich[110] et Bismarck[111], qui se tenaient aux côtés de leurs souverains, reproduisaient à nouveau, en partie, cette double situation. Dans cette optique, mutatis mutandis[112], il n'y aurait pas grand-chose à objecter, par principe, à la "dyarchie" de la période fasciste. D'autre part, la dignité de Mussolini n'aurait pas été diminuée si son activité s'était limitée à celle d'un grand chancelier loyal. En fait, d'un côté, c'est en grande partie la fonction qu'il a exercée jusqu'à la création de l'Empire[113], non pas par lui, mais par le roi d'Italie[114]. Il appartenait à la monarchie d'être plus ou moins jalouse de ses

prérogatives spécifiques (ou plus précisément de celles qui lui auraient été naturelles dans le nouvel État) dans cette situation de fait. Dans le système de " constitutionnalisme autoritaire " qui existait dans le deuxième Reich allemand, Guillaume II[115] n'a pas hésité à mettre en place un système d'autodétermination.

II[115] n'a pas hésité à renvoyer Bismarck, le "Chancelier de fer", créateur de l'unité et de la puissance retrouvée de l'Allemagne. Bismarck a pris des initiatives que le roi n'approuvait pas, ce qui a tout de même permis à Bismarck d'être honoré comme un héros et comme le plus grand homme d'État de la nation allemande.

Puisque nous nous occupons ici essentiellement de doctrine, il ne nous appartient pas d'exprimer un jugement de valeur sur la façon dont la crise de la "dyarchie" s'est produite lorsque les choses en Italie ont pris une tournure négative, essentiellement à cause de la violence due aux événements malheureux de la guerre[116]. [À proprement parler, c'est-à-dire d'un point de vue purement juridique, il n'y a pas grand-chose à redire sur la conduite de Vittorio Emanuele III[117] ; on peut même admettre l'existence d'une conspiration de palais dirigée par Acquarone[118], Badoglio[119] et d'autres. Formellement, Mussolini se présente au roi comme le chef du fascisme, à qui l'assemblée principale de son mouvement, le Grand Conseil fasciste[120], a refusé sa confiance et qui, désigné par le roi comme chef du gouvernement, est maintenant prêt à donner sa démission. Mais il était trop facile pour le souverain de se replier sur des prérogatives constitutionnelles abstraites, comme si rien ne s'était passé entre-temps, et d'employer la caricature constitutionnelle libérale de la non-responsabilité du roi. Il aurait fallu que quelque chose de différent intervienne, à savoir le lien de loyauté, non écrit mais plus réel pour cette raison précise. L'acte a été accompli par un souverain qui, après tout, avait accepté de modifier les armoiries de sa dynastie, en tant qu'emblème officiel du Royaume d'Italie, par l'ajout des fasces des licteurs - expression claire et suffisante de la convergence intégrative qui avait caractérisé les Vingt Ans - et qui, à cette époque, avait permis que l'autorité de l'État soit soulevée non pas par une droite - qui n'existait pas - mais par le fascisme.

Ce n'est pas ici le lieu de juger du traitement réservé à Mussolini, ni de la façon dont le roi a maintenu la déclaration "La guerre continue"[121], ni des événements qui ont suivi. Nous devons cependant reconnaître que, face à tout cela, ceux qui ont considéré que leur lien de loyauté envers le souverain était dissous et qui se sont mis au service du second fascisme peuvent revendiquer une légitimité indéniable pour leur comportement. De même, on peut comprendre qu'un ressentiment trop humain ait dû pousser Mussolini vers ce que l'histoire présente inopinément comme autant d'exemples, à la plus grande gloire de la subversion : prendre légitimement parti contre celui qui étire ou modifie arbitrairement le principe dont il n'est que le représentant - en l'occurrence, la monarchie. D'où la proclamation par Mussolini de la République et, plus précisément, d'une république dite "sociale", que nous avons déjà comparée aux régressions dégénératives que l'on trouve souvent à la suite d'un traumatisme psychique chez l'individu.

[NOTE : Mussolini a proclamé la République - évidemment sous l'effet de la force des sentiments qui s'étaient accumulés en lui dans la semi-détention dans laquelle le nouveau gouvernement l'avait maintenu après le 25 juillet[122] - par une initiative personnelle directe, sans consulter personne. Nous pouvons en témoigner car nous nous trouvions au quartier général de Hitler à Rastenburg lorsque Mussolini y est arrivé[123], juste après avoir été libéré par Otto Skorzeny[124]. Il a immédiatement rencontré quelques chefs fascistes qui se trouvaient là (nous étions présents), avec lesquels il n'a fait aucune allusion au problème institutionnel. Il les a renvoyés vers 21 heures. Le lendemain matin,

vers 8 heures, sans avoir parlé à personne, il fit précéder le premier ordre du jour de la proclamation de la République. Il ne faut probablement pas exclure l'influence d'Hitler, que Mussolini a vu à son arrivée et avant de nous rencontrer. En effet, Hitler avait un mépris important pour la monarchie en général qui était, en fait, incompatible avec le principe du Führer sur lequel nous reviendrons. Nous étions en Autriche au moment de l'Anschluss[125] et dans la période suivante. Il faut dire que ce que le Gauleiter[126] nazi pour l'Autriche était capable de dire dans ses discours contre les Habsbourg[127] était d'une vulgarité qui n'avait rien à envier à celle d'un prolétaire jacobin[128] ou communiste].

En conséquence, par la chaîne d'événements successifs qui, d'une certaine manière, avaient le caractère de Némésis[129], la monarchie en Italie était condamnée à se terminer[130] sans même la lueur de la grandeur et de la tragédie.

VI

Après cette parenthèse sur la contingence historique, revenons à l'examen structurel du régime fasciste. Si, de notre point de vue, nous ne croyons pas que la "dyarchie" ait représenté une absurdité de principe, il est cependant possible de trouver à redire à une situation duale plus générale dans l'ensemble de la structure, et, par rapport à elle, notre jugement doit être différent. En effet, de par sa nature même, un mouvement révolutionnaire de droite, après une première phase, doit viser à rétablir la normalité et l'unité à un nouveau niveau par des processus d'intégration adéquats.

C'est pourquoi, en premier lieu, il faut mentionner le caractère hybride de l'idée du soi-disant "État à parti unique"[131], dans la mesure où il a pris le caractère d'une institution permanente dans le nouvel État. À cet égard, nous devons séparer l'instance positive qui était à la base de cette idée et indiquer dans quel contexte plus adéquat le Parti aurait dû agir après la conquête du pouvoir.

L'État véritable - il est à peine nécessaire de le dire - n'admet pas le règne des partis (partitocrazia) des régimes démocratiques. La réforme parlementaire, dont nous parlerons tout à l'heure, a sans doute représenté l'un des aspects positifs du fascisme. Cependant, la conception d'un "État à parti unique" est absurde. Parce qu'elle appartient exclusivement au monde de la démocratie parlementaire, ce n'est qu'irrationnellement que l'idée de "parti" peut être conservée dans un régime opposé à tout ce qui est démocratique. Dire "parti", en revanche, signifie dire partie, et le concept de parti implique celui d'une multiplicité, à travers laquelle le parti unique serait la partie qui veut devenir le tout, c'est-à-dire la faction qui élimine toutes les autres sans pour autant changer de nature et s'élever à un niveau supérieur, précisément parce qu'elle continue à se considérer comme un parti. Le parti fasciste italien d'hier, dans la mesure où il s'est donné un caractère institutionnel permanent, représentait pour cette raison une sorte d'État dans l'État, avec sa propre milice, sa police fédérale, son Grand Conseil et tout le reste, au préjudice d'un système véritablement organique et monolithique.

Dans la phase de conquête du pouvoir, un parti peut avoir une importance fondamentale en tant que centre de cristallisation d'un mouvement, en tant qu'organisation et guide de celui-ci. Après cette phase initiale, sa survie en tant que parti au-delà d'une certaine période est absurde. Nous ne devons pas penser à cela en termes de "normalisation" dans le pire sens du terme, avec un effondrement correspondant de la tension politique et spirituelle. L'exigence "révolutionnaire" et novatrice du fascisme a placé la tâche de l'action adéquate sur la substance de la nation d'une manière continue, générale et, d'une certaine façon, envahissante. Mais c'est ensuite sous une forme différente que les forces valables d'un parti doivent subsister, ne pas se briser, mais rester actives : en s'insérant dans les hiérarchies normales et essentielles de l'État et en finissant par le contrôler, par y occuper des postes clés et par constituer, plus qu'une garde armée de l'État, une élite qui porte, à un degré éminent, l'idée. Dans ce dernier cas, plus qu'un "parti", il conviendra de parler d'une sorte d'"ordre". Il s'agit de la même fonction que celle exercée en d'autres temps par la noblesse en tant que classe politique, jusqu'à une période relativement récente des États d'Europe centrale.

Le fascisme s'est engagé à se maintenir en tant que "parti", pour lequel il y avait, comme nous l'avons dit, une sorte de duplication du gouvernement et des articulations politiques. Elles étaient presque comme des superstructures qui soutenaient et supportaient un bâtiment qui manquait de stabilité, au lieu d'une synthèse organique et d'une symbiose. Le fossé entre le parti et l'État n'a pas été surmonté de manière fonctionnelle, par exemple en

en déclarant - comme on l'a déclaré - que le "parti" et la milice fasciste elle-même devaient être "au service de la nation". Cela ne peut pas être accepté comme un élément valable du système fasciste, même s'il n'est pas légitime de faire des hypothèses sur l'avenir par rapport aux développements que le régime aurait pu avoir si la force majeure[132] n'avait pas provoqué son effondrement, et même si nous devons reconnaître la validité de l'objection selon laquelle l'existence de forces qui ne suivaient pas le nouveau cours, ou qui ne le suivaient que passivement, rendait toute évolution hâtive dangereuse dans le sens normalisateur et anti-duel que nous avons mentionné précédemment. Et ce qui s'est passé après vingt ans de ce régime est, à cet égard, assez éloquent.

Mais, précisément en référence à ce dernier point, il faut mentionner le fait que la conception du "parti" fasciste a été affectée par ses origines, c'est-à-dire par la solidarité intrinsèque du concept de parti avec l'idée démocratique, par l'absence d'un critère rigoureusement qualitatif et sélectif. Même après la conquête du pouvoir, le parti fasciste s'est engagé à être un parti de masse. Il s'est ouvert, au lieu de se purifier. Au lieu de faire apparaître l'appartenance au parti comme un privilège difficile, le régime l'a pratiquement imposé à tous. Qui est celui qui, hier, n'avait pas la "carte" ? [133] Et, en outre, qui pouvait se permettre de ne pas l'avoir s'il voulait exercer certaines activités ? D'où la conséquence fatale d'innombrables adhésions superficielles, conformistes ou opportunistes, avec des effets immédiatement manifestes au moment de la crise. Une contre-preuve rétrospective a été constituée par un certain nombre de "fascistes" d'hier, non seulement de simples citoyens, mais aussi d'écrivains et d'intellectuels qui ont ensuite changé de couleur, en essayant de mettre leur passé dans l'ombre, en le niant ou en déclarant qu'ils étaient, à ce moment-là, cyniquement de mauvaise foi. La conception du "parti" dans le communisme et le national-socialisme, qui s'est maintenue également dans ces mouvements, avait au contraire un caractère plus exclusif et sélectif. Dans le fascisme, par contre, l'idée d'un "parti de masse" prévalait, portant préjudice à la fonction positive que le parti aurait pu éventuellement continuer à avoir. De notre point de vue, le résultat positif de ce type de conjonctions, la contrepartie positive du concept révolutionnaire de "parti unique" dans un contexte institutionnel normalisé et intégré, devrait plutôt être pensé en termes d'un type d'Ordre, colonne vertébrale de l'État, participant, dans une certaine mesure, à l'autorité et à la dignité qui se rassemblent - de manière indivisible - au sommet de l'État.

Cette création d'un Ordre aurait dû être l'objectif d'un mouvement de rénovation politique nationale dans le passage nécessaire de la phase de sa conquête du pouvoir à la phase où la même énergie se manifeste comme une force motrice naturelle, qui forme et différencie l'élément humain. En général, les restes du "Parti" constituaient des obstacles à un développement complet et enthousiaste du régime fasciste dans le sens d'une droite véritable. Sur le plan pratique, ils provoquaient diverses interférences destructrices, comme lorsque, d'une part, tous ceux qui avaient été dans le Parti, surtout pendant sa phase militante et insurrectionnelle (par exemple, avoir été des durs fascistes, des squadristi)[134], étaient considérés comme aptes aux tâches et aux fonctions qui exigeaient des qualifications et des compétences spéciales, voire une attitude mentale presque "fasciste". D'autre part, le Parti acceptait volontiers des hommes ayant une certaine réputation s'ils donnaient leur adhésion au fascisme, sans trop se préoccuper de savoir si cette adhésion n'était que formelle, et même s'ils étaient réellement agnostiques dans leur attitude, ou même carrément antifascistes (comme ce fut le cas pour pas mal de membres de l'Académie royale d'Italie[135], fondée par le fascisme).

VII

Nous ne pouvons pas passer sous silence un autre aspect négatif du système, lié aux dualités non résolues ou insuffisamment intégrées que nous venons de signaler, car il a malheureusement reçu beaucoup d'attention dans la mythologisation du fascisme. A tel point que, si l'on ne prête pas attention aux éléments du système qui peuvent être séparés de contingences historiques uniques, cet aspect peut sembler constituer l'une de ses caractéristiques les plus essentielles. Il s'agit du phénomène du culte du chef (ducismo) représenté par Mussolini si l'on considère en lui la qualité, conservée à l'intérieur du système, de chef d'un mouvement et d'un parti, son ambition d'un prestige presque tribunicien et napoléonien, l'accent mis sur sa personne en soi ; l'inclination, sinon démagogique, du moins quelque peu démocratique, à "aller au peuple", à ne pas mépriser les applaudissements de la piazza. Après tant de réunions publiques "océaniques" devant le Palazzo Venezia [136], ce même peuple lui rendra la monnaie de sa pièce en 1945.

[NOTE : En général, on ne peut pas considérer comme un point positif pour Mussolini certaines déclarations dans lesquelles, en contradiction ouverte avec beaucoup d'autres, au lieu de rejeter absolument toute idée de démocratie, il concourait presque à revendiquer pour le fascisme le titre de "vraie" démocratie (tout comme le font aujourd'hui tous les partis en Italie, y compris le parti communiste, et malheureusement certains membres du Parlement considérés comme néo-fascistes) : S'il y a jamais eu dans l'histoire un régime de démocratie, c'est-à-dire un État populaire, c'est le nôtre" (discours prononcé à Pérouse le 6 octobre 1926). Et quelques années plus tard : "S'il y a un pays où la vraie démocratie s'est réalisée, c'est l'Italie fasciste" (discours prononcé à Milan le 1er novembre 1936)].

Il y a une incohérence évidente entre cet aspect de Mussolini, d'une part, et, d'autre part, sa doctrine de l'État et des déclarations comme celles, bien connues, du discours prononcé à Udine en septembre 1922 : "Je ne vénère pas la nouvelle divinité, les masses. C'est une création de la démocratie et du socialisme"[137].

Cette insistance ne doit pas paraître contradictoire par rapport à ce que nous avons dit plus haut sur les qualités personnelles particulières et le prestige que doit posséder un dux per se, dans sa fonction spéciale. Mais ici se pose la question que nous avons abordée au sujet du climat spécifiquement " anagogique " à créer dans chaque État de type traditionnel. Un tel climat ne peut être obtenu par des activités vivantes qui, si elles peuvent atteindre dans certains cas un niveau de fanatisme et d'enthousiasme collectif, restent fondées sur les aspects subpersonnels de l'homme en tant qu'homme de masse et sur l'art de soulever les gens contre toute autre forme possible de réaction individuelle. Nous devons être conscients que, aussi intense que puisse être le magnétisme ainsi créé, il ne cesse pas pour autant d'avoir un caractère éphémère, profondément différent de celui qui peut dériver de la force formatrice d'en haut d'une véritable tradition. La masse qui peut être formée de cette façon est comparable à l'adhésion de tant de particules métalliques attirées par un aimant. Cependant, lorsque le courant qui génère le champ de force magnétique s'interrompt, toutes les particules métalliques tombent instantanément de l'aimant et sont dispersées en quantité éphémère, ce qui montre à quel point la contingence du champ de force magnétique est importante.

quantité éphémère, démontrant ainsi combien l'état précédent d'agrégation sans forme était contingent. C'est en ces termes qu'il faut expliquer la majeure partie de ce qui s'est

passé en Italie et encore plus en Allemagne lorsque les événements ont détruit - pour continuer à utiliser notre simili - le courant qui générait le champ magnétique.

Naturellement, on peut se demander dans quelle mesure les différentes techniques d'agrégation peuvent être efficaces aujourd'hui, puisque le monde contemporain est essentiellement un monde de l'homme de masse. En fait, il n'y a pas de différence qualitative réelle entre le phénomène dont nous parlons, que certains voudraient imputer exclusivement à certaines formes de dictature, et, d'autre part, tout ce que nous trouvons présent dans le monde politique de la démocratie antifasciste, avec ses méthodes de propagande et de démagogie, son "tas d'experts" et la fabrication de "l'opinion publique". Mais si l'on admet la validité de cette objection et les conséquences que l'on peut en tirer pour la politique en tant que simple "art du possible" de type plus ou moins machiavélique, elle ne touche pas le domaine des principes et des structures, qui est le seul qui nous intéresse. Pour la distinction qui nous occupe ici, un point est d'une importance fondamentale. Aujourd'hui, personne n'y prête attention, mais il existe un abîme évident entre l'autorité naturelle d'un vrai chef et une autorité basée sur un pouvoir amorphe, et la capacité ou l'art dont nous avons parlé de susciter les forces émotionnelles et irrationnelles des masses, sous l'influence d'un individu exceptionnel. Pour clarifier, nous dirons que dans un système traditionnel, les gens obéissent ou se transforment en populace ou en sujets sur la base de ce que Nietzsche appelait le "pathos de la distance"[138], c'est-à-dire parce qu'ils ont le sentiment d'être confrontés à quelqu'un qui est presque d'une autre nature. Dans le monde d'aujourd'hui, où le peuple s'est transformé en foule et en masse, l'obéissance se fonde tout au plus sur un "pathos de proximité", c'est-à-dire sur l'égalité. Les gens ne supportent que le leader qui est, essentiellement, "l'un des nôtres", qui est "l'un des leurs", qui exprime la "volonté du peuple", qui est un "bon ami". Le culte du chef au sens le plus mauvais, tel qu'il s'est affirmé surtout dans l'hitlérisme et le stalinisme ("le culte de la personnalité" remonte au concept confus de "héros" de Carlyle[139], plus ou moins déromantisé), correspond à cette deuxième orientation, qui est anti-traditionnelle et incompatible avec les idéaux et l'éthique de la vraie droite.

[NOTE : Il est significatif, du point de vue de l'abaissement des normes et de la volonté de "suivre l'époque", comme on dit, que le fait de "s'intégrer au peuple", en renonçant au prestige de la distance, se retrouve non seulement chez les souverains et les membres de la noblesse qui survivent encore, mais aussi dans la sphère religieuse, comme dans le comportement des papes récents, qui se sont identifiés comme "faisant partie du peuple"] [140].

D'une certaine manière, nous sommes ramenés ici à ce que nous avons signalé en parlant des points de référence qui différencient un système traditionnel de ceux que l'on peut distinguer dans un système qui a un caractère généralement "autoritaire". L'élément essentiel est constitué par la nature et les fondements de l'autorité, et par conséquent aussi par la situation existentielle générale qui lui correspond.

Nous pouvons donc dire que dans le régime fasciste, ce qui se présentait institutionnellement comme une dyarchie, ou dans les autres dualités que nous avons mentionnées, avait une contrepartie interne qui s'exprimait dans la coexistence de deux centres distincts d'excitation du mouvement national. L'un présentait un caractère populiste qui favorisait le culte du chef, et donc, malgré tout, était fondamentalement démocratique (après tout, nous savons combien de fois Mussolini favorisait une sorte de consensus, même quand il était clair qu'il était préfabriqué et obligatoire) et ce résidu démocratique était souvent actif dans les structures du Parti également.

[NOTE : Cette observation est pertinente pour le Grand Conseil fasciste, dans la mesure où il a introduit le principe démocratique du vote pour ses membres.

principe démocratique du vote à ses membres. Peut-être que le 25 juillet 1943, certains d'entre eux avaient organisé une conspiration, ce qui était confirmé par ce qui se préparait dans les cercles de la famille royale. Mais il était vraiment absurde de concéder d'abord le droit de vote libre aux membres du Grand Conseil, puis de les accuser de trahison et de les traîner devant un tribunal lorsque la majorité utilisait ce droit. Si le Grand Conseil avait eu le caractère d'un simple organe consultatif en principe, le 25 juillet, Mussolini aurait pu ignorer son vote majoritaire].

L'importance de l'élément démocratique s'explique cependant par la faiblesse de l'autre centre, la monarchie, avec tout ce que cela pouvait comporter de pertinent pour une ligne traditionnelle. Ainsi, une fois de plus, nous sommes obligés de reconnaître ce qui a porté préjudice au système : la faiblesse de l'État libéral qui l'a précédé. Mais la force d'animation générée par une source différente, à savoir le fascisme, qui était le seul capable d'élever l'État italien, a donné lieu à un élément ambigu d'autre part, en raison de la nature problématique (pour de nombreuses raisons) de cette source. Mais, une fois de plus, tout cela appartient au domaine de la contingence historique.

Il est indéniable que Mussolini a été influencé, outre certaines vues de Nietzsche, par les théories d'Oswald Spengler[141] là où il prédisait une nouvelle ère de "grands individus" de type "césarien" (simplifiant, de manière quelque peu illégitime, la figure complexe de Jules César)[142], destinée à succéder à l'époque des démocraties. Il semble toutefois que Mussolini, qui devait se sentir l'une de ces figures, n'ait pas prêté beaucoup d'attention au fait que, dans le système de Spengler, le nouveau "césarisme", très proche du "ducisme", au sens inférieur que nous avons évoqué, appartient morphologiquement et situationnellement à la clôture sombre d'un cycle culturel (à la phase de Zivilisation[143], qui s'oppose à la phase précédente de Kultur[144], c'est-à-dire d'une culture qualitative, différenciée et organique, selon la terminologie de Spengler). Elle appartenait au coucher du soleil, et plus précisément au fameux "coucher de soleil de l'Occident", pour lequel en soi, et en dehors du caractère d'inéluctabilité que Spengler a cru pouvoir lui reconnaître, il ne faut pas le considérer comme un phénomène positif. Pour être positif, il devrait être corrigé au moyen d'une tradition supérieure et d'un chrême diversifié. Sur le plan pratique, il est de toute façon inconcevable que les époques se succèdent dans une continuité directe et au même niveau de "grands individus". En Italie, les possibilités existantes ont donné lieu à un équilibre ou à une réconciliation temporaire avec quelques aspects positifs, jusqu'au moment où le fascisme monarchique des Vingt Ans s'est trouvé soumis à une dure épreuve de force.

Une fois ces considérations nécessaires faites, il nous incombe de séparer un autre composant de l'unité complexe du fascisme qui, en principe, était d'un esprit différent, en contraste avec tout ce qui se tient sous la bannière des masses et des chefs criards des masses. Nous faisons référence à la composante militaire du fascisme.

Voici les paroles de Mussolini : "Nous devenons de plus en plus une nation militaire, parce que nous le voulons. Comme nous n'avons pas peur des mots, nous ajouterons : militariste. Pour finir : une nation guerrière, c'est-à-dire dotée à un degré toujours plus élevé des vertus d'obéissance, de sacrifice et de dévouement" (1934). Avant cela, il avait déjà dit (1925) : "Chacun doit se considérer comme un soldat, un soldat même quand il ne porte pas l'uniforme gris-vert, un soldat même quand il travaille, au bureau, à l'usine, dans les chantiers navals ou à la ferme, un soldat lié à tout le reste de l'armée. À ce sujet, la

réserve que nous devons faire concerne le "militarisme". En outre, il faut distinguer entre "militaire" et "paramilitaire". Le deuxième terme peut être appliqué à certaines formations qui ont soutenu le Parti dans la période précédente, mais qui n'ont pas été choisies avec soin. Quant à une certaine militarisation de l'existence et du soldat en tant que symbole général, de notre point de vue, le point de vue traditionnel de la droite, il n'y a pas grand-chose à objecter, une fois que nous soulignons à cet égard que nous avons affaire essentiellement à un style de comportement, à une éthique, qui peut aussi avoir une valeur autonome, indépendamment des fins militaires obligatoires. La formation "militaire" dans ses aspects positifs et vivants, et non pas ce que le soldat apprend dans la "caserne", doit corriger tout ce qui peut découler des états d'agrégation irrationnelle et émotionnelle de la "foule" et du "peuple", dont nous avons déjà parlé. Le fascisme a essayé d'inculquer au peuple italien une des qualités dont, à cause de son individualisme, il était et est moins pourvu : la discipline et l'amour de la discipline. En outre, le fascisme voyait les "dangers de l'esprit bourgeois", et méprisait "la stagnation d'une existence insipide". L'orientation "militaire" devait apparaître dans un rapport naturel avec l'orientation politique, selon l'antithèse, que nous avons soulignée plus haut, dans laquelle se trouvait cet élément par rapport à l'élément "social". Le style militaire est celui d'une dépersonnalisation active et anti-rhétorique. Lorsqu'il est établi, il est le facteur de stabilité le plus important pour un organisme politique et social, tout comme l'armée et la monarchie, dans leur solidarité mutuelle, ont toujours constitué les piliers essentiels de l'Etat véritable avant la révolution du tiers état, de la démocratie et du libéralisme. Primo de Rivera[145] a pu parler d'un "sens ascétique et militaire de la vie"[146], qui est un point de référence d'une valeur indubitable et une pierre de touche des vocations possibles pour ses adhérents. Son antithèse est le climat de ce que l'on appelle la "culture de l'abondance" ou "culture de la consommation", avec son activité spirituellement étouffante qui crée de multiples formes de "protestations".

Un aspect essentiel de l'éthique militaire est la conception et le sens du service en tant qu'honneur. Il est superflu de parler de la valeur qu'il revêt dans la sphère de la vie politique et sociale. Comme on le sait, le fascisme a introduit le port de l'uniforme pour les fonctionnaires de l'État, reprenant une tradition déjà existante dans d'autres pays, par exemple en Prusse et en Russie. Essentiellement, il était censé servir de symbole pour surmonter l'esprit bureaucratique et donner de la dignité à la bureaucratie. Pour le bureaucrate gris et sordide, qui fuit toute responsabilité, pour qui le service à l'État a plus ou moins la même signification que le salarié d'une société commerciale ou d'une entreprise privée, qui n'a d'yeux que pour son chèque de paie et, encore plus, pour sa pension de retraite (qui, avant la récente extension du système de sécurité sociale, avant l'extension récente du système de sécurité sociale, était envisagée presque exclusivement pour les fonctionnaires), on a commencé à opposer le type de fonctionnaire pour qui le service à l'Etat était, avant toute chose, un honneur, présupposant, fondamentalement, une vocation spéciale, presque comme le pendant de l'honneur de servir sous le drapeau de la nation. A la direction régressive de la bureaucratisation de la vie militaire, on pouvait opposer le développement de la "militarisation" comme moyen de dé-bureaucratisation de la bureaucratie, ce véritable cancer des Etats démocratiques et républicains. L'uniforme du fonctionnaire public pouvait apparaître, comme nous l'avons dit, précisément comme un symbole ou un rituel. Enfin, nous avons voulu indiquer, par un exemple et une comparaison, le contraire de ce qui appartient à un système totalitaire mécaniste et, également, le contraire de la pseudo-pédagogie ou du moralisme fastidieux du soi-disant "État éthique".

Les chemises noires, les uniformes rudes et laineux et tout le reste ne font pas vraiment partie de cette évolution. Ils font plutôt partie de ce qui, dans le fascisme, avait souvent un

caractère burlesque ou artificiel, qui s'est développé à partir des dualités incohérentes dont nous avons parlé, à partir d'un sens défectueux de la mesure et des limites. C'est la cause de la facilité avec laquelle les éléments positifs et négatifs se sont mêlés dans des cas qui ne peuvent être examinés ici, car ils font partie du domaine de la contingence.

Pour la même raison, il n'est pas opportun d'examiner ici le "militarisme" du fascisme, dont nous avons vu que Mussolini parlait en ces termes.

Nous avons vu que Mussolini parlait, car il "n'avait pas peur des mots"[147] (même s'il était peut-être un peu emporté par les mots). En fait, en de nombreuses autres occasions, il préférait parler d'une "nation forte", ce qui n'est pas nécessairement la même chose qu'une "nation militariste". Naturellement, une nation forte doit développer le potentiel de guerre de son armée, l'utiliser en cas de besoin et gagner le respect des autres nations. La nation peut envisager la possibilité d'une attaque et pas seulement d'une défense, en fonction des circonstances. Ce n'est toutefois pas une raison pour tout envisager dans son rôle "militariste". La vérité est que dans la polémique orientée dans une direction démocratique et "sociale", il est logique de confondre "militaire" et "militariste". La véritable attaque est dirigée contre les valeurs générales qui ne sont pas nécessairement liées à la guerre, que nous avons indiquées plus haut et qui comprennent en premier lieu la discipline, le sens de l'honneur, l'impersonnalité active, les relations responsables, le commandement et l'obéissance, le dégoût des ragots et des "discussions", une solidarité virile ayant à sa base la vraie liberté - la liberté de faire quelque chose, quelque chose de valable qui vous amène au-delà d'une existence bourgeoise "prospère" et végétative, sans parler de l'existence prolétarienne de "l'état de travail"[148].

L'Italie a été libérée en premier lieu de ce lourd fardeau qui apparaissait à une bonne partie du peuple italien, en raison de ses dispositions malheureuses, comme la tâche d'une haute tension et d'une discipline ou d'une éthique de type "militaire" qui lui avait été proposée, certes sous des formes parfois discutables. Il est normal que, dans une nation aussi "libérée", les valeurs d'une tradition antérieure, qui survivent aujourd'hui presque exclusivement dans l'armée, et même là sous une forme plutôt atténuée, soient systématiquement menacées et discréditées. Les soi-disant "objecteurs de conscience", qui apparaissent en masse, sont maintenant traités avec une compréhension "humaine" et, suivant l'idéologie absurde de Nuremberg[149], nous sanctionnons le droit - non, plutôt le devoir - des soldats et des fonctionnaires de refuser d'obéir aux ordres, et de rompre leur fidélité jurée chaque fois que leur opinion personnelle le suggère, puisque l'idée de l'État ne devrait plus rien signifier pour eux.

VIII

La crise que le fascisme dut affronter dans la période de la sécession de l'Aventin (1924) [150] fut une occasion propice pour dépasser la solution de compromis représentée par le premier gouvernement de coalition. Le fascisme se voit contraint d'affronter pleinement le problème institutionnel qui concerne le système représentatif et le principe de gouvernement. Là encore, la doctrine n'a pas précédé la pratique. Ce n'est qu'après divers développements que la réforme parlementaire est esquissée et établie en fonction du nouveau système corporatif établie en termes de nouveau Parlement corporatif[151].

La Chambre des députés est aujourd'hui anachronique dans son nom même", déclare Mussolini en 1933. C'est une institution que nous avons créée et qui est étrangère à notre mentalité". Elle "présuppose un monde que nous avons démoli ; elle présuppose la pluralité des partis et l'attaque fréquente et volontaire de la diligence. Du jour où nous

avons aboli cette pluralité, la Chambre des députés a perdu le motif essentiel pour lequel elle est née". Pour Mussolini, le système parlementaire, "produit d'un mouvement d'idées précis, en tant que système représentatif, est une institution qui s'est épuisée dans son cycle historique". Indissociable de la démocratie, le système parlementaire en Italie (mais aussi dans d'autres États, notamment en France) était descendu à un niveau où l'homme politique avait été remplacé par l'homme de parti, où chacun pouvait constater un système d'incompétence, de corruption et d'irresponsabilité, et où aucune stabilité n'était assurée à l'État, lui donnant le caractère d'un "État vide", c'est-à-dire dépourvu d'un centre substantiel éloigné des contingences. Tout cela indiquait l'absurdité du système aux yeux de Mussolini.

A proprement parler, le problème présentait un triple aspect : celui du principe électoral en général, celui du principe représentatif et, enfin, celui du principe politique de la hiérarchie. La solution fasciste était une solution partielle. De notre point de vue, cependant, l'orientation peut être considérée comme positive.

En ce qui concerne le principe de représentation et le concept de parlement, nous avons pris l'habitude aujourd'hui de les associer exclusivement au système de la démocratie absolue, basé sur le suffrage universel et le principe d'un homme, une voix. Cette base est absurde et indique plus que tout l'individualisme qui, combiné au pur critère de la quantité et du nombre, définit la démocratie moderne. Nous disons individualisme dans le mauvais sens du terme, parce qu'il s'agit ici de l'individu en tant qu'unité abstraite, atomistique et statistique, et non en tant que "personne", car la qualité de personne - c'est-à-dire d'être doté d'une dignité spécifique, d'une qualité unique et de traits différenciés - est évidemment niée et offensée dans un système où un vote est égal à n'importe quel autre, dans lequel le vote d'un grand penseur, d'un prince de l'Église, d'un éminent juriste ou sociologue, du commandant d'une armée, etc. a le même poids, mesuré par le décompte des voix, que le vote d'un garçon boucher illettré, d'un imbécile ou de l'homme de la rue qui se laisse influencer dans les réunions publiques ou qui vote pour celui qui le paie. Le fait que l'on puisse parler de "progrès" à propos d'une société où l'on en est arrivé à considérer tout cela comme normal est l'une des nombreuses absurdités qui, peut-être, en des temps meilleurs, susciteront l'étonnement ou l'amusement.

En dehors des pires cas évidents, il est évident, en raison de la nature même du principe démocratique de la représentation, qu'il est impossible d'assurer la prééminence d'un intérêt public, surtout si cet intérêt comporte un contenu transcendantal, "politique" au sens inverse de "social", terme désormais bien connu du lecteur. En effet, l'individu ne peut avoir que des intérêts personnels, ou tout au plus les intérêts d'une catégorie. De plus, étant donné le matérialisme croissant de la société moderne, ces intérêts revêtent un caractère de plus en plus économique et physique. Il est donc clair que celui qui veut s'assurer une "majorité", c'est-à-dire un nombre, subira le conditionnement correspondant, c'est-à-dire qu'il devra se limiter à promouvoir la protection (même malhonnête) des intérêts de ce type inférieur dans son programme électoral personnel ou dans celui de son parti.

Dans le cas du système parlementaire démocratique, nous pouvons ajouter à cela la "politisation" qui, dans le cadre de la politique partisane, acquiert de nombreux intérêts individuels ou sociaux qui, en soi, devraient être apolitiques. Dans le système démocratique, les partis ne sont pas de simples représentants de catégories d'intérêts. Tactiquement, ils apparaissent plutôt dans une sorte de concours ou de compétition pour la meilleure défense des intérêts de tel ou tel groupe d'électeurs. Mais en réalité, chacun d'entre eux a une dimension politique, c'est-à-dire qu'ils ont chacun leur propre idéologie

politique. Ils ne reconnaissent pas les intérêts et les considérations qui les transcendent, ils participent à "l'État vide", et chacun vise la conquête du pouvoir, ce qui conduit à une situation totalement chaotique et inorganique.

Cette plus-value politique[152] des partis apparaît clairement dans la thèse démocratique libérale selon laquelle la pluralité des partis constitue une garantie pour la "liberté". La multiplicité des opinions contrastées, des points de vue, le "débat" permettraient de choisir la meilleure direction sans suivre les ordres. Naturellement, tout cela est absurde si, au Parlement ou, mieux, à la "Chambre des députés", on applique le même critère numérique "un homme, une voix", de sorte que les représentants disposent chacun d'une voix unique et égale, comme les citoyens qui les ont élus. Par conséquent, à l'issue du "débat", le plus grand nombre dominera toujours et, en fait, il y aura toujours une minorité qui se soumettra à la violence purement numérique de la majorité. Mais il faut aussi tenir compte de la réalité que la pluralité des partis et des points de vue ne peut être productive que dans un contexte de conseil et de collaboration, c'est-à-dire dans un contexte qui présuppose une unité de principe et d'objectifs, mais pas lorsque chaque parti a une plus-value politique et sa propre idéologie, et ne cherche pas à remplir sa propre fonction dans un système organique et discipliné, mais plutôt à "attaquer la diligence", c'est-à-dire à monter à l'assaut de l'État pour conquérir le pouvoir. En fait, on ne cesse aujourd'hui de parler de "lutte politique" en termes clairs, une lutte dans laquelle, selon les règles de la démocratie, tous les moyens sont bons.

En effet, il faut distinguer entre un système représentatif en général et un système représentatif égalitaire, qui a un effet de nivellement sur la société et qui est basé uniquement sur le nombre. L'État de type que nous appelons traditionnel reconnaissait le principe représentatif, mais dans un contexte organique. Il ne s'agissait pas de représentation ou d'individus, mais de "corps", où les individus n'étaient significatifs que dans la mesure où ils faisaient partie d'une unité différenciée, et où chaque individu avait un poids et une qualité différents. En tant que représentation des corps, le parlement, ou une autre institution analogue, avait une valeur incontestable, car il englobait les intérêts de la nation dans toute leur richesse et leur diversité. Ainsi, à côté du principe représentatif, le principe hiérarchique s'affirmait, car on ne tenait pas compte de la simple force numérique des groupes, organes ou unités partielles qui avaient leurs propres représentants au Parlement, mais de leur fonction et de leur dignité. Le fait que le climat et les valeurs d'un État traditionnel soient différents de ceux d'une démocratie signifie qu'il exclut automatiquement la prééminence, imposée par le nombre, des intérêts d'un ordre inférieur, comme cela se produit aujourd'hui et se produira toujours dans les démocraties modernes et absolues, car les partis de masse y prévaudront toujours nécessairement. Les États généraux, ou le parlement tel qu'il existait en Hongrie et en Autriche, qui était basé sur le plan du Ständestaat[153], désignation caractéristique du système d'une unité où la représentation était qualitative, articulée et graduée, étaient proches de la structure à laquelle nous faisons allusion. Les corporations, la noblesse, les savants, l'armée, etc. étaient représentés en tant que corps correspondant à la nation, laquelle était qualitativement différenciée de manière à traiter de concert les intérêts de la nation et du public.

[NOTE : Il convient de noter qu'un système basé sur une articulation du droit de vote a existé pendant longtemps en Prusse[154], après la concession du suffrage universel. Les électeurs étaient répartis en trois catégories, et le poids du vote d'une catégorie n'était pas égal à celui d'une autre. Concrètement, le poids du vote de chaque catégorie était inversement proportionnel à leur composition numérique respective].

Ces considérations de principe, que nous avons développées dans une certaine mesure, sont nécessaires pour que, en nous ramenant à cet égard à une réalité trop facilement oubliée, nous ayons les éléments pour évaluer de manière adéquate ce qui a été positif dans la tentative de réforme fasciste du système des représentants, réforme qui peut être qualifiée, selon le point de vue, de révolutionnaire ou de contre-révolutionnaire (contre-révolutionnaire, si l'on tient compte du fait que le système parlementaire, avec sa base inorganique et quantitative, dérivait directement des idéologies révolutionnaires de 1789 et 1848). La Chambre des Fasces et des Corporations[155] signifiait en principe un retour au système de représentation par "corps". L'orientation prise peut donc être considérée comme substantiellement positive.

Il y a cependant une différence, due à l'accentuation de l'aspect d'une représentation de "compétences"[156], en termes assez techniques, qui correspondait à l'âge. Cette accentuation tendait cependant à éliminer catégoriquement ce que nous avons appelé la plus-value politique ou idéologique des représentants. Même avec cette restriction du champ d'application et du concept d'"organes", qui remplaçaient les partis politiques, il y avait clairement un dépassement de l'absurde système électoral démocratique, qui pouvait amener au Parlement un fantassin de parti incompetent qui néanmoins, par le biais de compromis et d'accords de couloir, pouvait jouer un rôle dans le cabinet en tant que ministre ou sous-secrétaire d'État pour un secteur de l'activité nationale dans lequel il n'a aucune préparation et formation sérieuses, sans parler de toute expérience réelle. La désignation de la représentation parlementaire sur la base des corporations et des syndicats a empêché cette absurdité. Ce n'était pas la masse électorale informe et éphémère, mais ses propres cercles de spécialistes qui choisissaient le représentant comme une personne qualifiée pour cette fonction et qui était déterminée à être compétente dans son domaine.

Le fascisme, cependant, était aussi un système mixte dans lequel la désignation d'en haut per nomina[157] était associée à l'élection. L'élection ou la désignation par le "corps" ne concernait pas une seule personne, mais différentes personnes, parmi lesquelles le gouvernement pouvait choisir et, ce faisant, introduire des critères d'un ordre différent, voire des critères politiques, sans préjudice du principe fondamental des compétences des personnes en question. Considérée sous cet angle, la réforme fasciste présentait donc un caractère de rationalité et de plausibilité. La pratique effective de la réforme dans le régime fasciste est une autre question, qui concerne un domaine qui, comme nous l'avons dit, sort de l'objet du présent examen.

La Chambre des Fasces et des Corporations devait donc être un lieu, non pas de "débats", mais de travail coordonné, où la critique était admise non pas sur une base politique, mais sur une base technique et objective. Néanmoins, c'est précisément cette délimitation du champ d'action inhérente à la représentation par compétences, avec l'inévitable accent mis sur la sphère économique productive, qui a nécessité une proclamation institutionnelle adéquate du principe hiérarchique dans le sens d'une demande supérieure liée au domaine des fins ultimes. Une fois les partis éliminés et la représentation dépolitisée, le principe purement politique aurait dû être concentré et exercé à un niveau distinct et supérieur.

Même ici, l'Etat de type traditionnel a souvent présenté le modèle ou l'ébauche du système de deux chambres, avec une chambre basse et une chambre haute. L'exemple le plus proche était la dualité en Angleterre entre la Chambre des communes et la Chambre des lords dans sa forme originale. Une telle dualité apparaît d'autant plus nécessaire que le Parlement était désormais, comme nous l'avons dit, composé d'experts et de

corporations, et que les "corps" organisés, porteurs de valeurs et de traditions supérieures, sont pratiquement inexistantes dans le monde moderne. Le fascisme a trouvé en Italie la dualité de la Chambre des députés et du Sénat[158] ; la réforme fasciste a respecté cette dualité, sans investir la "Chambre haute" d'une réorganisation suffisamment forte. Pendant les Vingt Ans, le Sénat conserva en général son caractère antérieur de superstructure décorative et inefficace. Un Sénat dont les membres seraient exclusivement désignés par le haut, choisis en considération de leurs qualités politiques, de la qualité de représentants de la dimension "transcendante" de l'État, et donc aussi des facteurs spirituels, méta-économiques et nationaux, aurait pu constituer une présence hiérarchique supérieure par rapport à la Chambre des corporations. Partout où cela s'avérait nécessaire, elle aurait pu affirmer "l'ordre des fins", entendu au sens le plus élevé, avant "l'ordre des moyens", et ainsi établir et réaliser la hiérarchie naturelle des valeurs et des intérêts.

À cet égard, cependant, la force institutionnelle révolutionnaire et reconstructive du fascisme s'arrêta à mi-chemin. En général, le Sénat conservait la physionomie que lui donnait la tradition de l'Italie de la fin du XVIIIe et du début du XIXe siècle, et restait donc sans véritable fonction. Même à cet égard, l'influence négative du pluralisme des institutions se faisait sentir : les hiérarchies du parti fasciste, jusqu'au Grand Conseil, étaient censées avoir une valeur particulièrement politique, alors qu'il y avait aussi l'héritage des institutions monarchiques de l'Italie antérieure, auxquelles appartenait l'ancienne version du Sénat. On pourrait ajouter l'Académie royale d'Italie elle-même, dans la mesure où elle était censée réunir les représentants des valeurs supérieures en principe, mais pas rester dans la sphère de la culture savante au point de la rendre inutile. Tout cela aurait pu être réduit à l'essentiel, unifié et réorganisé, et il faut évidemment se référer ici à ce que nous avons dit sur la création d'un "Ordre", qui aurait pu servir de noyau essentiel au sein de la Chambre haute. Malgré tout cela, celui qui décide de faire une comparaison entre l'actuelle Chambre des députés et surtout le nouveau Sénat italien en les considérant du point de vue des principes, dans lesquels, dans une large mesure, l'absurde principe électoral de la démocratie absolue a été étendu, ne devrait pas avoir à hésiter, si on lui demande de donner son opinion à leur sujet.

Ici et là, dans le fascisme, apparaît la formule aberrante de l'"État du travail", proclamée à grands cris par la nouvelle constitution de l'État démocratique d'Italie. Outre le concept d'"État éthique" (l'État pédagogique pour les mineurs spirituels), d'aucuns évoquaient celui, encore plus indésirable, d'"humanisme du travail" (il s'agit ici encore de Giovanni Gentile). Tout cela n'était que les scories, les parties non essentielles et non valables du fascisme.

En effet, de la bouche même de Mussolini, le fascisme proclame explicitement : "Les entreprises appartiennent à l'ordre des moyens et non à celui des fins" (1934). La corporation est l'institution avec laquelle "le monde de l'économie, étranger et désorganisé jusqu'à présent, entre dans l'État" (1934), permettant ainsi à la discipline politique de s'associer à la discipline économique. L'entrée de l'économie dans l'État ne doit pas être interprétée comme l'introduction d'un "cheval de Troie". Le corporatisme n'était pas censé être une forme ou une couverture au moyen de laquelle l'économie parviendrait à s'emparer de l'État et conduirait ainsi à la dégradation et à l'involution de l'idée même d'État. La conclusion a été effectivement la tendance au soi-disant "pan-corporatisme" exprimée surtout par certains intellectuels d'orientation gentile lors de la conférence corporative qui s'est tenue à Ferrare en 1932. Dans cette ligne, il y avait ceux qui pouvaient concevoir un type de communisme corporatif ("corporatisme propriétaire" plus ou moins sous le contrôle de l'État) et qui étaient favorables à la dissolution du Parti en

tant qu'institution, pour être remplacé par un État purement syndical/corporatiste. Tout cela, cependant, restait des rêves idéologiques inefficaces.

D'autre part, la distinction entre la sphère politique et la sphère corporatiste n'est pas abolie, même dans la direction opposée, en partant du haut, avec un "totalitarisme" imposé par l'État. En effet, Mussolini indiquait "l'État totalitaire" comme la troisième condition pour développer un "corporatisme plein, complet, intégral", avec la haute tension idéale et "l'introduction de la discipline politique en même temps que la discipline économique [...] pour qu'il y ait, au-delà de l'opposition des intérêts, un lien qui unit tout". Il déclare également : "L'économie corporatiste est multiforme et harmonieuse. Le fascisme n'a jamais pensé à la réduire à un plus grand dénominateur commun, en transformant toutes les économies de la nation en un monopole d'État. Les entreprises les disciplinent et l'État ne les prend pas en charge, sauf dans le secteur de la défense". Il était explicitement proclamé que "l'État corporatiste n'est pas l'État économique", ce qui pouvait être compris dans un double sens : comme une opposition au fonctionnement de l'entreprise comme instrument de centralisation étatique ou comme une prise de contrôle de l'État par l'économie.

IX

Après cela, il faut examiner le principe corporatiste dans son aspect économique et social, ainsi que dans son aspect politique. Sur ce point aussi, le fascisme a restauré, dans une certaine mesure, un principe de l'héritage traditionnel, le principe de la "corporation" comprise comme une unité productive organique, et non comme une unité fracturée par l'esprit de classe et la lutte des classes. En effet, la corporation, telle qu'elle existait dans le contexte de l'artisanat et avant l'industrialisation extrême, et telle qu'elle a souvent existé à partir de la meilleure période du Moyen Âge (il est significatif que l'abolition de la corporation ait été l'une des premières initiatives de la Révolution française), offrait un plan qui, réorganisé de manière adéquate, aurait pu servir - et pourrait encore servir aujourd'hui - de modèle pour une action générale de reconstruction informée par le principe organique. Le fascisme, cependant, n'a rempli cette fonction que jusqu'à un certain point, principalement en raison des vestiges du passé qui ont survécu jusqu'aux années vingt. Il s'agit ici essentiellement du syndicalisme, qui a continué à exercer une influence notable sur Mussolini et les divers éléments qui lui étaient proches.

Dans son aspect particulier d'organisation couvrant de nombreuses entreprises, le mouvement syndical est effectivement inséparable du concept de lutte des classes, et donc aussi de la vision marxiste générale de la société. Il s'agit d'une sorte d'État dans l'État et correspond donc à l'un des aspects d'un système dans lequel l'autorité de l'État est minimisée. La "classe" qui s'organise dans le syndicat est une partie de la nation qui vise à obtenir justice pour elle-même, par elle-même, et qui passe à l'action directe dans des termes qui peuvent souvent être définis comme du chantage, malgré la reconnaissance de sa capacité d'extorsion : le soi-disant "droit d'organisation" est fondamentalement un droit tiré de la sphère des droits effectifs que seul l'État souverain doit administrer. On sait que pour Sorel, que Mussolini avait admiré dans le passé, le syndicalisme revêtait une valeur directement révolutionnaire et était lié à un "mythe" correspondant ou à une idée générale de la force.

D'autre part, nous savons que, dans tous les régimes qui ne sont pas intégralement socialistes, comme les régimes où le capitalisme et l'initiative privée n'ont pas été abolis, l'existence du syndicalisme entraîne une situation chaotique, inorganique et instable. Des catégories de travailleurs luttent, en utilisant les instruments de la grève et d'autres formes de chantage, contre les employeurs, qui se défendent avec le "lock-out", devenu de plus en plus inefficace et rare. La lutte se détériore en une pression unilatérale et s'étend à tous les contacts entre travailleurs et employeurs. Les deux groupes ne se préoccupent que de leurs propres intérêts, sans se soucier des déséquilibres que leurs revendications particulières peuvent causer à l'ensemble de la nation, sans parler du bien commun. Le problème est généralement rejeté sur l'État et le gouvernement, qui se voient donc contraints de faire des allers-retours pour renverser et remettre en place la structure chancelante et grinçante, encore et encore. Ce n'est qu'en croyant au miracle d'une "harmonie préétablie", pour reprendre l'expression de Leibniz[159], qu'il est concevable que l'économie puisse fonctionner normalement dans une société où l'État a de plus en plus accordé aux syndicats le droit de s'organiser, et que la situation ne devienne pas, à la suite de nombreux conflits et autres perturbations, telle que la seule solution raisonnable consiste à faire table rase du passé et à accepter la solution intégralement socialiste comme la seule capable d'établir un principe d'ordre et de discipline, avec un projet pour toute la société. La situation de l'Italie au moment où nous écrivons peut servir d'exemple plus qu'éloquent de cette vérité[160].

Avec le corporatisme, le fascisme entreprenait donc de dépasser l'état de choses dont nous avons parlé, créé par le mouvement syndical et la lutte des classes. Il s'agissait de rétablir l'unité des divers éléments de l'activité productive, unité préjudiciée d'une part par les déviations et les prévarications du capitalisme tardif, d'autre part par l'intoxication marxiste répandue dans les masses ouvrières, en excluant la solution socialiste et en réaffirmant au contraire l'autorité de l'État comme régulateur et gardien de l'idée de justice sur le plan économique et social. Mais, comme nous l'avons dit, cette réforme, qui s'inspirait d'un principe organique et conduisait au corporatisme fasciste et à sa praxis correspondante, s'arrêta à mi-chemin et n'atteignit pas les racines du mal, car le fascisme des Vingt Ans n'eut pas le courage d'assumer une position clairement antisyndicale. Au lieu de cela, le système a adopté des lois qui ont eu pour résultat de confirmer la division des employeurs et des travailleurs en deux groupes. Cette dualité n'a pas été surmontée là où elle aurait dû l'être, c'est-à-dire dans les entreprises elles-mêmes, au moyen d'une nouvelle structuration organique (c'est-à-dire dans son "infrastructure"). Au lieu de cela, une superstructure étatique générale a été construite, affectée par un centralisme lourd, bureaucratique et, en pratique, souvent parasitaire et inefficace. Il est vrai que le fascisme a éliminé les aspects les plus désastreux du système antérieur en interdisant les grèves et le "lock-out" et en établissant des réglementations pour les contrats de travail et des formes de contrôle qui évitaient ce que nous avons appelé "l'anarchisme des revendications" dans tous les secteurs. Mais il s'agissait toujours de règlements externes, tout au plus d'un arbitre, qui ne se développaient pas dans la vie concrète de la communauté. Néanmoins, comme nous l'avons vu, Mussolini, en indiquant la voie vers une tension spéciale idéale et en soulignant que le caractère de l'entreprise n'était pas seulement économique mais aussi éthique, a démontré un sens précis du point auquel les réformes corporatistes devaient arriver. Le point essentiel était un nouveau climat qui agissait de manière directe et formatrice sur les entreprises et leur restituait le caractère traditionnel des "corporations". Il s'agissait donc d'abord d'agir sur les mentalités des intéressés. Il fallait, d'une part, éliminer les influences prolétariennes et marxistes sur l'ouvrier, d'autre part, détruire la mentalité purement "capitaliste" de l'entrepreneur.

Nous pourrions mentionner qu'en principe, c'est plutôt le national-socialisme allemand, ainsi que les mouvements contre-révolutionnaires en Espagne (Falangisme) et au Portugal (Constitution de Salazar) qui ont avancé de façon plus décisive dans la direction correcte et traditionnelle. Dans le cas allemand, même à cet égard, il faut penser à l'influence exercée par la survivance de structures plus anciennes soutenues par une attitude et une tradition correspondantes qui n'existaient pas en Italie. C'est cette influence qui devait perdurer même après l'effondrement de l'hitlérisme et l'élimination formelle de la législation du travail national-socialiste, et c'est grâce à elle que s'est produit ce qu'on a appelé le "miracle économique"[161], l'essor rapide de l'Allemagne de l'Ouest après la grande catastrophe.

Le national-socialisme a dissous les syndicats et - comme nous le dirons dans nos Notes sur le Troisième Reich - il a cherché à surmonter la lutte des classes par un dualisme correspondant à l'intérieur même de l'entreprise, dans chaque entreprise substantielle, en lui donnant une formation organique et hiérarchique pour favoriser une stricte coopération, et en reproduisant ainsi dans l'entreprise le même plan que le régime avait proposé pour l'Etat. Une fois l'entreprise pensée en termes de "communauté" (que l'on peut considérer comme correspondant à celle de l'ancienne corporation), il devient possible de reconnaître au chef d'entreprise, par analogie, la fonction d'un Führer, avec le titre de Betriebsführer ("Führer de l'entreprise"), tandis que les travailleurs sont appelés sa Gefolgschaft, un terme qui signifie littéralement sa "suite", c'est-à-dire un ensemble composé d'éléments associés, censés être unis par un sentiment de solidarité, de subordination hiérarchique et

de loyauté. Cette "réciprocité des droits et des devoirs", qui, selon la Charte fasciste du travail (paragraphe 7)[162], devait découler de la "coopération des forces productives", fut transférée à quelque chose de vivant qui seul pouvait lui donner une base solide. On pourrait dire que, contre la mentalité marxiste et matérialiste, le même type d'attitude "militaire" au sens général, dont nous avons parlé précédemment, pouvait être rendu tout aussi efficace au niveau du travail et de la production.

En Allemagne, les rôles de médiation et de conciliation des conflits restaient au sein de l'entreprise, avec la reconnaissance du principe politique comme arbitre final. Ces tâches, qui en Italie étaient confiées aux organes corporatifs fascistes de l'État, étaient censées être remplies à une échelle adéquate en Allemagne par des administrateurs politiques qui ne faisaient pas partie des entreprises, et qui avaient le pouvoir de régler les différends, de faire des recommandations et éventuellement de modifier les règlements convenus en faisant appel à des principes supérieurs. La désignation même de la plus haute juridiction de ce système comme "Cour d'honneur sociale",[163] Soziales Ehrengericht, souligne à nouveau l'aspect éthique qui devait réguler la solidarité entre les travailleurs et les propriétaires au sein de chaque entreprise. Comme dans le système fasciste, le principe du système allemand était, en un mot, que la libre initiative de l'entrepreneur s'accompagnait d'une responsabilité devant l'État pour diriger la production. Nous pouvons ici rappeler une fois de plus les considérations que nous avons déjà évoquées à propos de l'antitotalitarisme et de la décentralisation : la liberté et la libre initiative peuvent être concédées à un degré d'autant plus grand que le pouvoir central est grand et que le centre gravitationnel auquel les parties sont reliées par un lien immatériel et éthique est grand, plus que par une quelconque norme positive contractuelle ou contraignante. Dans le cas de l'Allemagne, les entreprises, dans leur nouvelle forme de corps corporatifs, n'ont été unies que sous les auspices du soi-disant "Front du travail allemand".

Nous pouvons mentionner que l'Espagne a évolué dans une direction similaire de reconstruction organique, intra-entreprise. En Espagne également, les employeurs et les travailleurs ne s'opposaient pas dans une sorte de guerre froide permanente, mais étaient unis par une solidarité hiérarchique. Dans le projet original de ce qu'on appelle la "corporation verticale", le chef d'entreprise assumait le rôle de leader - le jefe de empresa[164] - et avait avec lui les jurados de empresa[165] comme organe consultatif, correspondant peut-être aux commissions internes et aussi aux syndicats tels qu'ils existaient à une certaine époque aux États-Unis (des syndicats pour chaque entreprise ou complexe industriel, et non des organisations pour toutes les entreprises du même type). Le système mettait l'accent sur un principe de collaboration et de loyauté plutôt que sur la seule défense des intérêts des travailleurs.

Il convient d'examiner brièvement les développements que le second fascisme, le fascisme républicain et "social" de Salò, a tenté de donner à la réforme corporative. Cette question présente plusieurs aspects. En effet, d'une part, on peut penser à un progrès réel dans la direction que nous venons d'évoquer, parce qu'une attention particulière a été accordée à la figure du chef d'entreprise et, en principe, le projet de création dans les entreprises de "comités de gestion" paritaires aurait pu naturellement être orienté dans le sens d'un régime de coopération organique dans des domaines où il ne serait pas absurde de consulter un profane (comme les problèmes techniques particulièrement spécialisés ou ceux qui concernent la haute direction). Le trait le plus audacieux et le plus révolutionnaire, cependant, était le Manifeste dit de Vérone[166], qui était une attaque contre le capitalisme parasitaire. La dignité et l'autorité accrues du chef d'entreprise que nous venons de mentionner n'étaient reconnues qu'à celui qui était "le premier travailleur", c'est-à-dire à l'entrepreneur capitaliste engagé, et non au spéculateur capitaliste étranger

au processus productif et simple bénéficiaire de dividendes. (La polémique marxiste ne peut être justifiée, au moins en partie, que par rapport à ce deuxième type). Dans ce domaine également, nous pouvons penser à une renaissance du modèle de l'ancienne corporation, où les "capitalistes" qui possédaient les moyens de production n'étaient pas un élément étranger ou séparé de la production, mais y étaient engagés en tant que maîtres du métier.

Mais la contrepartie négative de cette législation du travail du second fascisme est visible en deux points. Le premier concerne ce qu'on appelle la "socialisation" qui, même si elle partait peut-être d'une exigence organique, a dépassé les bornes et a révélé une tendance démagogique - dont on ne peut cependant pas exclure qu'elle ait été provoquée par des considérations tactiques dues à la situation critique, pour ne pas dire désespérée, dans laquelle se trouvait le fascisme de Salò. Mussolini cherchait peut-être à attirer la classe ouvrière, qui était irrésistiblement attirée vers l'orbite des idéologies gauchistes. On pourrait donc parler d'une tentative d'ouverture, comprise comme un moyen d'arrêter la vraie gauche. La socialisation en elle-même, cependant, ne pouvait représenter qu'une attaque contre l'entreprise par le bas et, outre l'absurdité d'un tel ordre technique et fonctionnel, sur laquelle il ne convient pas de s'attarder, il est clair qu'elle ne répondait pas à la situation légitime réelle qui l'inspirait, en raison de son unilatéralisme évident.

En effet, la principale suggestion du système proposé par cet aspect de la législation républicaine fasciste concerne le partage des cols bleus et blancs dans les bénéfices de l'entreprise, ce qui en soi, dans des limites données, pourrait être une juste limitation des possibilités laissées à un capitalisme qui exploite et accumule les bénéfices. Mais en ce qui concerne l'élimination de ces aspects séduisants du système, il suffirait de souligner que, si l'on veut créer un régime de véritable solidarité, le partage des profits devrait avoir comme contrepartie naturelle le partage également des pertes éventuelles par les masses, avec une réduction correspondante des salaires et des allocations, c'est-à-dire une solidarité dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, ce qui en soi suffirait à refroidir l'enthousiasme pour un tel plan. La solution adéquate, capable de garantir un véritable engagement et un partage des responsabilités, n'aurait pas été la "socialisation", mais plutôt un système dans lequel les ouvriers et les employés recevraient un pourcentage des actions de l'entreprise (qui serait inaliénable pour éviter la spéculation au gré des dividendes), mais pas trop important pour ne pas interférer avec la propriété de l'entrepreneur. Ce système a récemment été expérimenté par certaines grandes entreprises à l'étranger. Mais ce n'est certainement pas le lieu d'examiner des problèmes de ce genre, que nous avons évoqués uniquement pour montrer, par le biais d'une comparaison, les limites et les compromis de la législation du travail du second fascisme.

Le deuxième point négatif et régressif de cette législation était le renforcement du mouvement syndical et, en même temps, la centralisation par la création d'une confédération unique dans laquelle la direction aurait été donnée aux syndicats, encore reconnus et tolérés, qui auraient alors eu la tâche de décider "dans toutes les questions relatives à la vie de l'entreprise, à la direction et au développement de la production dans le cadre du plan national établi par les organes compétents de l'État". Dans un sens différent de ce qui faisait partie du plan dualiste de la législation corporative pendant les Vingt Ans, la confédération du second fascisme n'envisageait pas de groupements séparés pour les entrepreneurs et les ouvriers, mais visait plutôt à une "confédération unique regroupant tous les ouvriers, techniciens et professionnels"[167]. Avant ce bloc, le second fascisme considérait évidemment comme secondaire le problème - fondamental pour nous - de la reconstruction organique des infrastructures dans chaque entreprise, considérée dans son autonomie. Nous pouvons alors revoir dans les grandes lignes, sur le

plan national et gouvernemental, une ambiguïté qui, en principe, pourrait créer l'un ou l'autre de les deux évolutions négatives que nous avons signalées plus haut : la prise en charge de l'État par l'économie : "travail" et production, d'une part, ou, d'autre part, la nationalisation "totalitaire" de l'économie. Si la formule que nous venons de citer, qui parlait d'un "plan national établi par les organes compétents de l'État", pouvait aller dans l'autre sens, il faut peut-être mentionner que le "bloc" ainsi envisagé pouvait aussi entrer dans la vision de la "mobilisation totale" imposée par une situation d'urgence, et se justifier par cette seule situation (et pour la durée de l'urgence). C'est exactement la situation dans laquelle s'est trouvé le fascisme "républicain" dans le climat tragique de la fin de la guerre. Mais il est clair que l'on entre ici dans le domaine de la contingence, dont il n'est pas permis de tirer quoi que ce soit qui concerne les domaines de la doctrine ou des principes normatifs.

En conclusion de notre examen d'ensemble de l'expérience corporatiste fasciste, nous pouvons donc constater que toutes sortes de prétentions ont été formulées, dont la validité et la légitimité apparaissent plus clairement si l'on se souvient de la situation économique et sociale actuelle, et si l'on reconnaît les aspects critiques et chaotiques qui subsistent malgré certains signes extérieurs de reprise économique, voire d'un redressement de l'économie.

Comme le lecteur l'aura constaté, nous n'avons pas jugé bon de parler du "socialisme national", dans lequel certains ont voulu voir l'un des traits essentiels et valables du fascisme : la création d'un tel socialisme aurait été, selon eux, la mission principale assumée non seulement en Italie mais aussi en Allemagne, et la Charte fasciste du travail aurait jeté les bases de cette "culture socialiste" particulière. Nous ne pouvons pas prendre ces idées et d'autres semblables au sérieux. Nous refusons de discuter du "socialisme" en dehors de ses valeurs, qui sont incompatibles avec la vocation suprême et clairement affirmée du fascisme. Le socialisme est le socialisme, et l'ajout de l'adjectif "national" ne fait que le déguiser en "cheval de Troie". Une fois le "socialisme national" établi (avec l'élimination inévitable des valeurs et des hiérarchies incompatibles avec lui), il deviendrait rapidement un socialisme sans adjectif, car on ne peut pas s'arrêter à mi-pente.

En son temps, le fascisme italien était l'un des régimes les plus avancés et les plus progressistes dans ses mesures sociales. Le corporatisme des Vingt Ans, dans ce qu'il avait de valable, doit être interprété dans le contexte d'une idée organique et antimarxiste, et donc en dehors de tout ce qui peut être légitimement appelé "socialisme". C'est exactement - mais seulement - dans cette mesure que le fascisme a pu être une "troisième voie"[168], une possibilité offerte à la civilisation européenne, opposée à la fois au communisme et au capitalisme. Il faut donc éviter toute interprétation du fascisme comme "ouverture à gauche", si l'on veut éviter de le dégrader. Avec tout le respect que je dois à certains enthousiastes de l'"État national du travail" qui semblent aujourd'hui ne pas avoir remarqué que s'ils veulent jouer le rôle d'opposants et même de "révolutionnaires", c'est plus ou moins exactement la formule institutionnelle proclamée dans la constitution de l'Italie démocratique et antifasciste d'aujourd'hui.

X

Passons à un autre point, concernant l'économie nationale dans ses rapports avec l'économie internationale. Dans de nombreux milieux, il est de bon ton aujourd'hui de condamner le principe fasciste de l'autarcie comme une absurdité. De notre point de vue, nous ne pouvons pas être tout à fait d'accord avec cette opinion.

De même que lorsqu'il s'agit de personnes, de même pour les nations, l'un des plus grands biens est la liberté et l'autonomie. Mussolini affirmait clairement cette nécessité lorsqu'il disait : "Sans indépendance économique, l'indépendance politique d'une nation est douteuse, et une nation de grande puissance militaire peut devenir la victime d'un blocus économique"[169] (1937). C'est pourquoi, selon Mussolini, la nouvelle phase de l'histoire italienne doit "être dominée par ce postulat : réaliser le plus haut degré possible d'autonomie dans la vie économique de la nation dans le plus court délai possible" (1936). Parler d'une "mystique de l'autarcie" fait naturellement partie de l'abus que l'on fait ces derniers temps du terme "mystique". [NOTE : Nous trouvons le même abus dans l'expression 'mysticisme fasciste'. Il y eut même une "École de mystique fasciste" créée à Milan[170]. [Bien que cette organisation ait promu des initiatives intéressantes et impliqué diverses personnes qualifiées de la nouvelle génération de l'époque, il n'y avait certainement aucune raison de parler de "mysticisme". Tout au plus pouvait-on légitimement parler, avant cette évolution, d'une "éthique du fascisme". Comme nous l'avons dit, le fascisme n'a pas affronté le problème des valeurs supérieures, du sacré, qui sont les seules valeurs par rapport auxquelles nous pouvons parler de "mysticisme". Or, en ce qui concerne ces valeurs, pendant les Vingt Ans, le fascisme est resté au niveau des références vagues et conformistes à la religion dominante]. Par contre, on peut parfaitement parler d'une "éthique de l'autarcie", sur la base de l'origine du mot. L'autarcie nous vient de l'antiquité classique, notamment des écoles stoïciennes[171] qui professaient une éthique de l'indépendance ou de la souveraineté de l'individu. Pour garder cette valeur, il fallait, lorsque cela était nécessaire, suivre le principe strict d'abstine et sustine[172].

Le principe fasciste de l'autarcie peut donc être considéré comme une sorte d'extension de cette éthique au plan de l'économie nationale. Une orientation que nous pouvons tout à fait approuver est celle qui consiste, si nécessaire, à maintenir le niveau de vie général relativement bas, en adoptant ce que les Anglais appellent "austerity", qui, même dans un contexte différent, a dû être pratiqué ici et là par différentes nations après la Seconde Guerre mondiale, mais en s'assurant un maximum d'indépendance. Dans le cas d'une nation aux ressources naturelles limitées, comme l'Italie, un certain régime d'autarcie et d'austérité était, en fait, la bonne direction. En ce qui concerne le cours de la vie nationale, nous considérons que la situation normale est complètement opposée à tout ce dont nous sommes témoins aujourd'hui : une prospérité apparemment généralisée et une vie irréfléchie au jour le jour au-dessus de ses moyens, ainsi qu'un solde de la dette publique effrayant, entraînant une instabilité économique et sociale extrême, une inflation croissante et une invasion de capitaux étrangers qui apportent avec eux de nombreuses influences importantes, visibles et invisibles.

Naturellement, il ne faut pas tomber dans l'excès inverse. À tous égards, nous pouvons être guidés par l'analogie offerte par le comportement d'un homme digne de ce nom. Il peut favoriser le développement de son corps et de sa santé corporelle, mais sans en devenir l'esclave. Lorsque cela est nécessaire, il maîtrise les impulsions correspondantes et les fait obéir à une volonté supérieure, même au prix de sacrifices. Il fait

Il fait la même chose chaque fois qu'il veut ou doit affronter des tâches qui exigent un effort particulier. Pour rendre possible ce qui, au niveau national, correspond à une ligne similaire, il faut établir des relations adéquates entre le principe politique d'un Etat national organique et le monde de l'économie, qui correspond à sa partie corporelle.

Dans le fascisme, d'une part, on envisageait la création d'un État fort dans lequel toutes les possibilités de la nation étaient activées, mais on ne peut nier, d'autre part, que par l'autarcie le fascisme n'envisageait pas une sorte de "splendide isolement" (comme disent les Français) de la nation, rendue autosuffisante autant que possible. Il préparait et rassemblait également les forces de la nation en prévision d'une rencontre armée entre États, les expériences de la campagne d'Éthiopie[173] servant d'avertissement. Les déclarations de Mussolini citées plus haut soulignent aussi indéniablement cet aspect. Mais, en dehors de tout cela, et en comprenant le principe de l'autarcie comme un défi à l'économie et à ses présumées lois d'airain qui créent "notre destin", on ne peut pas dire à cet égard que les résultats de l'expérience aient été négatifs. En Italie et aussi en Allemagne avant la Seconde Guerre mondiale, les affaires économiques internes ont pu se dérouler plus ou moins normalement malgré le boycott international virtuel subi par les deux nations et, surtout, la dévaluation de leur monnaie à l'étranger.

De l'autarcie comme scandale et hérésie économique, nous pouvons donc passer à des considérations de caractère plus général.

La formule marxiste "l'économie est notre destin"[174], avec l'interprétation correspondante de l'histoire comme fonction de l'économie, est bien connue. Mais le déterminisme économique a également été reconnu par d'autres courants que le marxisme, dont certains s'y opposent même. Nous pouvons dire ici que, prise en elle-même, cette formule est absurde, mais malheureusement pas si l'on prend en considération le monde moderne, car celui-ci l'a fait devenir une réalité à un degré de plus en plus grand. L'homo oeconomicus [175] pur est une abstraction mais, comme beaucoup d'abstractions, il peut devenir une réalité par le biais d'un processus d'hypertrophie et d'absolutisation d'une partie par rapport au tout. Au moment où l'intérêt économique devient dominant, il est naturel que l'homme devienne le sujet des lois de l'économie, qui acquièrent un caractère presque autonome, jusqu'à ce que d'autres intérêts se réaffirment et qu'un pouvoir supérieur intervienne.

L'inexistence de l'"homme économique" était également le point de vue de Mussolini, qui opposait son idée d'"homme intégral" (1933) à celle d'"homme économique"[176]. Son idée était que "la politique a dominé et dominera toujours l'économie", mentionnant dans ce contexte que ce qui est conçu comme le destin de l'homme "est, au moins pour les trois quarts, créé par la faiblesse ou la force de la volonté" (1932). Nous pouvons mentionner ici les perspectives de Spengler. Dans son examen des formes avec lesquelles un cycle de cultures s'achève, avec la descente au niveau d'une Zivilisation, il a considéré le niveau auquel l'économie devient dominante et crée une certaine connexion entre la démocratie, le capitalisme et la finance. Ce lien démontre d'ailleurs le caractère illusoire de la "liberté" revendiquée dans cette dernière période. Les "libertés politiques" ne sont évidemment rien sans la liberté ou l'autonomie économique, dans le domaine individuel comme dans le domaine collectif : dans le domaine collectif, parce que ce sont les groupes détenteurs de la richesse qui contrôlent la presse et tous les autres moyens de formation de l'"opinion publique" et de diffusion de la propagande dans un régime démocratique ; dans le domaine individuel et pratique, parce que l'accès aux diverses "conquêtes" de la

civilisation technique et économique moderne, avec son apparente prospérité, se paie d'autant de contraintes sur l'individu, d'une intégration de plus en plus rigoureuse dans les engrenages collectifs mis en mouvement par l'économie et devant lesquels les "libertés politiques" ont quelque chose de dérisoire.

Spengler, cependant, a prédit une phase successive, qu'il a appelée la phase de la "politique absolue".

et qui était liée à l'apparition de ces nouveaux leaders de type problématique, dont nous avons parlé précédemment (cf. chapitre VII). Tout en conservant les réserves que nous avons émises à propos de ce dernier sujet, il est cependant possible d'imaginer, dans une perspective d'ensemble, un changement de la situation de manière à créer un État fort, fondé sur le principe d'autorité détachée. L'État fort peut se voir confier la tâche de maîtriser le "géant aveugle"[177] de l'économie en tant que destin. Werner Sombart [178] a inventé l'expression "géant aveugle" en se référant surtout au grand capitalisme et à ses déterminismes immanents. Cette référence spécifique peut être prise en considération : en partant du principe de la prééminence de la politique sur l'économie, et en revenant à l'idée de l'État véritable. Avec sa souveraineté et son autorité réalisées dans un système de structures sociales adéquates, même le développement monstrueux du capitalisme dans le sens d'une productivité sans entraves peut être limité, avec la fin ultime de ramener l'économie, et tout ce qui est économique, à la position subordonnée dans laquelle elle ne devient qu'un moyen pour une fin, et une domination circonscrite dans une hiérarchie de valeurs et d'intérêts beaucoup plus vaste.

Pour compléter ces considérations, il est possible de préciser cette fin ultime quant à son contenu, et de dire que, de notre point de vue, l'essentiel serait d'atteindre un équilibre, une stabilité, et de mettre fin à un changement illimité. Il ne pouvait en être question dans le fascisme, qui avait encore devant lui le dur travail de mise en forme économique, industrielle et sociale de la nation. C'était une tâche suffisante, même en dehors de ses projets expansionnistes qui étaient liés à une certaine aspiration à la "grandeur", plutôt qu'au "splendide isolement" de l'autarcie, comme nous l'avons appelé. Dans ces conditions, une orientation active et dynamique était naturelle, un élan vers l'avant. La formule "quiconque s'arrête est perdu" pouvait même être énoncée, malgré son caractère problématique, indiquant les implications évidemment anti-autarciques d'accepter son entrée dans un processus général de conditionnement sans mesures défensives.

Personne n'a donc posé la question ultime, à savoir celle de la culture idéale vers laquelle il faut tendre, définitivement ou en principe. Il s'agirait de se demander jusqu'où l'on se sentait appelé à aller à contre-courant du mouvement général qui entraînait le monde moderne vers ce que l'on annonçait comme un progrès mais que, par rapport à son véritable sens interne, il faudrait plutôt appeler, comme par Bernanos[179], un "recul en avant". Jusqu'à quel point, à un moment donné, serait-il opportun de considérer une orientation qui pourrait être appelée "opposition au progrès" par des personnes qui confondent la stabilité et une limite volontaire et positive avec l'immobilité et l'inertie, et qui ne reconnaissent pas qu'un arrêt, une rupture sur la direction "horizontale", la direction du changement et de l'évolution au sens matériel, technique et économique des processus qui finissent par échapper au contrôle de l'homme. Ce sera toujours la condition préalable au progrès ou au mouvement dans une direction "verticale", à la réalisation de possibilités plus élevées et à la véritable autonomie de la personne, et enfin, pour reprendre une formule bien connue, à une réalisation de l'"être" au-delà du "bien être".

Tout cela nous conduit évidemment assez loin du sujet de l'examen de la doctrine du fascisme, à l'exception des possibilités virtuellement offertes par le rapport entre le pouvoir politique et l'économie qui ont été conçues et en partie réalisées par le fascisme. Pour que ces possibilités se réalisent, il faut présupposer un choix adéquat des vocations et, naturellement et essentiellement, la stabilisation éventuelle au sein de la nation d'un certain climat général et d'une vision différente de la vie, opposés à ceux qui, en fait, viennent irrésistiblement prédominer à notre époque.

XI

Même parmi ceux qui, en Italie, critiquent aujourd'hui le régime démocratique et ne nient pas la valeur de certains aspects du fascisme, le "racisme" a été jugé, en général, comme l'un des aspects sombres du fascisme sur lequel il vaut mieux se taire, ou comme une sorte de "corps étranger" qui s'est insinué dans le système. Dans cette interprétation, le fascisme est censé être le subordonné et l'imitateur de l'hitlérisme dans la dernière période de l'alliance italo-allemande, l'Axe Rome-Berlin[180].

Dans cette façon de penser, un rôle important a souvent été joué par l'ambiguïté résultant du fait de faire du " racisme " un simple synonyme de l'antisémitisme et de la persécution brutale de l'hébreu. Il peut ainsi arriver qu'une revue qui se dit "néo-fasciste" mette en évidence diverses données recueillies même auprès d'auteurs hébreux pour effacer la prétendue tache et démontrer que Mussolini n'était pas vraiment "raciste", car pendant la guerre, dans la période la plus critique de l'occupation allemande de l'Italie, le fascisme non seulement n'a pas persécuté les juifs, mais les a même souvent protégés. Il y a à ce sujet une confusion évidente entre ce que l'on pourrait attribuer à un sentiment humanitaire et à une aversion pour certaines méthodes déplorables utilisées par les Allemands, et une question de principe.

Il convient donc de faire un bref exposé sur le sujet. Nous pouvons parler de trois facteurs qui ont amené Mussolini à affronter le problème racial en 1938[181] : le 5 août 1938, un document officiel[182] déclare : " Le climat est désormais propice à un racisme italien ", dont le Grand Conseil esquisse les directives fondamentales en octobre suivant. Les premières dispositions législatives "pour la défense de la race italienne" sont promulguées le mois suivant. De ces trois facteurs, celui qui concerne le problème hébraïque est le plus accessoire. Il y a peu ou pas de références à ce problème dans les premiers écrits de Mussolini. On peut seulement citer un vieil article qui mentionne un thème bien connu, à savoir que l'hébreu, subjugué et privé des moyens habituels de rivaliser directement dans le monde moderne, avait recours aux moyens indirects que constituent l'argent, la finance et l'intelligence (au sens profane) pour exercer le pouvoir et pour s'affirmer. En outre, dans un article de 1919, Mussolini se demandait si le bolchevisme, soutenu à ses origines par des banquiers juifs de Londres et de New York et comptant (à l'époque) de nombreux Hébreux parmi ses dirigeants, ne représentait pas "la revanche d'Israël sur la race aryenne"[183].

D'autre part, il n'est pas nécessaire de rappeler que l'antisémitisme n'est certainement pas né avec le nazisme, et que l'hébreu, tout au long de l'histoire, à commencer par le monde romain, a fait l'objet d'aversion et de persécution. Dans l'ère chrétienne, cela a souvent été sanctionné par des souverains, des papes et des conciles. En outre, il faut reconnaître que le problème juif en Italie n'a jamais été un sujet particulièrement brûlant, et la position de Mussolini à son égard en 1938 avait un caractère plus politique qu'idéologique. En fait, il y avait eu une augmentation notable des rapports des diplomates italiens et d'autres sources d'information sur la croissance de l'hostilité antifasciste militante manifestée par des éléments juifs à l'étranger, notamment en Amérique, qui était liée (ou non) à l'alliance de l'Italie avec l'Allemagne. Mussolini est donc finalement contraint de réagir, et les Juifs d'Italie, qui, à quelques exceptions près, n'avaient pas donné de signes particuliers de sentiments antifascistes (il y avait des Juifs parmi les squadristi, les durs fascistes), finissent par subir les conséquences de l'attitude de leurs coreligionnaires non italiens par des mesures qui, toutefois, ne peuvent en aucun cas être comparées aux mesures allemandes,

et qui, très souvent, restaient sur le papier et n'étaient pas appliquées. Puisque nous parlons ici de doctrine, nous n'avons pas à traiter de cet aspect du " racisme " fasciste. L'examen du problème juif dans toute sa complexité appartient à un autre contexte[184].

Quant à la "race", Mussolini en parle souvent. À une époque où l'on ne pouvait pas soupçonner l'influence d'Hitler, en avril 1921, Mussolini prononçait à Bologne un discours qui liait la naissance du fascisme à "un besoin profond et permanent de notre race aryenne et méditerranéenne qui, à un moment donné, s'est sentie menacée dans ses raisons essentielles d'exister". La même année, il affirme que "c'est avec la race que l'histoire se fait" et, en 1927, il déclare : "Nous devons veiller rigoureusement sur le destin de la race, nous devons prendre soin de la race"[185]. On peut citer de nombreuses autres références similaires. En 1938, au congrès général du parti fasciste, Mussolini pouvait rappeler ces antécédents précis en rejetant l'accusation d'imiter simplement les Allemands, ajoutant également que lorsqu'il avait parlé de souche, il voulait "se référer à la race". Si, dans la première citation, le terme "aryen" peut avoir un sens spécifiquement raciste, dans tous les autres cas, il parle de la race dans un sens général. En fait, on rencontre souvent une confusion certaine entre les concepts de race et de nation. Ce genre de confusion continue à apparaître dans le soi-disant "Manifeste de la race"[186] (un document tout à fait bâclé et superficiel), qui parle de la "race italienne". La même expression est utilisée dans la législation fasciste "raciste" de 1938. Naturellement, c'est absurde. Aucune nation historique n'est une "race". En dehors de quelques exemples eugénistes, parler de "défense de la race" en ces termes revient à donner une vague tournure pseudo-biologique et ethnique à la position nationaliste. Tout au plus peut-on parler d'un "stock ethnique historique". Ce n'est pas suffisant. Il faut souligner que l'identification d'une race à une nation, et l'exaltation de ce qui était censé trouver sa principale expression dans le concept collectivisant national-socialiste de la Volksgemeinschaft (c'est-à-dire l'unité nationale et raciale, ou la communauté de la race/du peuple) aboutit à attaquer la notion de race elle-même, à la vider de toute signification en la démocratisant. Comme l'a bien noté K. A. Rohan[187], il restait une chose que la démocratie n'avait pas pu conquérir, à savoir la race au sens aristocratique, car seule l'anélite est "pur-sang"[188] et une "race", tandis que le peuple n'est que peuple, une masse. Avec une identification promiscuité de la race avec la nation au point de parler d'une " race italienne ", d'une " race allemande ", et ainsi de suite, ce dernier rempart tombe et s'effondre. On pouvait et on peut donc prendre position contre ce type de "racisme" en adoptant un point de vue aristocratique et hiérarchique[189].

En tout cas, le deuxième facteur qui a conduit à l'orientation raciste du fascisme est le concept d'un type de conscience nationale "raciale". Ce concept est également lié à une circonstance accidentelle, la conquête de l'Éthiopie et la création de l'empire africain. À cet égard, le "racisme" fasciste avait le même caractère pratique et non idéologique que les attitudes partagées par de nombreuses nations européennes possédant des colonies, l'Angleterre en tête, qui nourrissaient un sentiment de "race" afin de protéger le prestige des Blancs par des mesures adéquates contre les peuples de couleur, et d'empêcher le métissage, qui conduirait à des croisements bâtards et hybrides. C'est plus ou moins le sens d'un décret promulgué par le gouvernement fasciste dès 1937[190]. Mussolini n'a donc fait que suivre ce qui était déjà traditionnel avant la montée de l'idéologie démocratique, avec son principe de la soi-disant "autodétermination des peuples", proclamé par les Blancs, et qui s'est retourné contre eux, provoquant l'émergence, les revendications et le soulèvement des peuples de couleur, jusqu'à ce que les Européens eux-mêmes soient infectés par la psychose de l'anticolonialisme.

Mussolini, en revanche, avait reconnu "l'inégalité féconde, bienfaisante et inattaquable des hommes"[191], et sa conduite était donc, à cet égard, cohérente et, de notre point de vue, correcte. Les distances devaient être maintenues. Le pas suivant pouvait être vu dans ce qu'il disait dans un discours du 18 septembre 1938, lorsqu'il parlait de la nécessité de susciter chez les Italiens "une conscience claire et sévère de la race qui établirait non seulement des différences, mais aussi des supériorités très nettes". Il convient toutefois de rappeler que dans un autre discours, prononcé plus tôt devant des étudiants orientaux, Mussolini avait pris position contre le colonialisme inférieur et matérialiste, condamnant l'attitude de ceux qui ne considéraient leurs territoires coloniaux qu'en termes de "sources de matières premières et de marchés pour les produits manufacturés". Il s'approchait ainsi du point fondamental. Au-delà de tout préjugé lié à la seule couleur de la peau, il faut établir un principe hiérarchique, et affronter le problème de la légitimité du droit de domination sur un peuple et sa culture correspondante. Il n'est pas possible de cacher le caractère sérieux de ce problème. En effet, si l'on considère la période du véritable colonialisme, force est de constater que cette légitimité était largement inexistante, quand il ne s'agissait pas de sauvages, de nègres et d'autres races inférieures, mais aussi de peuples qui possédaient déjà leur propre civilisation et tradition ancienne, comme, par exemple, le cas des Hindous. Pour ces peuples, les "Blancs" ne pouvaient présenter que leur civilisation technologique et leur supériorité matérielle et organisationnelle, ainsi que le christianisme et son étrange prétention à être la seule vraie religion ou, du moins, la plus haute. Ils ont affronté les graves implications du principe hiérarchique et de l'invocation de la "conscience de race" (la race/nation) dans la mesure où celle-ci devait inclure un sentiment non seulement de différence, mais aussi de réelle supériorité. Il est clair que nous ne pouvons pas tenir compte ici des problèmes d'un "peuple sans place"[192], éventuellement exaspérés par une "campagne démographique", et nous l'avons déjà signalé en parlant du dernier numéro. La pression du nombre ne peut rendre aucun droit significatif dans un sens supérieur, éthique ou spirituel, et la célèbre apostrophe de Mussolini au moment de la campagne d'Éthiopie : "Italie prolétarienne et fasciste, debout !" était certainement l'une des plus déplorables que la composante "populiste" de sa personnalité ait jamais suggérée. Tout au plus aurait-il pu parler d'une Italie des travailleurs, sans emprunter le jargon marxiste et transférer, pour ainsi dire, le mythe correspondant et fatal de la "lutte des classes" (ce que Corradini[193] avait déjà commencé à faire sur un ton nationaliste) dans la sphère internationale.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire de dire que, dans l'état où se trouvent aujourd'hui les peuples occidentaux, les problèmes du genre de ceux que nous venons d'évoquer sont devenus insignifiants. D'une part, il ne subsiste aujourd'hui que des formes cachées de colonialisme économique, c'est-à-dire l'influence sur les peuples de couleur " sous-développés " qui ont fini par devenir indépendants grâce aux capitaux et à l'industrie étrangers (c'est ce qu'on appelle le " second colonialisme ", dont l'Amérique et la Russie sont les principaux rivaux)[194]. [D'autre part, les nouvelles "nations" non européennes renoncent de plus en plus clairement à l'indépendance réelle, car nous nous trouvons face à un étrange paradoxe : outre les ethnies primitives et réellement inférieures, une série de peuples non européens se sont libérés du joug "colonialiste" pour le subir sous une forme pire que celle qui existait auparavant, à savoir l'exploitation économique pure et simple administrée par des étrangers. Renonçant de plus en plus à leurs traditions séculaires, ces peuples se sont occidentalisés, adoptant la culture, les idéologies, les formes politiques et les modes de vie des Blancs, capitulant ainsi de plus en plus devant la pseudo-civilisation des Blancs, sans autre ambition que le "développement" et l'affirmation de soi, comme autant de fac-similés grotesques des États des Blancs, et ne s'opposant à eux qu'en ces termes. Tout converge donc vers un nivellement général, et seuls les

rapports de force et les sphères d'influence les plus laids peuvent être le facteur déterminant de leur évolution, plus encore que par le passé.

[NOTE : Jusqu'à il y a peu, il était possible de voir une exception intéressante au Japon : la coexistence d'une culture traditionnelle et d'une modernisation extérieure. Mais après la deuxième guerre mondiale, cet équilibre s'est de plus en plus modifié au profit de la modernisation, et les derniers remparts contre celle-ci tombent les uns après les autres].

Pour en revenir à notre sujet principal, nous devons considérer le troisième facteur, le plus important, du tournant fasciste vers le "racisme". Ici, nous pouvons absolument parler de continuité et de cohérence par rapport aux idées toujours professées par Mussolini. Il y avait un problème qui intéressait Mussolini et auquel il pensait qu'une contribution importante pouvait être apportée par le racisme au sens propre et positif du terme (c'est-à-dire distinct de l'antisémitisme et de la défense du prestige du peuple/de la race - la "race italienne" - face aux peuples de couleur). C'était le problème de la formation d'un nouveau type d'italien, à différencier dans la substance tempéramentale plutôt fragile et anarchique de notre peuple. (Une substance présentant de telles caractéristiques était également loin de correspondre à une certaine "race" homogène). Mussolini pensait - et il ne s'est pas trompé - que l'avenir du fascisme et de la nation ne dépendait pas tant de la transmission d'idées et d'institutions que d'une action formatrice qui fait naître un "type" sélectionné. La création d'un "nouveau mode de vie" et d'un "nouveau type d'italien" était un besoin ressenti par Mussolini dès les débuts du régime - et nous l'avons vu pendant une période où l'on ne peut certainement pas parler d'influence nazie, car Hitler n'avait pas encore atteint le pouvoir en 1929. Dans le rapport sur les accords du Vatican présenté au Parlement, Mussolini parlait d'une action de l'État qui, en "transformant continuellement la nation", pouvait aller jusqu'à "son aspect physique". Il s'agit d'une idée étroitement liée à la doctrine générale, dont nous avons déjà parlé, du rapport entre l'État et le peuple, comme entre "forme" et "matière".

C'est exactement l'aspect positif et créatif de la question du racisme politique. En principe, nous n'avons pas affaire à quelque chose d'imaginaire. L'histoire nous présente de nombreux exemples de races, non pas comme des groupes primitifs donnés, mais comme des groupes qui se forment avec des caractéristiques suffisamment stables par rapport à une culture et une tradition données, définies surtout par un mode d'être, par une "race intérieure". Nous pouvons commencer par le peuple d'Israël, qui à l'origine n'était pas une seule race pure et homogène, mais plutôt un composé ethnique uni et formé par une tradition religieuse, et qui a continué jusqu'aux États-Unis, où un type facilement reconnaissable est rapidement né d'un mélange ethnique plutôt improbable en raison du climat d'une culture donnée, ou plutôt d'une pseudo-culture (cette situation nous permet d'entrevoir des possibilités beaucoup plus grandes lorsque ce processus implique plutôt une culture réelle avec un caractère traditionnel).

En outre, nous pouvons viser l'idéal de la complétude humaine. Alors que la référence à la race et au sang pouvait constituer une objection contre tout ce qui est individualisme, intellectualisme et comportement superficiel, déjà à partir d'expressions courantes, telles que "pur-sang" ou être racé, qui peuvent s'appliquer non seulement à un être humain, mais aussi à un animal, il était possible d'atteindre un sens spécifique et non exceptionnel de la "race". Il s'agissait d'une correspondance réelle et maximale avec le "type" de chaque espèce, ce qui ne peut être observé dans la masse, mais seulement dans un nombre restreint de cas. Toutes les protestations des intellectuels, ou de ceux qui se considèrent comme "spirituels", ne comptent pour rien face à la considération qu'il ne serait que bon et bénéfique que les vraies valeurs soient défendues par des hommes qui,

même en tant que race physique (soma)[195] et en tant que caractère (race de l'âme) reproduisent un type supérieur, au lieu de montrer une rupture douloureuse entre le corps et l'esprit. À cet égard, nous pouvons laisser de côté tout " racisme " moderne et nous référer à un idéal classique, voire hellénique. Cela signifie que certaines réactions, presque hystériques, auxquelles se livrent certains intellectuels et hommes de culture dès qu'ils entendent parler de race, risquent de n'être que le signe qu'ils n'ont pas assimilé la "race".

Nous avons mentionné que le "Manifeste de la race", élaboré en 1938 comme prélude au tournant raciste par un petit groupe d'éléments d'orientation plutôt hétérogène[196], ramassés ici et là, a été bâclé et incohérent, en partie à cause de l'absence totale d'études préliminaires adéquates en Italie. Le "Manifeste" affirmait notamment que le concept de race "est un concept purement biologique" et, outre l'utilisation du terme absurde de "race italienne", affirmait que "la population de l'Italie d'aujourd'hui est d'origine aryenne, et sa civilisation est aryenne" [197], négligeant d'indiquer exactement ce que "aryen" était censé signifier. En fait, ce caractère aryen était réduit à quelque chose de négatif et de problématique, et consistait à ne pas être hébreu ou d'une race de couleur, sans contrepartie positive, ni spécification d'un critère supérieur pour établir le comportement, le style, la vision du monde, ou les prédispositions de caractère et d'esprit de la personne qui devait être appelée aryenne. L'influence étrangère est ici claire, puisqu'il est spécifié que le racisme fasciste doit être d'"orientation nordique-aryenne".

Dans le développement d'une idéologie sérieuse concernant la race, tout cela aurait dû être reconsidéré et corrigé. Il se trouve que nous pouvons personnellement attester du fait que Mussolini était absolument enclin à des développements de ce genre. Avant même le tournant raciste du fascisme, nous avons eu l'occasion de prendre position contre le racisme [198] biologique et scientifique, d'une part, collectiviste et fanatique, d'autre part, tel qu'il prévalait en Allemagne, en lui opposant un "racisme" qui, tout en maintenant une vision de l'idéal, dont nous avons parlé, de la complétude et de l'intérêt de l'homme, mettait particulièrement l'accent sur ce que nous appelions la "race intérieure", en affirmant à ce sujet une conception traditionnelle et anti-matérialiste de l'être humain. De plus, la "race intérieure" aurait pu être la base et le point d'appui de l'action formatrice dont nous avons parlé. Même s'il était juste de proposer un "type" comme idéal et centre de cristallisation, il n'était pas opportun pour l'Italie de se référer au type nordique-aryen, à la suite des Allemands. La science des origines avait constaté que différents groupes se différenciaient à partir d'une souche primitive commune ("indo-européenne", "aryenne") : d'un côté l'élément hellénique (surtout le dorique de Sparte), de l'autre l'élément basal romain, et enfin l'élément germanique. Divers traits typiques de caractère, d'éthique, de coutumes, de vision du monde et de culture partagés par ces trois souches attestent de cette origine unique et lointaine. Ainsi, pour ce centre de cristallisation, nous pourrions choisir le type "aryo-romain" avec ses dons caractéristiques, qui pourrait constituer une intégration adéquate de la vocation "romaine" audacieuse du fascisme sur un plan concret, tout en restant complètement indépendant du racisme allemand. Nous avons exposé ces idées, ainsi que beaucoup d'autres, dans un livre, Synthèse d'une doctrine de la race[199]. Mussolini a lu le livre et m'a invité à le rencontrer. Il est symptomatique qu'il en ait approuvé inconditionnellement les thèses, et qu'il ait finalement accepté que nous entreprenions des initiatives assez importantes basées sur le livre. La crise des événements et certains doutes internes nous empêchèrent de les mener à bien.

Concrètement, il s'agissait d'observer qu'une nation n'est pas une "race", et que dans chaque membre d'une nation historique, il existe différentes composantes ou possibilités. Un climat adéquat de stress élevé peut créer une situation où certaines de ces possibilités

prennent le dessus et atteignent une différenciation qui peut progressivement atteindre le niveau du soma. À titre de cas particulier, certains ont constaté la délimitation d'un type physique commun parmi les membres de corps d'hommes particuliers auxquels ont été confiées des tâches spécifiques et exigeantes (aujourd'hui, par exemple, les parachutistes et les soldats similaires). Un ordre d'idées similaire n'a évidemment rien de commun avec un racisme inférieur ou avec un antisémitisme vulgaire, et nous pensons qu'il peut jouer un rôle dans le cadre de valeurs compatibles avec l'action d'un État à caractère hiérarchique et traditionnel.

[NOTE : Nous avons rappelé ci-dessus que l'antisémitisme a existé de tous temps. A l'époque chrétienne, il avait un caractère religieux, mais il serait difficile d'expliquer l'aversion constante que les mêmes peuples nourrissaient pour les Hébreux en se basant uniquement sur le facteur religieux, sans introduire également le facteur de caractère. L'antisémitisme moderne, par contre, a eu une base sociale. Il trouve son origine dans la réaction provoquée par le fait que les juifs, étroitement solidaires, ont réussi à s'assurer une position prééminente dans les domaines intellectuel, économique et professionnel de divers pays, selon des proportions qui n'ont aucun rapport avec la proportion réelle du groupe juif par rapport à l'ensemble de la population "aryenne" des nations concernées (voir Notes sur le Troisième Reich, chapitre IV). Mais si l'on veut être impartial, il n'est pas juste d'affirmer la situation sociale simpliste dans laquelle l'appel à la " race " pourrait être réduit à un prétexte pour dire " Lève-toi ! Je veux m'asseoir là". Il faudrait d'abord définir ce que signifie être juif (le judaïsme en tant que race intérieure ou spirituelle) et, outre leur proportion numérique dans les postes clés, démontrer que, dans des cas individuels, cette façon d'être donne une orientation particulière et indésirable à l'activité concernée, peut-être même sans que la personne en question en soit consciente. Naturellement, la "race", dans ce sens - le judaïsme - n'a rien à voir avec la religion. La conversion au christianisme la modifie aussi peu qu'une conversion similaire pourrait modifier la constitution, l'hérédité et les dispositions innées d'un Noir. Cette considération explique l'importance du concept de race intérieure, c'est-à-dire la prévention de toute partialité. A ce propos, nous avons eu l'occasion d'affirmer qu'aujourd'hui, la polémique anti-juive n'a guère de sens, étant donné que les qualités que l'on peut, peut-être, déprécier chez les Juifs se retrouvent à un degré non moindre chez les soi-disant "Aryens", sans avoir l'excuse des précédents héréditaires. Parlant du capitalisme américain et considérant le rapport traditionnel des Juifs avec le commerce, l'argent et l'intérêt, Werner Sombart[200] pourrait dire, de même, que dans la mesure où le Juif s'est émancipé et s'est élevé à l'époque moderne, dans la même mesure il a transmis sa propre mentalité aux non-Hébreux].

Tout en reconnaissant les facteurs que nous avons mentionnés et les situations qui y sont liées, et en rappelant en particulier le caractère arbitraire d'une identification unilatérale du racisme au fanatisme antisémite, nous ne devons donc pas considérer l'aspect raciste (si nous insistons pour utiliser ce terme) du fascisme comme une aberration, une imitation ou un "corps étranger".

Dans ce contexte, nous pourrions également faire une considération rétrospective générale concernant l'ensemble de l'expérience fasciste. La valeur intrinsèque d'une idée et d'un système doit être jugée en soi, sans tout ce qui entre dans le monde de la contingence. Mais le facteur décisif, sur le plan pratique et historique, est la qualité des hommes qui se font les affirmateurs et les défenseurs de cette idée et de ce système. Si cette qualité est inférieure, la valeur intrinsèque des principes ne sera pas d'un grand secours - et vice versa. Il peut arriver qu'un système défectueux et présentant de graves défauts théoriques puisse fonctionner de manière satisfaisante, au moins pendant une certaine période, lorsqu'il est dirigé par un groupe et des dirigeants qualifiés. C'est

l'importance que revêtent ces valeurs de "race", au sens général d'esprit et de caractère, et non au sens purement biologique. Nous avons déjà parlé de cette question il y a quelque temps.

Cela étant, nous devons nous demander jusqu'à quel point le côté négatif présenté par le fascisme, ou qui existait derrière la façade idéologique du fascisme et s'est révélé au moment où le fascisme a été mis à l'épreuve, doit être référé, essentiellement, au facteur humain. Nous n'aurons pas peur de renverser la thèse d'un certain antifascisme pour affirmer que ce n'est pas le fascisme qui a affecté négativement le peuple italien, la "race italienne", mais l'inverse. C'est ce peuple, cette "race" qui a affecté négativement le fascisme, c'est-à-dire l'expérience fasciste, dans la mesure où l'Italie n'a pas pu fournir un nombre suffisant d'hommes capables de relever le défi de certaines exigences et de certains symboles élevés, des hommes qui étaient des éléments sains et capables de favoriser le développement du potentiel positif qui aurait pu être contenu dans le système fasciste. Cette carence doit également être prise en considération en ce qui concerne les hommes réellement libres qui auraient pu travailler, non pas en dehors du fascisme ou contre lui, mais en son sein. Il manquait des hommes capables de dire clairement et sans crainte à Mussolini ce qu'il fallait lui dire, de lui faire comprendre ce qu'il était important qu'il comprenne, au lieu de le complaire dans des vœux pieux conformes à ses désirs. (Un cas notable est ce que l'on a fait croire à Mussolini sur le potentiel industriel et militaire effectif de l'Italie pour entrer en guerre). Bien sûr, il y a eu quelques hommes de ce genre pendant les Vingt Ans, mais pas assez. Il aurait dû faire valoir l'antique maxime romaine selon laquelle un vrai chef ne veut pas être le patron d'esclaves, mais avoir à ses côtés des hommes libres qui le suivent - pour corriger les dispositions mentales qui tendent presque fatalement à prévaloir, par faiblesse humaine, chez quiconque détient le pouvoir, et qui encouragent la flagornerie. Plus généralement, que doit-on penser des fondements sur lesquels le fascisme a reposé en partie, du matériel humain dont il disposait, quand on voit la facilité avec laquelle les masses populaires hystériques ont disparu comme neige au soleil, quand le vent a changé de direction, et quand on considère le nombre d'ex-fascistes d'aujourd'hui qui, en conséquence, n'hésitent pas à déclarer que dans la période précédente ils étaient de mauvaise foi, agissaient par simple conformisme ou opportunisme, ou avaient subi un lavage de cerveau ? L'accusation, à notre avis, devrait être portée dans une large mesure contre la "race italienne". Il faut conclure, ce qui ne nous rassure guère, à leur caractère réfractaire à tout ce qui peut être considéré comme étranger à leur "tradition", ce qui fait apparaître le fascisme comme une sombre parenthèse, et le retour à la "démocratie" avec tout le reste (dû seulement à la victoire de l'ennemi) comme un "second Risorgimento", avec la séparation complète de tout ce qui peut entrer dans le cercle des idéaux politiques et gouvernementaux d'une vraie droite.

Comme le lecteur a pu le constater, tout au long de notre discrimination critique dans le domaine de la doctrine, nous nous sommes essentiellement référés au fascisme des Vingt Ans. Du second fascisme, celui de la République de Salò, nous pensons que l'on ne peut recueillir que très peu de choses, car trop de facteurs contingents ont influencé ce qu'il présentait comme une première ébauche de doctrine étatique, politique et sociale, et ce qu'il présentait souffrait de l'absence totale d'une période de maturation sereine. Sa valeur est à chercher dans son aspect combattant et légionnaire. Comme quelqu'un l'a fait remarquer à juste titre, sa valeur réside dans le fait que, peut-être pour la première fois dans toute l'histoire de l'Italie, le second fascisme a vu une masse importante d'Italiens choisir consciemment la voie du combat dans des positions perdues, du sacrifice et de l'impopularité pour obéir au principe de la fidélité au chef et à l'honneur militaire. En ce sens, il est né de ce qui a résisté à l'épreuve du feu. Au-delà de toute idéologie et de tout esprit de parti - nous voulons insister sur ce point -, du point de vue purement moral et

existentiel, nous pouvons dire que c'est avec le second fascisme que la "race italienne", dans cette crise, a donné un compte rendu positif d'elle-même en s'associant à tout ce que le simple soldat italien, dans une division militaire régulière ou dans les bataillons des "Blackshirt", pouvait donner sur les champs de bataille".

[NOTE : Le 28 septembre 1943, la revue *Politica Nuova* publie un article intitulé

Le 28 septembre 1943, la revue *Politica Nuova* publie un article intitulé "Considérations sur les faits concernant l'Italie", que Mussolini fait republier sous forme de brochure pour une distribution massive, indiquant ainsi qu'il partage les idées exprimées dans cet article. L'article était une sorte d'autocritique de certains aspects du fascisme et des faiblesses qui existaient en son sein. Certaines accusations méritent d'être reproduites ici. L'article accuse la classe politique du régime "d'avoir formé une barrière de plus en plus épaisse entre Mussolini et les masses fascistes afin que le Duce ne puisse pas remarquer d'autres collaborateurs éventuels. Par conséquent, tout fasciste de quelque valeur était considéré comme positivement dangereux s'il avait des contacts avec le Duce, et était littéralement persécuté jusqu'à ce qu'il soit convaincu de retourner à l'obscurité ou, s'il résistait, jusqu'à ce qu'il soit politiquement pulvérisé". La deuxième accusation est "d'avoir adopté la méthode de la relève de la garde par rotation, dans un système étroit et hermétique de complicité politique et d'intérêts matériels dans les secteurs de gestion du régime ; d'avoir abusé de la confiance de Mussolini au point de lui cacher souvent et de lui falsifier la situation du régime et l'humeur du pays même aux heures les plus critiques, en rejetant sur les épaules du Duce la responsabilité, voire l'initiative de dispositions et de directives qui ne lui appartenaient pas". Il faut se souvenir de tout cela quand on entend dire : "La leçon du fascisme italien nous montre les dangers et les limites d'un homme isolé par son propre pouvoir" ou "l'insuffisance et le danger du césarisme pur auquel le fascisme s'est réduit à la fin" (M. Bardèche)[201]. Il ne faut pas négliger le rôle que la substance humaine italienne a bien joué ici, que nous avons indiqué, avec des attitudes bien différentes de celles qu'exigeait la stricte idée d'un Ordre, seul correctif de cet isolement.

Encore une fois, cet article, concernant la guerre, accusait le gouvernement d'avoir "d'abord compromis la conduite de la guerre, malgré les exercices abondants d'un patriotisme rhétorique de pacotille, et d'avoir ensuite provoqué la catastrophe militaire en évitant naturellement toute épreuve suprême qui pouvait non seulement compromettre le sort de la nation, mais aussi perturber le sort du mode de vie de son peuple, qui était jusqu'alors prospère et tranquille".

Le fait que tout cela ait été reconnu, même lorsqu'il était trop tard, mérite d'être souligné].

XII

Il convient de consacrer quelques considérations finales à l'idée fasciste dans la mesure où elle a été un facteur d'alliances et de constellations des forces politiques mondiales. En premier lieu, il est possible d'indiquer la contrepartie possible des développements de la politique étrangère italienne qui ont conduit au rapprochement de l'Italie avec l'Allemagne, à l'Axe Rome-Berlin, et finalement au soi-disant "Pacte tripartite"[202] au début de la Seconde Guerre mondiale.

Même à cet égard, le jugement de diverses personnes qui ne sont pas antifascistes par principe souffre d'une sorte de complexe. Il ne faut cependant pas occulter le fait qu'en Italie, en dehors des activités diplomatiques de haut niveau, le rapprochement avec l'Allemagne n'était pas très populaire. Une idéologie antérieure qui a fini par influencer les sentiments de diverses couches de la nation a joué un rôle à cet égard. À partir d'une certaine "histoire patriotique" de confection maçonnique-libérale et inspirée du Risorgimento, l'Allemand (accompagné, d'ailleurs, de l'Autrichien) a été dépeint comme une sorte d'ennemi séculaire du peuple italien. (Les mystifications de cette histoire sont allées jusqu'à attribuer de façon absurde une signification "nationale" à la révolte des communes contre le Saint-Empire romain germanique[203] et son représentant, Frédéric II.)[204] Mais au-delà de cela, il faut penser à tout ce qui découle de l'incapacité de la "matière" italienne à supporter la "forme" que le fascisme a voulu lui imprimer.

Nous avons évoqué les affinités réelles qui existaient en matière d'orientation et de vertus typiques entre Sparte, la Rome antique et les souches allemandes. D'autre part, il y a une nette différence entre le Romain et le "Latin" et, en partie, l'Italien, en termes de tempérament, de style et de vision du monde. Dans la mesure où le fascisme est revenu au symbole romain, en essayant d'assurer une réforme de sa politique et de son éthique, il était naturel qu'il tente une révision à la fois du mythe "latin" et du mythe anti-allemand. À propos du premier, Mussolini pouvait parler de "confréries bâtardes". En ce qui concerne le second, les qualités de discipline, d'ordre, de capacité militaire, d'amour de l'autorité et de sérieux présentées par les peuples d'Europe centrale, surtout en référence à l'idéal prussien, il devait constater qu'elles étaient plus proches de ce qui appartenait également à l'ancien caractère romain dans sa période la meilleure ou primitive, tandis qu'ils étaient loin de ceux qui avaient fini par prévaloir dans la substance des peuples latins, et donc aussi du peuple italien, dans ses aspects individualistes, indisciplinés, négligents et petits bourgeois, étant donné le penchant de l'Italie pour les touristes, les mandolines, les gondoliers, les musées, les ruines, "O Sole Mio", etc..., malgré un fond de gens humbles, travailleurs et fidèles à leurs anciennes coutumes. (NOTE : Voir à ce sujet notre livre Les hommes parmi les ruines, chapitre XIV).

Ainsi, du point de vue des idéaux, on peut parfaitement parler d'affinités intrinsèques. Rendre l'Italie "romaine" et fasciste (pour autant que l'on puisse donner un sens positif au second terme - et à cet égard, il convient de rappeler toutes les réserves formulées au cours du présent essai) pourrait revenir à lui donner, dans une certaine mesure, une empreinte prussienne. Quant à l'orientation politique, l'histoire italienne pourrait offrir un précédent dans le mouvement gibelin[205], qui comptait Dante parmi ses partisans, et qui était l'expression d'une grande partie de la noblesse italienne de l'époque. Il est ahurissant que, pendant la période de l'Axe, le fascisme n'ait jamais fait usage du mythe gibelin, peut-être en raison de la formation intellectuelle et des origines sociales de Mussolini et de tous ceux qui lui étaient proches. Il découle de ces considérations que les rapports diplomatiques avec l'Allemagne qui ont conduit à l'Axe Rome-Berlin auraient pu rencontrer un écho positif avec un caractère moins contingent, plus profond et plus vocationnel au

niveau des idéaux. [NOTE : Pour le Pacte tripartite, on pourrait signaler une autre base d'affinités électives [206], puisqu'au Japon (à l'époque), la nation était considérée comme fondée sur un empereur de droit divin, ainsi que sur les samouraïs (la noblesse guerrière) et leur éthique. Mais évidemment, à cet égard, il n'y avait pas de relation directe avec les grandes diversités de race, d'histoire et d'environnement]. En même temps, cependant, la réponse à l'Axe révèle les sentiments les plus profonds d'une partie de la "race italienne", et même de certains représentants du fascisme (un cas typique : Galeazzo Ciano) : [207] l'intolérance, la résistance et le manque de sympathie pour le rapprochement avec l'Allemagne. Nous ne voulons pas, cependant, insister pour ne voir qu'un seul côté de la question. Ainsi, pour expliquer le rapprochement, il y a d'autres facteurs à prendre en considération, tels que les intérêts communs concrets des deux nations, la sympathie personnelle entre les deux "dictateurs", les affinités entre les deux mouvements, fascisme et national-socialisme, sur la base de leurs aspects populistes, sur lesquels nous avons déjà exprimé notre jugement. Il n'en reste pas moins que Mussolini a été particulièrement impressionné par le fait que dans l'Allemagne hitlérienne, il y avait une nette continuation de l'éthique, de la tradition et de la conception de l'État allemande et prussienne.

D'autre part, une conséquence directe de la nature de la doctrine et de la vision du monde affirmée par le fascisme était une opposition naturelle à la fois au monde des démocraties occidentales et du capitalisme (dont l'expression extrême est incarnée par les États-Unis) et au monde du communisme et de la Russie soviétique - pour utiliser la terminologie contemporaine, à la fois "Ouest" et "Est". L'alignement militaire de l'Italie dans la Seconde Guerre mondiale procède donc en principe de la logique de l'idéologie fasciste et des valeurs qu'elle affirme. En théorie, il n'y a rien à objecter à cela.

Les considérations d'un autre ordre que l'on pourrait faire sur la guerre nous éloigneraient de notre thème. Nous avons déjà indiqué qu'il serait illégitime de tirer de l'issue de la guerre une quelconque conclusion sur la valeur intrinsèque de l'idéologie qui a conduit l'Italie à y participer aux côtés de l'Allemagne et sous la bannière du Pacte tripartite. Le problème à poser, non seulement à l'Italie, mais aussi et surtout à l'Allemagne, serait celui de savoir dans quelle mesure la guerre a été menée avec une connaissance précise des possibilités et un sens des limites. Bien sûr, la rétrospective a une vision de 20/20. On ne peut nier qu'après l'effondrement du front occidental des Alliés, et alors que seule l'Angleterre résistait encore au milieu d'une situation désespérée et attendait une invasion, seule une minorité pouvait douter que le jeu était sur le point de se terminer par une victoire décisive de l'Allemagne et prévoir que l'Italie, par son intervention, serait au contraire impliquée dans des événements que Mussolini ne pouvait avoir le pouvoir de contrôler et d'endiguer d'aucune façon. N'oublions pas que Mussolini avait fait de son mieux pour empêcher au dernier moment le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale avec une initiative qui n'avait trouvé aucune bonne volonté, notamment de la part de la France. N'oublions pas, en outre, que Mussolini avait auparavant proposé la formation du " Pacte quadripartite "[208] - une entente impliquant l'Allemagne, l'Angleterre, l'Italie et la France - une formule qui aurait pu avoir une importance européenne fondamentale, mais qui se heurtait aux partis pris idéologiques et aux horizons étroits des partenaires proposés.

En outre, nous pensons que même si, comme nous l'avons dit, dans l'ensemble et dans l'abstrait, les fronts de la Seconde Guerre mondiale paraissent idéologiquement logiques, il faut aussi attribuer les conséquences désastreuses à un manque de sens des limites, à un fanatisme et enfin à une mégalomanie effective de la part d'Hitler. En réalité, la première cause qui a conduit aux conflits est l'obsession d'Hitler pour le mythe du peuple/de la race selon la formule de son unité avec un seul Reich et un seul Führer ("Ein

Volk, ein Reich, ein Führer") [209]. [Si l'Allemagne s'était limitée à se relever de l'état dans lequel l'avait mise sa défaite de la Première Guerre mondiale et à redevenir une grande puissance européenne ; si, dans son ascension et son expansion, elle avait eu le sens des limites ; si elle avait pu s'arrêter, sans perdre de vue ses adversaires inévitables, et attendre des conditions plus propices pour agir isolément contre ces forces que Hitler, au contraire, a fait tomber sur lui en même temps, entraînant l'Italie avec lui - l'état de l'Europe aujourd'hui serait très différent.

Naturellement, cet état serait désapprouvé par différents éléments présents en Allemagne, mais plus encore en Italie, qui espéraient vivement la défaite militaire de leur nation, voire sa ruine, car elle entraînerait la chute des gouvernements en place. NOTE : Parmi eux se trouvait Benedetto Croce [210]. [210] Opposant à l'intervention de l'Italie contre l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale (il disait alors qu'on ne pouvait apporter que de "faibles rationalisations" contre l'Allemagne) et admirateur de Hegel, le philosophe de l'État autoritaire prussien, il fut jusqu'en 1925 un défenseur de l'État fort en Italie, n'a pas hésité à déclarer publiquement dans l'après-guerre qu'il avait souhaité la victoire de l'ennemi dans la Seconde Guerre mondiale, et l'avait favorisée "par la pensée, le sentiment et l'action", parce qu'il avait compris que les Alliés ne menaient pas "une simple guerre d'intérêts politiques et économiques, mais une guerre de religion" [sic] - comme le général Eisenhower n'a pas hésité à qualifier la guerre en Europe de "croisade". Il y a seulement le petit problème que l'Union soviétique athée figurait parmi les Alliés, et a même joué un rôle décisif dans l'issue de la guerre, une nation engagée à combattre toute religion comme "opium du peuple" et comme facteur "contre-révolutionnaire". Après l'effondrement de l'Italie, comme divers antifascistes, Croce a exprimé d'amers repentirs, qui ont naturellement été accueillis par le silence de ceux qui aujourd'hui exaltent Croce l'antifasciste]. Et malheureusement, dans les événements de la guerre d'Italie, il ne manque pas de cas où il est difficile de dire, aujourd'hui encore, dans quelle mesure le manque de préparation et l'incompétence de certains hauts commandements ont été liés à un sabotage, voire à une véritable trahison.

Pour ceux qui ne sont pas en principe antifascistes, les choses devraient apparaître sous un jour assez différent. Avant tout, il ne faut pas exclure la possibilité d'évolutions correctives qui, une fois la guerre gagnée, auraient pu se produire dans les deux régimes au point de faire prévaloir leurs aspects positifs. En particulier, il aurait pu y avoir la contribution de l'esprit combatif des anciens combattants. De même que les anciens combattants de la Première Guerre mondiale ont réagi contre le climat politique et social qu'ils ont trouvé à leur retour dans leur pays et ont ainsi donné naissance à un mouvement rénovateur, il serait tout aussi probable que les éléments tempérés dans la nouvelle guerre auraient, à leur retour, provoqué une rénovation des cadres des régimes, accompagnée de l'élimination de divers aspects négatifs du système et de divers traits individuels alors que les idées de base demeuraient.

Il y a la propagande bien connue, organisée dans des proportions sans précédent, qui, surtout en ce qui concerne l'Allemagne, présente tout ce qui s'est passé avant et pendant la guerre comme un ensemble unique d'idées mauvaises, de politiques dégradées et d'horreurs, avec une attention particulière pour la Gestapo allemande et l'OVRA italienne (Organisation pour la Vigilance et la Répression de l'Antifascisme) [211], les camps de concentration et ainsi de suite, avec toutes les exagérations, les généralisations illégitimes et parfois même les inventions utiles à cet effet. Nous n'avons pas l'intention d'affirmer que tout était en ordre à l'époque, et diverses choses méritent d'être sévèrement condamnées et dépréciées. Mais toute révolution ou toute guerre a eu son côté sombre, et il n'y a aucune raison de retenir contre le seul IIIe Reich des faits qui sont volontiers passés sous

silence par les intéressés à propos, disons, des guerres de religion européennes, de la Révolution française ou de la révolution bolchevique qui a conduit au régime soviétique. La méthode consistant à attribuer à ses adversaires toutes les horreurs et tous les crimes, tout en cachant ou en niant les siens, est bien connue, mais elle n'a jamais été appliquée de manière aussi systématique et impudente que pendant et après la Seconde Guerre mondiale. En nous rappelant tout ce que nous avons dit sur les corrections et normalisations ultérieures possibles du système, nous pouvons dire qu'aucun prix n'aurait été trop élevé, à supposer que la guerre se soit avérée victorieuse par quelque miracle (étant donné l'énorme disproportion des forces matérielles qui l'ont décidée) et ait eu les résultats suivants : briser la colonne vertébrale de la Russie soviétique et très probablement provoquer la crise du communisme lui-même (au lieu de la prise de contrôle par les communistes de tous les pays européens de l'autre côté du "rideau de fer" et de l'actuelle guerre froide entre "l'Est" et "l'Ouest" qui, pour le meilleur ou pour le pire, se poursuit) ; humilier les États-Unis et les expulser de la politique européenne (au lieu d'une Europe occidentale qui, à son corps défendant, est plus ou moins à la merci des États-Unis et de leurs présidents) ; paralyser la puissance britannique, mais certainement, malgré la probabilité que certaines de ses colonies soient tombées dans d'autres mains, à un degré bien moindre que ce qui est arrivé à l'Angleterre "victorieuse", qui a vu son empire brisé (exactement la même chose que ce qui est arrivé à la France "victorieuse") ; empêcher, quand c'était encore possible, la prise de contrôle de la Chine par les communistes à la suite de la victoire du Japon, au lieu de l'apparition en Asie d'un nouveau foyer puissant et très dangereux pour la subversion mondiale ; empêcher l'insurrection des peuples de couleur et la fin de l'hégémonie européenne, car jamais - et encore jamais - dans l'"Ordre nouveau", sous la bannière des idées défendues par les peuples de l'Axe, il n'y aurait eu de place pour la psychose autodestructrice de l'anticolonialisme, et cette révolte n'aurait pu compter sur l'aide de l'Union soviétique. Tous ceux qui ont des sentiments qui ne sont pas nécessairement "fascistes", mais qui sont de droite, lorsqu'ils laissent leur imagination s'arrêter sur de telles possibilités et qu'ils dépassent leurs préjugés actuels, n'ont d'autre choix que de dresser un bilan et de mesurer adéquatement la distance qui les sépare de ce qui se présente plutôt à nos yeux comme la situation mondiale actuelle.

XIII

Après ces quelques considérations, nous pouvons terminer notre examen qui, bien que bref, pourra peut-être fournir la base d'un jugement critique sur les structures et la signification du fascisme d'un point de vue différent d'une exaltation confuse et unilatérale ou d'un dénigrement a priori. La tâche essentielle est d'introduire des critères qui peuvent mener au-delà de l'horizon plutôt restreint que l'on trouve dans l'un ou l'autre de ces deux points de vue.

A ce sujet, il est pertinent de discuter du caractère inhabituel des lois "exceptionnelles" qui ont été promulguées en Italie contre le fascisme et la défense du fascisme et qui sont toujours en vigueur, bien que sous une forme quelque peu révisée.

Nous pouvons admettre qu'une "démocratie" puisse se défendre par des mesures législatives, si nous nous référons à une forme politique procédurale, mais pas à un système doctrinal dogmatique et univoque, parce que dans ce second cas les "définitions" de la démocratie sont multiples et discordantes et parce que, surtout, nous nous trouverions devant une contradiction singulière. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, la "liberté d'opinion" démocratique doit admettre la légitimité de professer et de défendre des idées même antidémocratiques, si l'on ne veut pas créer un régime d'intimidation et de tyrannie, mais avec le drapeau à l'envers. (De toute façon, plus d'un auteur a noté que peu de régimes sont aussi intolérants et fanatiques que ceux qui proclament la "liberté").

Ce que la démocratie en tant que méthode peut avoir le droit de combattre ne serait qu'une praxis destinée à conquérir le pouvoir et à prendre le contrôle de l'État par des moyens violents et par l'action directe. Dans la mesure où la législation que nous avons mentionnée ne visait que cela en poursuivant comme un crime la reconstruction du parti fasciste, il n'y aurait rien à objecter. (N'oublions pas, cependant, qu'en Italie, le fascisme est finalement arrivé au pouvoir par une invitation à former un gouvernement faite par le souverain, et qu'en Allemagne, le nazisme a ouvert la voie par une majorité parlementaire et plébiscitaire).

Mais lorsque la législation dont nous parlons s'est proposée non seulement de supprimer certaines manifestations extérieures (le salut fasciste, les chemises noires, les hymnes fascistes, etc.), mais aussi de punir comme un délit la "défense du fascisme", nous nous trouvons devant l'absurdité juridique de fixer la punition sans définir rigoureusement les termes du délit - dans notre cas : définir rigoureusement, surtout, ce qu'il faut entendre par "fascisme" et "fasciste". Mais cette absurdité découle d'une impossibilité factuelle. En effet, il apparaîtra très clairement à ceux qui nous ont suivis jusqu'ici que ceux qui voudraient condamner ou attaquer le fascisme dans son ensemble se verraient contraints de condamner également des idées et des principes qui n'appartiennent pas seulement au fascisme, mais qui ont été importants dans d'autres systèmes antérieurs. En ces termes, il faudrait définir comme plus ou moins "fascistes" la plus grande partie des États que l'histoire décrit à des époques lointaines, lorsqu'ils sont basés sur un principe d'autorité et de hiérarchie et n'admettent rien de semblable à la démocratie absolue, au libéralisme ou au socialisme.

Pour être intellectuellement cohérente et ne pas faire preuve d'un parti pris ouvert, une législation sérieuse pour l'autodéfense d'une démocratie devrait procéder d'une autre manière : elle devrait partir de la définition d'un système général constitutionnellement inacceptable, dont le "fascisme" (évidemment le fascisme sous certains de ses aspects) n'est qu'un cas particulier, un système qui, si l'on préfère, pourrait aussi être appelé

"totalitaire" au sens le plus mauvais, comme nous l'avons déjà expliqué. La définition doit avoir un caractère rigoureusement structurelle et objective, sans étiquettes. Mais tout le monde peut voir que la première victime d'une législation sérieuse imposée sur une telle base devrait être le communisme, et la loi conduirait à la dissolution immédiate et à l'interdiction du parti communiste dans un État démocratique. C'est exactement ce qu'ont fait les États-Unis[212], et plus tôt la République fédérale d'Allemagne à Bonn[213], avec plus de cohérence que nous l'avons montré.

Le fait est, cependant, qu'une législation a été adoptée contre le fascisme en Italie sans introduire comme contrepartie précise une législation encore plus stricte contre le communisme et la propagande communiste. (Chacun sait tout ce qui peut être reproché au Parti communiste, en tant qu'organisation militante qui forme ses forces, possède des dépôts d'armes et des réseaux de "cellules", reçoit des financements étrangers, etc. Ces activités appellent des mesures très différentes de celles édictées contre la tant redoutée "reconstruction du parti fasciste"). Ce fait montre que nous sommes face à une orientation déterminée non pas par une pensée juridique rigoureuse, mais par un esprit partisan, et à une démocratie qui est en réalité soumise aux forces de la gauche et du communisme, qui, comme on le sait, compte parmi ses tactiques l'utilisation de la démocratie pour enterrer ensuite cette même démocratie, en profitant de la bêtise, de l'engouement et de la lâcheté des représentants de la démocratie.

Si cet esprit partisan, cette sottise et cet engouement de l'Italie contemporaine n'avaient pas atteint la limite de la véritable irresponsabilité, il serait naturel de reconnaître l'importance de la naissance et de l'organisation d'un mouvement national comme antidote à une maladie désormais répandue et tapie dans toutes les structures du pays. Deux éminents sociologues, Pareto et Mosca, ont souligné à juste titre qu'après l'essor d'une société de masse industrialisée, avec un développement à grande échelle des services publics, l'État moderne se trouve dangereusement paralysé dans les moyens par lesquels il défendait auparavant son autorité. Dans une situation d'urgence, il suffirait aux organisations syndicales et, en général, à celle de la masse des travailleurs, de lancer un appel à la grève et au sabotage pour bloquer l'ensemble de l'organisme national. Les forces de police et même l'armée ne seraient pas en mesure de réagir efficacement. Vu le point où en est arrivé le cancer communiste en Italie, il semblerait clairement souhaitable de créer un mouvement national qui pourrait progressivement créer un réseau omniprésent destiné à fournir rapidement des éléments pour affronter ce groupe partout - dans les usines, les services publics, les bureaux, etc... - dans les cas d'urgence. Son but serait surtout, et avant tout, de défendre l'État et l'autorité de l'État (même lorsqu'il s'agit d'un "État vide") contre les manifestations publiques perturbatrices, et non la négation de l'État et de l'autorité. L'importance qu'aurait un mouvement de droite en ces termes semble toutefois échapper aux dirigeants actuels de l'Italie démocratique - une classe politique bien pire que tous ses prédécesseurs - qui ne reconnaissent que la psychose du "fascisme" et ne peuvent proposer que des "lois extraordinaires" dont nous avons déjà indiqué toute la superficialité et la partialité.

Nous avons dit au début que, si l'on ne pouvait pas nous demander d'exposer ici une doctrine politique complète de la droite, même cet examen critique pourrait fournir, pas à pas, quelques points de référence. Nous pensons que c'est ce qui a été fait. Le résultat, cependant, sera peut-être déconcertant pour beaucoup de lecteurs. Il faudra, en effet, mesurer la distance entre une doctrine politique intransigeante de la droite et tout ce qui existe aujourd'hui tant au niveau de la réalité politique que de l'idéologie. En dehors du mouvement national dont nous venons de parler, qui aurait surtout de la valeur en tant que force de travail pour une défense presque physique, nous devons nous demander quels

groupes ou quels hommes auraient aujourd'hui le courage de reprendre et de défendre ces éléments positifs que nous avons isolés dans le fascisme sans compromis, tout en soulignant clairement l'idée monarchique, aristocratique et hiérarchique, ou ce que nous avons élaboré en séparant le négatif et en intégrant suffisamment les tâches positives qui devaient être affrontées sous le fascisme.

Dans l'état actuel des choses, il y a de bonnes raisons de penser qu'un examen critique comme celui qui a été tenté dans les pages précédentes a une portée purement théorique. Il ne peut avoir d'intérêt que parce que, à notre connaissance, personne, non seulement en Italie mais aussi dans toute l'Europe, n'a encore entrepris une étude de ce genre, séparée des passions partisans et de tout ce qui reflète le monde de la contingence et qui adhère à des idées souvent oubliées d'une tradition supérieure. Pour ce qui ne concerne pas un simple témoignage, mais aussi une décision pratique, peut-être les choses pourraient-elles apparaître autrement seulement dans l'éventualité souhaitable que les choses atteignent une crise réelle, au lieu d'un effondrement définitif obtenu par ces moyens que la légalité démocratique met à la disposition des forces de la subversion mondiale. Dans une telle crise, par une réaction de l'organisme national analogue aux réactions qui se produisent parfois de façon inattendue dans un organisme physique individuel lorsque ses forces vitales sont menacées, les seules alternatives qui pourraient se matérialiser seraient celles prédites par Donoso Cortès et mentionnées par nous, le choix entre les "négations absolues" et les "affirmations souveraines". Rien, cependant, ne nous permet de nous prononcer sur tout cela aujourd'hui, alors que chaque objectif pratique est étranger à la motivation du présent essai.

En conclusion de cet essai, nous pouvons indiquer, en résumé, quels sont les traits les plus essentiels du type d'État et de régime qui pourrait être défini à partir d'un mouvement à caractère "fasciste", qui dépasserait les diverses oscillations et confusions présentes dans les courants reconstruc-teurs antérieurs dans une direction résolument de droite. Comme point de référence, nous ne devons toutefois pas considérer ce qu'étaient le fascisme italien et les mouvements similaires dans leur réalité factuelle, c'est-à-dire dans leur "historicité" simple et unique. Ce qui survit dans le "fascisme", et qui conserve sa valeur et sa pertinence, ce sont ses potentialités - comme quelqu'un l'a dit à juste titre, c'est ce que "cela aurait pu et aurait dû être", si certaines conditions avaient été réalisées.

La prise de position claire contre toute forme de démocratie et de socialisme est la première caractéristique de l'État dont nous avons parlé. Elle mettra fin à l'engouement stupide, à la lâcheté et à l'hypocrisie de ceux qui parlent aujourd'hui de "démocratie", qui proclament la démocratie, qui exaltent la démocratie. La démocratie n'est qu'un phénomène régressif et crépusculaire.

L'État véritable sera alors orienté à la fois contre le capitalisme et le communisme. En son centre se dresseront un principe d'autorité et un symbole transcendant de souveraineté. L'incarnation la plus naturelle d'un tel symbole est la monarchie. La nécessité de conférer un chrême à cette transcendance est d'une importance fondamentale.

La monarchie n'est pas incompatible avec une "dictature légale", plus ou moins telle qu'elle existait dans l'ancien droit romain. Le souverain peut conférer des pouvoirs unitaires exceptionnels à une personne d'une stature et d'une qualification particulières, toujours sur une base légale, lorsqu'il y a des situations particulières à surmonter ou des tâches exceptionnelles à affronter.

Nous pouvons accepter la formule du "constitutionnalisme autoritaire". Elle implique de dépasser le fétichisme et la mythologie du soi-disant "État de droit". Le droit ne naît pas de quelque chose de parfaitement formé, ni avec des caractéristiques de validité éternelle et immuable. À l'origine de toute loi se trouve un rapport de force. Ce pouvoir qui est à l'origine de chaque loi peut intervenir, suspendre et modifier les structures en vigueur lorsque la situation l'exige, attestant par cette action qu'il existe encore dans l'organisme politique une volonté et une souveraineté, qu'il n'est pas réduit à quelque chose d'abstrait, de mécanique et de sans âme.

L'État est l'élément premier qui précède la nation, le peuple et la "société". L'État - et avec l'État tout ce qui est proprement constitué comme ordre politique et réalité politique - se définit essentiellement sur la base d'une idée, et non de facteurs naturalistes et contractuels.

Ce n'est pas un contrat social[216], mais des relations de loyauté et d'obéissance, de libre subordination et d'honneur, qui sont les bases de l'État véritable, qui ne reconnaît pas la démagogie et le populisme.

L'État véritable est organique et unifié sans être "totalitaire". Les relations dont nous parlons permettent la possibilité d'une grande marge de décentralisation. La liberté et l'autonomie partielle sont en relation avec la loyauté et la responsabilité selon une réciprocité précise. Lorsque ces relations sont rompues, le pouvoir concentré au centre, manifestant sa propre nature, intervient donc avec une sévérité et une dureté proportionnelles à la liberté concédée.

L'État véritable ne reconnaît pas le système de la démocratie parlementaire et du régime des partis (partitocrazia). Il ne peut admettre que des représentations corporatives différenciées et articulées à travers une Chambre basse ou corporative. Au-dessus de celle-ci se dressera une Chambre haute en tant que tribunal extraordinaire garantissant la prééminence du principe politique, et ayant des objectifs plus élevés qui ne sont pas seulement matériels et à court terme.

Il faudra prendre résolument position contre le système aberrant du suffrage universel sans distinction et du principe "un homme, une voix", qui inclut désormais le sexe féminin. La formule de "politisation des masses" doit être rejetée. La majorité d'une nation saine et ordonnée ne devrait pas être impliquée dans la politique. La trinité fasciste, "autorité, ordre et justice"[217], conserve sa validité inébranlable pour l'État véritable.

Le parti politique, qui est un organe nécessaire à un mouvement en période de transition et de lutte, ne doit pas être remplacé par un "parti unique" une fois le pouvoir conquis et le système stabilisé. Sa tâche tout à fait différente sera d'établir quelque chose comme un Ordre, qui participera à la dignité et à l'autorité concentrées au centre, et assumera certaines des fonctions qui, dans les régimes traditionnels antérieurs, appartenaient à la noblesse en tant que classe politique aux postes clés de l'État (par exemple dans l'armée et le corps diplomatique). Cette classe avait pour prémisse une éthique plus stricte et un mode de vie particulier. Ce noyau sera également le gardien de l'idée de l'État et empêchera l'isolement "césarien" de celui qui exerce l'autorité suprême.

La sphère de la politique et du pouvoir doit être, de par sa nature et sa fonction, libre de toute influence économique, de toute influence de groupes économiques ou d'intérêts particuliers. Il convient de rappeler la déclaration de Sulla[218], qui disait que son ambition n'était pas de posséder de l'or, mais de détenir le pouvoir sur ceux qui le possèdent.

La réforme corporative doit avoir lieu dans le monde concret du travail et de la production, c'est-à-dire dans les entreprises, à travers une nouvelle structuration organique de celles-ci et une élimination décisive de l'esprit de classe, de la lutte des classes et des différentes mentalités qui se disent "capitalistes", prolétariennes ou marxistes. Le mouvement syndical doit être rejeté. Il est le plus grand outil de tous les mouvements subversifs de ces derniers temps et le véritable cancer de l'État démocratique. Comme dans la conception fasciste, il reviendra à l'État de jouer le rôle d'arbitre, de modérateur et de décideur en cas de conflits et de perturbations. L'objectivité et la rigueur de ce tribunal supérieur, qui doit se concrétiser dans des structures adéquates, permettront l'abolition de l'outil de la grève. Les abus de la grève, son utilisation pour le chantage et les autres fins auxquelles elle est utilisée, qui sont plus souvent politiques que sociales et économiques, sont devenus de plus en plus évidents et indéfendables.

La défense du principe de la vraie justice passe par la dénonciation de ce qui est aujourd'hui continuellement promu sous le nom de "justice sociale".

La défense du principe de la vraie justice passe par la dénonciation de ce qui est aujourd'hui continuellement promu sous le nom de "justice sociale", une justice qui ne sert que les classes les plus basses de la société (les soi-disant "classes populaires") et qui se fait au détriment des autres classes, ce qui conduit effectivement à l'injustice. L'État véritable sera également hiérarchique, notamment parce qu'il sera capable de reconnaître et de faire respecter la hiérarchie des vraies valeurs, en donnant la primauté aux valeurs d'ordre supérieur, et non aux valeurs matérielles ou utilitaires, et en admettant les inégalités ou les différences pertinentes et légitimes de positions sociales, d'opportunités et de dignité. L'État véritable rejettera comme aberrante la formule de l'État du travail, que cet État soit présenté ou non comme "national".

La condition vitale de tout État véritable est un climat bien défini : le climat de la plus grande tension possible, mais non de l'agitation forcée. Il sera souhaitable que chacun reste à son poste, qu'il prenne plaisir à une activité conforme à sa propre nature et à sa vocation, qui est donc libre et désirée pour elle-même avant de considérer les buts utilitaires et le désir malsain de vivre au-dessus de sa condition propre. S'il n'est pas possible de demander à tous de suivre une "vision ascétique et militaire de la vie", il sera possible de viser un climat d'intensité concentrée, de vie personnelle, qui incitera les gens à préférer une plus grande marge de liberté, par opposition au confort et à la prospérité payés avec la limitation conséquente de la liberté par les influences économiques et sociales inévitables. L'autarcie, dans les termes que nous avons soulignés, est une formule fasciste valable. Un cours d'austérité virile et mesurée est également valable et, enfin, une discipline interne par laquelle on développe un goût et une orientation anti-bourgeoise de la vie, mais pas d'intrusion scolaire et impertinente de ce qui est public dans le domaine de la vie privée. Ici aussi, le principe doit être la liberté liée à l'égalité des responsabilités et, en général, la mise en valeur des principes de la "grande moralité" par rapport aux principes de la "petite moralité" conformiste.

En substance, le climat de l'état véritable devrait être personnalisant, animateur et libre. Une force intérieure devrait produire une mise en orbite potentielle des individus, des groupes, des unités partielles et des hommes d'un Ordre autour d'un centre. Cette mise en orbite est celle dont nous devons reconnaître le caractère "anagogique" et intégratif. Elle est intégrative aussi par rapport au fait, qui n'est pas du tout paradoxal, que la véritable personnalité ne se réalise que si elle est affectée par des références à ce qui est plus que personnel. En définitive, sur ce plan, à travers la naissance et la vie de l'état véritable, les "impondérables" entrent en jeu, comme s'ils étaient prédestinés, car aucune initiative oppressive et directe ne peut créer et maintenir un tel climat.

Dans le contexte d'un État semblable, et sous le signe d'une conception pertinente de la vie, un peuple peut développer et atteindre un calme, une force interne et une stabilité qui ne signifie pas stase ou stagnation, mais plutôt l'équilibre d'une puissance concentrée qui, lorsque l'appel est lancé, peut faire en sorte que tous se lèvent immédiatement et les rende capables d'un engagement absolu et d'une action irrésistible.

Une doctrine d'Etat ne peut que proposer des valeurs pour tester les affinités électives et les vocations dominantes ou latentes d'une nation. Si un peuple ne peut ou ne veut pas reconnaître les valeurs que nous avons appelées " traditionnelles ", et qui définissent un vrai Droit, il mérite d'être laissé à lui-même. Tout au plus peut-on lui signaler les illusions et les suggestions dont il a été ou est victime, qui sont dues à une action générale souvent systématiquement organisée, et à des processus régressifs. Si même cela n'aboutit pas à un résultat raisonnable, ce peuple subira le sort qu'il a créé, en faisant usage de sa "liberté".